
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. VII.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC,

Depuis le 4 Décembre 1873 jusqu'au 28 Janvier 1874,

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,

DANS LA TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DU SECOND PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC,

SESSION 1873-4.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC :
IMPRIMERIE D'AUGUSTIN COTÉ.

—
1874.



PROCLAMATIONS.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le PREMIER jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous,

de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }

R. ED. CARON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps

susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le CINQUIÈME jour du mois de *Mai* prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TREIZIÈME jour de *Mars*, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

R. ED. CARON.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le CINQUIÈME jour du mois de *Mai*, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le CINQUIÈME jour du mois de *Mai*, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*: SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Pro-

vince de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TROISIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-sixième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

ED. CARON.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTIÈME jour du mois de JUIN, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps

susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-septième

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*,

ED. CARON.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la loi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec* et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*: SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps

susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-septième,

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec

ED. CARON.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de Québec, se trouve prorogée au ONZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain; NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MERCREDI, le QUINZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dit ONZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, et Nous Voulons EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez person-

nellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, MERCREDI, le QUINZIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-septième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*

ED. CARON.

L. S.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, pour la dépêche des affaires, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*, pour la dépêche des affaires : SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être

présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre Cité de *Québec*, VENDREDI, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable R^{FNÉ} EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-treize, et de Notre Règne la trente-septième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

ED. CARON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil huit cent soixante et treize, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*: SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps

susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le QUINZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce CINQUIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-septième.

Par Ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.

ED. CARON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au QUINZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain ; NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au QUATRIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de *Québec*, le dit QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, et Nous Voulons EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement

et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le QUATRIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

En Foi DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans notre dite Province, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et treize, et de Notre Règne la trente-septième.

Par Ordre.

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1873-4.

Jeu- di, 4 Décembre 1873.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*,
écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'ORATEUR,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette
honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des
séances du Conseil;

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre, que durant la vacance, il a reçu les notifica-
tions suivantes, et qu'en conséquence il a adressé ses mandats au Greffier de la
Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux writs pour l'élec-
tion de députés à l'effet de représenter la division électorale de *Québec-Est*, la divi-
sion électorale du comté de *Québec*, la division électorale de *Gaspé*, la division élec-
torale de *Terrebonne*, la division électorale de *Beauharnois*, la division électorale de
Montmagny, et la division électorale de *Montréal-Ouest*.

A l'Honorable *J. G. Blanchet*, Orateur de la Chambre d'Assemblée de la Province de *Québec*.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon siège dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, et qu'à compter de ce jour je cesse d'être le député de la division électorale de *Québec-Est*.

J'ai l'honneur de me souscrire,

M. l'Orateur,

Votre respectueux,

J. P. RHÉAUME.

Fait et signé en notre présence,

OLIVIER ROBITAILLE,

JEAN LABRECQUE.

QUÉBEC, 5 février 1873.

A l'Honorable *J. G. Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon siège pour le comté de *Québec*, dans l'Assemblée Législative de cette Province.

QUÉBEC, 25 février, 1873.

[L. S.] P. J. O. CHAUVEAU.

Signé en présence de

[L. S.] GÉDÉON OUMET,

[L. S.] J. G. ROBERTSON,

A l'Honorable *Joseph Goderic Blanchet*, Orateur de la Chambre d'Assemblée de la Province de *Québec*.

HONORABLE MONSIEUR,

Nous vous donnons avis que *Pierre Fortin*, ci-devant un des membres de l'Assemblée Législative de cette Province, ayant accepté la charge de Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de *Québec*, son siège en cette Chambre est en conséquence devenu vacant, et nous vous prions en conséquence de procéder, en conformité du statut fait et passé à cet effet, au remplacement du susdit honorable monsieur dans la dite Chambre.

QUÉBEC, 27 février, 1873.

[L. S.] GÉDÉON OUMET,

[L. S.] GEO. IRVINE.

A l'Honorable *Joseph Goderic Blanchet*, Orateur de la Chambre d'Assemblée de la Province de *Québec*.

HONORABLE MONSIEUR,

Nous vous donnons avis que *Joseph Adolphe Chapleau*, ci-devant un des membres de l'Assemblée Législative de cette Province, ayant accepté la charge de Sollicitour

Général de la Province de *Québec*, son siège dans cette Chambre est en conséquence devenu vacant, et nous vous prions en conséquence de procéder en conformité au statut fait et passé à cet effet, au remplacement du susdit honorable monsieur dans la dite Chambre.

QUÉBEC, 27 février, 1873.

[L. S.] GÉDÉON OUMET,
[L. S.] GEO. IRVINE.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

AVIS.

A l'Honorable *Joseph G. Blanchet*, écuyer, Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

MONSIEUR,

Nous vous faisons connaître que l'Honorable Sir *George Étienne Cartier*, Baronet et Député à la dite Assemblée Législative, pour le comté de *Beauharnois*, est décédé, et qu'il doit émaner un writ d'élection en conséquence.

Québec, 18 juin 1873.

[L. S.] GÉDÉON OUMET,
M. P. P., pour *Deux-Montagnes*.

[L. S.] P. FORTIN,
M. P. P., *Gaspé*.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

A l'Honorable *Joseph Goderic Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon mandat de député pour la division électorale de *Montmagny* à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

En foi de quoi, j'ai signé et scellé le présent en présence de témoins à *Montmagny*, ce dix-neuvième jour de novembre mil huit cent soixante et treize.

[L. S.] T. FOURNIER.

Témoins :

P. A. TREMBLAY,
HENRI T. TASCHEREAU.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

A l'Honorable *J. G. Blanchet*, écuyer, Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*,

MONSIEUR,

Avis vous est par le présent donné et vous êtes informé par nous, soussignés, membres de la dite Assemblée Législative pour la Province de *Québec*, que *Francis Cassidy*, écuyer, membre de la dite Assemblée Législative comme représentant la division électorale de *Montréal-Ouest*, est décédé, et que son siège dans la dite Assemblée Législative est devenu vacant, et qu'en conséquence un nouveau writ

doit être émis pour l'élection d'un nouveau membre pour la dite division électorale en remplacement du dit *Francis Cassidy*, écuyer, décédé.

Donné en la Cité de *Québec*, sous nos seings et sceaux, ce vingt-septième jour de juin mil huit cent soixante et treize.

[L. S.] GÉDÉON OUMET,
M. P. P., *Deux Montagnes*.

[L. S.] P. FORTIN,
M. P. P. *Gaspé*.

Montréal, 15 juillet 1873.

A l'Honorable *J. G. Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

MONSIEUR,

Nous croyons devoir vous informer que le siège pour le district électoral de *Montréal-Ouest* dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, est devenu vacant par le décès de *Francis Cassidy*, écuyer, et nous vous requerrons en même temps d'émettre votre warrant au Greffier en Chancellerie de la Province de *Québec*, le requérant d'émettre un bref pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral de *Montréal-Ouest* dans la dite Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Nous avons l'honneur d'être,

M. LAFRAMBOISE,
L. H. HOLTON,
Députés de la Chambre d'Assemblée
Législative de la Province de *Québec*.

M. l'Orateur informe alors la Chambre que le Greffier de cette Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

Canada, }
Province de *Québec*. }

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du onzième jour de décembre courant, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, et adressé à *Pierre Gosselin*, écuyer, registrateur et officier-rapporteur *ex-officio*, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Montmorency*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'Honorable *Joseph Cauchon*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division électorale de *Montmorency*, a résigné son mandat, l'Honorable *Joseph Cauchon* a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date de ce jour, le 31 décembre courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, *Québec*, signé et scellé ce trente-unième jour de décembre mil huit cent soixante et douze.

[L. S.] H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. Chancellerie.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Canada, }
Province de Québec. }

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dixième jour de février mil huit cent soixante et treize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, adressé à l'Honorable *Charles Allyn*, écuyer, Shérif de la cité de Québec, officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Québec-Est*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de *Jacques Philippe Rhéaume*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division électorale de *Québec-Est*, a résigné son mandat, *Charles Alphonse Pantaléon Pelletier*, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du dixième jour de mars courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et scellé ce treizième jour de mars mil huit cent soixante et treize, en la cité de Québec.

[L. S.] H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. C. Québec.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Canada, }
Province de Québec. }

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du huit de mars mil huit cent soixante et treize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, et adressé à *Joseph Laurin*, écuyer, notaire, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, officier-rapporteur nommé par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en vertu de la 21^{me} sect. chap. 6, S. R., Canada, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale du comté de Québec, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'Honorable *Pierre J. O. Chauveau*, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division électorale du comté de Québec, a résigné son mandat, *Pierre Garneau*, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du vingt-et-unième jour de mars courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et scellé à Québec, ce vingt-septième jour de mars mil huit cent soixante et treize.

[L. S.] H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. Chancellerie, Québec.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Canada, }
Province de Québec. }

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-septième jour de février mil huit cent soixante et treize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, et adressé à *Joseph A. Hervieux*, écuyer, officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un membre pour représenter

la division électorale de *Terrebonne*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de *Joseph Adolphe Chapleau*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division électorale de *Terrebonne*, a accepté une charge à la nomination de la Couronne et à laquelle est attaché un salaire annuel, savoir : la charge de Solliciteur Général, et dont le siège est devenu vacant, l'honorable *Jos. Adolphe Chapleau* a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du douzième jour de mars courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et scellé le vingt-quatrième jour de mars mil huit cent soixante et treize, en la cité de *Québec*.

[L. S.] H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. C., *Québec*.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Canada,
Province de *Québec*, }

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du premier de mars mil huit cent soixante et treize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, et adressé à *Louis Geo. Harper*, écuyer, officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Gaspé*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de *Pierre Fortin*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division électorale, a accepté une charge à laquelle est attaché un salaire annuel venant de la Couronne, savoir : la charge de Commissaire des Terres de la Couronne, et dont le siège est devenu vacant, l'Honorable *Pierre Fortin*, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du huitième jour d'avril mil huit cent soixante et treize, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et scellé à *Québec*, ce vingt-quatrième jour d'avril mil huit cent soixante et treize.

H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. C., *Québec*.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Canada,
Province de *Québec*. }

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-huitième jour de juin mil huit cent soixante et treize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, adressé à *V. L. A. DeMartigny*, écuyer, registrateur et officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Beauharnois*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'Honorable Sir *Geo. Etienne Cartier*, Baronet, qui, depuis son élection comme tel, est décédé, *Elle*

Hercule Bisson, écuyer, a été rapporté dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection en date du quinziesme jour de juillet mil huit cent soixante et treize, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et cellé ce deuxièame jour de décembre mil huit cent soixante et treize, en la cité de *Québec*.

H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. Chancellerie.
Québec.

G. M. MUIR, Ecuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative.
Québec.

Canada,
Province de *Québec*. }

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-huitième jour de juillet mil huit cent soixante et treize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, adressé à *Charles André Leblanc*, écuyer, shetif et officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Montréal-Ouest* dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de *Francis Cassidy*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de la dite division de *Montréal-Ouest*, est décédé, *John W. McGauvran*, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du vingt sixième jour d'août, mil huit cent soixante et treize, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et scellé ce deux décembre mil huit cent soixante et treize, en la cité de *Québec*.

H. CYRIAS PELLETIER,
G. C. Chancellerie,
Québec.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative.
Québec.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1872 :—L'Asile des Orphelins de Saint-Patrice de *Montréal*,—l'Asile de la Providence de *Saint-Henri de Mascouche*,—l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*,—l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*,—la Communauté de N.-D. de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*,—l'Asile Provincial des Aliénés, *Saint-Jean*,—l'Hôpital de la Providence, *Joliette*,—l'Hospice Sainte-Croix, *Sainte-Marie de Monnoir*,—l'Hôpital des Ursulines, *Trois-Rivières*,—l'Asile de Saint Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, *Montréal*,—l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*,—l'Institution Protestante des Sourds-Muets et des Aveugles, *Montréal*,—l'Hospice des Sœurs de la Charité, *Québec*,—l'Ecole d'Industrie de Notre-Dame de *Lévis*,—l'Hôpital des Sœurs de la Providence Saint-Vincent de Paul, comté de *Laval*,—l'Asile des Orphelins Catholiques, *Montréal*,—le Dispensaire de *Montréal*,—l'Asile de la Providence, *Sainte-Anne d'Yamachiche*,—l'Asile de la Providence, *Montréal*,—l'Asile de la Providence Saint-Joseph, *Trois-Rivières*,—l'Asile de la Providence N.-D. des Sept Douleurs, *Laprairie*; et des institutions suivantes pour l'année 1873 :—L'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*,—l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*,—l'Hospice Saint-Joseph, *Sainte-Anne de la Pocatière*,—l'Asile Nazareth, *Montréal*,—les Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (Sœurs Grises), *Montréal*,—l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*,—

l'Asile du Bon Pasteur, Québec,—l'Ouvroir Sainte-Geneviève, Saint-Hyacinthe,—l'École de Réforme, Québec,—l'Hôtel-Dieu, Saint-Hyacinthe,—l'Asile rue Bonaventure, Montréal, et les Sœurs de l'Hôpital Saint-Joseph, Beauharnois. (Documents de la Session, No. 6.)

Et aussi,—Etats des affaires de la compagnie *Richelieu* au 31 janvier 1873. (Documents de la Session, No. 7.)

Ordonné, Que l'Honorable M. *Onimet* ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, dans la Salle des Séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Excellence d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il fait la lecture à la Chambre comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux de me rencontrer avec vous pour la première fois et de vous souhaiter la bienvenue, à l'ouverture de cette troisième session du second Parlement Provincial, et c'est avec confiance que je demande votre concours et votre avis pour l'administration des affaires de notre Province.

Pendant les sessions précédentes et à la recommandation de mon honorable et distingué prédécesseur, vous avez considéré les sujets de législation qui vous ont paru les plus urgents pour le bien-être du pays.

L'empressement et le soin que vous avez mis à préparer des lois sur les matières que notre constitution place sous notre contrôle, sont autant de garanties que vous continuerez avec la même bonne volonté à vous acquitter de vos devoirs pendant cette session.

La dernière exposition provinciale a témoigné favorablement de nos institutions agricoles et industrielles et le fonctionnement des lois sur l'agriculture, les arts et les manufactures, prouve que le principe en est sage et en rapport avec nos besoins.

Un nombre malheureusement considérable de nos concitoyens a cru devoir quitter notre pays et s'établir à l'étranger. Nous désirons tous leur retour et vous favoriserez, j'en suis certain, par des moyens aussi énergiques que les circonstances le permettront, ceux d'entre eux qui voudraient coloniser nos terres publiques.

S'il est désirable de penser à repatrier nos compatriotes absents, il ne l'est pas moins d'encourager davantage la colonisation et s'efforcer de mettre ainsi un terme à l'émigration de notre population. Un des moyens que je crois devoir encore suggérer pour obtenir un résultat favorable serait d'aider autant que possible nos municipalités à améliorer nos grandes voies de communication.

La politique libérale que le gouvernement de mon prédécesseur a inaugurée au sujet de la construction des chemins de fer sera continuée en autant que nos ressources pourront le permettre.

L'immigration a déjà occupé votre attention pendant plusieurs sessions, et si on la favorise avec discernement, on appellera au pays une classe choisie de cultivateurs, d'industriels et d'ouvriers qui contribueront à augmenter sa richesse.

À la dernière session vous avez adopté une loi pour faciliter la décision des contestations qui pourraient s'élever sur la validité des élections, et vous vous êtes aussi occupés de projets de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative sans en venir à un résultat définitif. Ce sujet a dû vous occuper pendant la vacance. Il vous sera soumis un projet de loi relatif aux élections, et je suis convaincu que vous l'étudierez avec soin, car il y a peu de questions qui se relient aussi étroitement que celle-là à nos droits, à nos libertés et à nos privilèges constitutionnels.

Dans le cours de l'hiver dernier, le Palais de Justice de cette ville a été la proie de l'incendie, et une quantité considérable de documents importants ont alors été détruits. Le Gouvernement a nommé des commissaires chargés de s'enquérir des causes et de l'étendue de ce désastre et de suggérer les moyens de réparer la perte des archives, registres et dossiers. Cette commission a fait son rapport, et il vous sera présenté une mesure à cet effet.

Vous aurez aussi à vous occuper de sujets qui se rattachent à la judicature et à l'instruction publique, ainsi que de mesures qui concernent l'intérêt général de notre Province.

Mon Gouvernement a réclamé la propriété du terrain et des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites à Québec, (Jesuits' barracks) qui étaient en la possession du Gouvernement Fédéral. Je suis heureux de vous annoncer que nous sommes maintenant en possession de cet édifice.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics seront soumis à votre examen et les subsides ordinaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la bienfaisance publique.

Le Gouvernement Fédéral ayant assumé l'excédant de la dette portée à notre charge par la constitution, a mis fin aux difficultés qui existaient sous ce rapport entre *Ontario* et *Québec*. Cette législation met à notre disposition de nouvelles ressources dont la Province devra bénéficier. L'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, reste encore à répartir et à partager entre cette Province et celle d'*Ontario*. Il est désirable de procéder à l'amiable pour le règlement de cette affaire et des efforts seront faits dans ce sens. Vous serez appelés à voter le crédit nécessaire pour la réparation des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites (Jesuits' barracks), afin d'y placer les départements publics.

Malgré plusieurs dépenses imprévues et quoique des sommes considérables aient été déboursées pour les différentes branches du service public, la balance entre les mains du Trésorier au premier juillet dernier était encore plus considérable que l'année précédente.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Dans la discussion de toutes les mesures qui vous seront soumises et des divers sujets qui paraîtront dignes de votre sollicitude, je suis convaincu que vous serez animés de cet esprit de loyauté et de dévouement à Notre Gracieuse Souveraine qui vous a déjà distingué, et que vous vous montrerez sincèrement attachés à nos institutions dans le but de maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

Je fais des vœux pour que la Divine Providence bénisse vos travaux et couronne vos entreprises.

L'Honorable *Pierre Fortin*, membre pour la division électorale de *Gaspé*, — l'Honorable *Joseph Adolphe Chapleau*, membre pour la division électorale de *Terrebonne*, — *Elie Hercule Bisson*, écuyer, membre pour la division électorale de *Beauharnois*, — *John W. McGawran*, écuyer, membre pour la division électorale de *Montréal-Ouest*, — *Pierre Garneau*, écuyer, membre pour la division électorale du comté de *Québec*, — et *Charles Aphonse Pantaléon Pelletier*, écuyer, membre pour la division électorale de *Québec-Est*, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur Général *Irvine*,

Ordonné, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération demain.

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre, que celui qu'il désignera, ne se permette de les imprimer.

Résolu, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants : 1. les privilèges et élections ; 2. les ordres permanents ; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières ; 4. les divers bills privés ; 5. les lois expirantes ; 6. les dépenses contingentes ; 7. les impressions ; 8. les comptes publics ; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation ; 10. les diverses industries de cette Province, lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre ; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront ; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée Législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la Province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

M. l'Orateur communique à la Chambre, le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A L'HONORABLE ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC :

Le Bibliothécaire de la Législature de Québec, par son présent rapport, expose humblement :

Que le nombre des livres de votre bibliothèque s'est encore augmenté considérablement pendant l'année qui vient de s'écouler, et que bientôt, si des octrois généreux sont continués, la Législature de Québec n'aura rien à envier aux autres bibliothèques de la province.

En effet, douze cent cinquante-cinq ouvrages nouveaux ont été achetés depuis la dernière session. Ces ouvrages forment un total de 1820 volumes. Les journaux politiques, ou papiers-nouvelles, comptent pour 130 dans ce total, et les brochures pour 212.

La bibliothèque se compose aujourd'hui de 13,284 volumes, y compris 3,175 journaux, statuts et documents parlementaires.

J'ai cru devoir acheter la collection d'un journal important, le "*Quebec Mercury*," bien qu'à un prix assez élevé, \$10 le volume relié.

La plupart des ouvrages que j'ai achetés sont des traités sur le droit public, le droit administratif, et les arts utiles. J'ai obéi au vœu de la Législature en agissant ainsi.

Je n'ai pas négligé, non plus, les livres qui concernent l'Amérique en général, et particulièrement notre province.

Le catalogue est sous presse depuis quatre mois. Il sera terminé dans quelques jours. Déjà plus de 350 pages sont imprimées. J'aurais voulu le livrer plus tôt à l'impression ; mais il fallait attendre les envois d'Europe, qui ne sont arrivés qu'à la fin de juillet et au commencement d'août. Je ne m'explique guère ce retard vu que j'avais transmis mes listes dès le commencement de l'année.

La hausse dans la main-d'œuvre et dans les matériaux est cause que les livres coûtent plus cher maintenant qu'ils ne coûtaient il y a deux ou trois ans. Cependant j'ai cru bien faire en achetant autant et même plus que les années précédentes ; car il fallait compléter un peu certaines parties de la bibliothèque avant de publier le catalogue.

L'impression d'un catalogue n'est pas comme l'impression d'un autre livre ; mais

elle est minutieuse, longue et difficile, de sorte qu'elle est nécessairement plus dispendieuse.

Pour ces diverses raisons, la somme d'argent que j'avais à ma disposition s'est vite épuisée, et il faudra prendre sur l'octroi de l'an prochain pour rétablir l'équilibre perdu.

Je crois devoir faire observer à l'Honorable Chamble que deux compartiments de la bibliothèque ne sont pas suffisamment éclairés. Il est même impossible d'y choisir les livres dont on a besoin sans le secours d'une lumière additionnelle.

J'ai le regret de constater qu'il se perd beaucoup de livres, proportionnellement au nombre que renferme votre bibliothèque. Cela est dû d'abord au manque de délicatesse de ceux qui les emportent en secret, et ensuite à la division de la bibliothèque, qui ne permet pas aux employés de voir toujours toutes les personnes qui sont à l'intérieur. Le nombre des livres perdus est de 132. D'autres ouvrages se trouvent entre les mains de personnes négligentes, qui ne les rendent point. Les noms de ces personnes seront soumis au comité de la bibliothèque.

Votre Bibliothécaire croit qu'il serait à propos, alors que chacun pourra consulter le catalogue, et voir si le livre qu'il désire se trouve dans la bibliothèque, il croit qu'il serait à propos de ne permettre à personne de prendre soi-même des livres. Ce serait un moyen plus sûr de conserver une bibliothèque déjà précieuse.

Le tout respectueusement soumis.

PAMPHILE LEMAY,
Bibliothécaire.

Québec, 4 décembre 1873.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. *Larochelle*, la pétition de l'Honorable J. G. *Blanchet*, et autres, de la ville de *Lévis* et autres lieux, et la pétition de *Frs. E. Verreault*, et autres du village de *Lauzon* et de *Bienville*, et de la paroisse de *Saint-Joseph de Lévis*.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 5 Décembre 1873.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Lynch*,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est.

Par M. *David*,—la pétition des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur ; et la pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité, toutes deux de la cité de *Montréal*.

Par M. *Bisson*,—la pétition du Révérend J. T. *Lasnier* et autres, de la paroisse de *Ste. Cécile* ; et la pétition du Révérend D. *Charland*, de la paroisse de *St. Clément*, toutes deux du comté de *Beauharnois*.

Par l'Honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de l'Asile du Bon-Pasteur, Québec ; et la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Polycarpe*, comté de *Soulanges*.

Par M. *Gérin*,—la pétition du Révérend J. E. *Beliveau* et autres, de la paroisse de *St. Elie* de *Caxton*, comté de *St. Maurice*.

M. *Lynch*, du comité spécial nommé pour s'enquérir et décider du mérite de la pétition se plaignant de l'illégalité de l'élection pour le district électoral de *Joliette*, présente à la Chambre les résolutions suivantes comme étant le rapport final du dit comité.

Résolu, Que *Vincent Paul Lavallée*, écuyer, le membre siégeant, a été d'ament élu pour représenter la division électorale de *Joliette* à la dernière élection.

Résolu, Que ni la pétition ni la défense ne sont frivoles ou vexatoires.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial pour préparer et rapporter les listes

des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable M. Ouimet, l'Honorable M. le Procureur-Général Irvine, l'Honorable M. le Solliciteur-Général Chapleau, l'Honorable M. Langevin, C. B., l'Honorable M. Holton, l'Honorable M. Bellerose, l'Honorable M. Fortin, M. Bellingham, M. Joly, M. Bachand et M. Brigham composent le dit comité.

L'Honorable M. Fortin, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, le 30 juin 1873. (Documents de la Session, No. 2.)

M. l'Orateur met devant la Chambre, en obéissance à un ordre de la Chambre, en date du 24 décembre dernier,—Etat de l'augmentation des salaires accordée aux officiers et employés de l'Assemblée Législative, P. Q., montrant en détail les salaires d'alors et l'augmentation accordée depuis, lequel est lu comme suit :

NOM.	CHARGE.	Salaires Actuels.	Salaires augmentés et nouveaux.	Augmentation.
		\$	\$	\$
G. M. Muir.....	Greffier	1800	2000	200
Etienne Simard.....	Assistant-Greffier	1400	1600	200
L. Simoneau.....	Comptable et teneur de livres....	1000	1400	400
C. J. Ardouin	Greffier-en-Chef des bureaux....	1000	1400	400
Cyrille Pettigrew.....	Copiste.....	500	700	200
Thomas Prendergast..	Do	500	700	200
Adjutor Demers.....	Do	500	700	200
Chs. P. Lindsay.....	Greffier des Comités.....	1200	1400	200
Ed. Demers.....	Asst. do et Sect. de l'Orateur..	700	1000	300
Ed. Lemoine.....	Greffier des Bills Privés.....	1200	1400	200
Ed. S. Belleau.....	Asst. do	800	900	100
Wm. Cook.....	Chef des Traducteurs Anglais ...	1200	1400	200
J. B. Duggan.....	Asst. do	800	1000	200
A. N. Montpetit.....	Chef des Traducteurs Français...	1200	1400	200
Benoit Marquette.....	1er Asst. do	800	1000	200
Buteau Turcotte.....	2ème Asst. do	600	900	300
O. C. DeLachevrotière	Greffier du Journal Français.....	1200	1400	200
Louis Fortier.....	Asst. do	600	900	300
P. E. Smith.....	Greffier du Journal Anglais.....	1200	1400	200
Joséph Whyddon.....	Asst. do	600	900	300
L. P. Lemay.....	Bibliothécaire	1000	1400	400
Louis P. Turcotte.....	Asst. do	600	600
Jacques Morin.....	Messager de la Bibliothèque.....	400	500	100
Charles Garneau.....	Sergent d'Armes.....	800	1400	600
Pierre Chenest.....	Maitre de Poste.....	600	700	100
Louis Morel.....	Asst. do	500	600	100
Olivier Robitaille.....	Chef des Messagers.....	600	800	200
Alfred Pelletier.....	Messager de l'Orateur.....	400	600	200
Siméon Gagné.....	Messager du Greffier.....	400	500	100
Martial Roy.....	Messager	400	500	100
Ed. Littlejohn.....	Do	400	500	100
Joseph Trudelle.....	Do	400	500	100
Etienne Gauvreau.....	Do	400	500	100
Eugène Balzarette.....	Messager de l'Imp. de la Reine..	500	500
		\$25100	\$33100	\$8000

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale.

M. Garneau, secondé par M. McGavran, propose qu'il soit présenté une humble Adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la Province de Québec, et de plus pour assurer Son Excellence :

1. Que nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Son Excellence s'est rencontrée avec nous pour la première fois, et la bienvenue qu'il nous a souhaitée à l'ouverture de cette troisième session du second Parlement Provincial, et que nous sommes honorés de la confiance avec laquelle il demande notre concours et notre avis pour l'administration des affaires de notre province.

2. Qu'en effet, à la recommandation de l'honorable et distingué prédécesseur de Son Excellence, nous avons considéré, pendant les sessions précédentes, les sujets de législation qui nous ont paru les plus urgents pour le bien-être du pays.

3. Que nous continuerons à nous acquitter de nos devoirs pendant cette session avec l'empressement et le soin que nous avons mis à préparer des lois sur les matières que notre constitution place sous notre contrôle, et avec la même bonne volonté.

4. Que nous admettons avec Son Excellence, que la dernière exposition provinciale a témoigné favorablement de nos institutions agricoles et industrielles, et que le fonctionnement des lois sur l'agriculture, les arts et les manufactures, prouve que le principe en est sage et en rapport avec nos besoins.

5. Que nous reconnaissons qu'un nombre malheureusement considérable de nos concitoyens a cru devoir quitter notre pays et s'établir à l'étranger ; que nous désirons tous, avec Son Excellence, leur retour, et que nous favoriserons par des moyens aussi énergiques que les circonstances le permettront ceux d'entre eux qui voudraient coloniser nos terres publiques.

6. Que nous admettons que, s'il est désirable de penser à repatrier nos compatriotes absents, il ne l'est pas moins d'encourager davantage la colonisation et s'efforcer de mettre ainsi un terme à l'émigration de notre population ; et que nous reconnaissons avec Son Excellence qu'un des moyens pour obtenir un résultat favorable serait d'aider autant que possible nos municipalités à améliorer nos grandes voies de communication.

7. Que nous continuerons, en autant que nos ressources pourront le permettre, la politique libérale que le gouvernement du prédécesseur de Son Excellence a inaugurée au sujet de la construction des chemins de fer.

8. Que nous porterons notre attention à l'immigration qui nous a déjà occupés pendant plusieurs sessions, et que nous nous efforcerons de la favoriser avec discernement, pour appeler au pays une classe choisie de cultivateurs, d'industriels et d'ouvriers, qui contribueront à augmenter notre richesse.

9. Qu'à la dernière session, nous avons adopté une loi pour faciliter la décision des contestations qui pourraient s'élever sur la validité des élections, et nous nous sommes aussi occupés de projets de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative sans en venir à un résultat définitif. Que ce sujet nous a occupés pendant la vacance. Que nous étudierons avec soin un projet de loi relatif aux élections, car il y a peu de questions qui se fient aussi étroitement que celle-là à nos droits, à nos libertés et à nos privilèges constitutionnels.

10. Que nous porterons notre attention au rapport des commissaires chargés par le gouvernement de Son Excellence de s'enquérir des causes et de l'étendue du désastre occasionné par l'incendie du Palais de Justice de cette ville, dans le cours de l'hiver dernier, ainsi qu'à toute mesure qui nous sera soumise à ce sujet.

11. Que nous nous occuperons de sujets qui se rattachent à la judicature et à l'instruction publique, ainsi que de mesures qui concernent l'intérêt général de notre Province,

12. Que nous apprenons avec plaisir que le Gouvernement de Son Excellence a réclamé la propriété du terrain et des bâties de l'ancien couvent des Jésuites à Québec, (Jesuits' barracks,) qui étaient en la possession du Gouvernement Fédéral; et que nous sommes maintenant en possession de cet édifice.

13. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui seront soumis à notre examen et aux subsides ordinaires qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la bienfaisance publique.

14. Que nous sommes également heureux d'apprendre que le Gouvernement Fédéral, ayant assumé l'excédant de la dette portée à notre charge par la constitution, a mis fin aux difficultés qui existaient sous ce rapport entre *Ontario* et *Québec*, et que cette législation met à notre disposition de nouvelles ressources dont la province devra bénéficier. Que l'actif énuméré dans la quatrième cédula annexée à l'acte de l'*Amerique Britannique* du Nord, restant encore à répartir et à partager entre cette province et celle d'*Ontario*, nous désirons avec Son Excellence, procéder à l'amiable pour le règlement de cette affaire, et que nous ferons des efforts dans ce sens. Que nous voterons le crédit nécessaire pour la réparation des bâties de l'ancien couvent des Jésuites (Jesuits' barracks,) afin d'y placer les départements publics.

15. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré plusieurs dépenses imprévues, et quoique des sommes considérables aient été déboursées pour les différentes branches du service public, la balance entre les mains du trésorier au premier juillet dernier était encore plus considérable que l'année précédente.

16. Que, dans la discussion de toutes les mesures qui nous seront soumises et des divers sujets qui paraîtront dignes de notre sollicitude, nous serons animés de cet esprit de loyauté et de dévouement à Notre Gracieuse Souveraine, qui nous a déjà distingué, et que nous nous montrerons sincèrement attachés à nos institutions dans le but de maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

17. Que nous formons des vœux pour que la divine Providence bénisse nos travaux et couronne nos entreprises.

Ordonné, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix séparément, et le premier paragraphe étant de nouveau lu ;

Et des débats s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 6 Décembre 1873.

Et les débats continuant ;

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à mardi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 9 Décembre 1873.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1872. (Documents de la Session, No. 8.)

Et aussi,—Etats des affaires de la Société Numismatique et Archéologique de Montréal, pour l'année 1872, et de l'école de Médecine et de Chirurgie de Montréal, et de l'Hopital-Général de Richelieu, pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Laframboise*,—la pétition de *McPherson Lemoyne*, de *Buckingham*, dans le district d'*Ottawa*,—la pétition de la municipalité du township de *Shefford*, comté de *Shefford*,—la pétition de *P. Maguire* et autres, la pétition de *Denis M. Savage* et autres, et la pétition de *John Bowman* et autres, toutes du township de *Shefford*.

Par l'Honorable M. *Holton*,—la pétition de la Société d'Histoire Naturelle, la pétition de la Société de Numismatique et d'Archéologie de *Montréal*, la pétition de l'Asile des Orphelins Protestants, et de l'Honorable Sir *Alexander Tilloch Galt* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *LaRoque*,—la pétition de la municipalité du village de *Longueuil*, et la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal, Chambly et Sorel*.

Par M. *Poupore*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Pontiac*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition du Révérend C. A. *Loranger*, de la paroisse de *Lanoraie*.

Par M. *David*,—la pétition de la Faculté Médicale de l'Université de *Bishop's College, Montréal*.

Par l'Honorable M. *Ouimet*,—la pétition du Révérend V. *Rousselot*, Directeur de l'Asile rue Bonaventure,—la pétition du Révérend V. *Rousselot*, Directeur de l'Asile Nazareth,—la pétition du Révérend V. *Rousselot*, Directeur de l'Institution de l'Asile Nazareth pour les aveugles,—et la pétition des Dames Religieuses de Notre Dame de charité du Bon Pasteur rue Fullum, toutes de la cité de *Montréal*,—la pétition de l'Hospice Sainte-Croix, de la paroisse de *Sainte-Marie, de Monnoir*, comté de *Rouville*,—et la pétition d'*Auguste Demers* et autres, de la paroisse *Saint-Mathias*.

Par M. *Marchand*,—la pétition des Sœurs de la Charité de la Salle d'Asile de la ville de *Saint-Jean*,—et la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de *Saint-Jean*.

Par M. *Bachand*,—la pétition du Révérend L. Z. *Moreau* et autres,—la pétition des filles de la Charité administratrices de l'ouvroir Sainte-Geneviève,—la pétition des filles de la Charité administratrices de l'Hôtel-Dieu,—et la pétition des filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu administratrices de l'Orphélinat, toutes de la cité de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. *Dugas*,—la pétition du Révérend A. H. *Coutu* et autres, du township de *Wexford*, comté de *Montcalm*.

Par l'Honorable M. *Cauchon*,—la pétition de *Charles Garneau*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'Honorable J. G. *Blanchet* et autres, de la ville de *Lévis* et autres lieux demandant des amendements aux actes d'incorporation de la Compagnie du Chemin à Lisses de *Lévis à Kennébec*.

De Frs. E. *Verreault* et autres, des villages *Lauzon* et *Bienville*, et de la paroisse *Saint-Joseph de Lévis*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Société Mutuelle et Bienveillante de Sainte-Anne de *Lévis*."

De la compagnie du chemin de fer du *Sud-Est*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend J. T. *Lasnier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Cécile*, comté de *Beauharnois*; demandant que le village de *Sainte-Cécile* ou "*Valley Field*" soit incorporé comme ville, sous le nom de "*la ville de Salaberry*."

De la municipalité de la paroisse de *Saint-Polycarpe*, comté de *Soulanges*; demandant de l'aide pour faciliter la construction des parties des chemins de fer de Jonction de *Montréal* et *Ottawa*, et de *Côteau Landing*, et de la ligne provinciale, qui sont situées dans la province de *Québec*.

De l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; demandant de l'aide.

Des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité, de la cité de *Montréal*; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *D. Charland*, de la paroisse de *Saint-Clément de Beauharnois*; demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de *Saint-Joseph de Beauharnois* soit continuée et augmentée.

Du Révérend *J. E. Beliveau* et autres, de la paroisse de *Saint-Elie de Caxton*, comté de *Saint-Maurice*; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

L'Honorable *M. Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Ministre de l'Instruction Publique pour l'année 1872, et partie pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 3.)

L'Honorable *M. Robertson*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des comptes publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873. (Documents de la Session, No. 1.)

Ordonné, Que l'état des comptes publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873, soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'Honorable *M. Robertson*, met aussi devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des rapports de conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de la 31e Vic. chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur en conformité de cette clause, pour couvrir les dépenses pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873, lequel est lu comme suit :

ÉTAT des Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux sous l'autorité de la clause 47, 31 Vict., chap. 9, préparé par l'Auditeur en conformité d'icelle.

Pour couvrir les dépenses de l'année fiscale expirée le 30 Juin 1873.

SERVICE.	DÉTAILS.	RAPPORTS DE CONSEIL.		No. des Mandats spéciaux.	Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Balances non dépensées.
		N ^o .	Date.				
Loyer des palais de Justice et prisons.....	Pour payer le loyer des bâties louées pendant la construction des palais de Justice et prisons de Gaspé et Bonaventure, réclamations pour dommages qui y ont été faits, loyer d'une maison pour le gendier à Kamouraska, et rente foncière à Québec et Trois-Rivières.....	258	1872. Septembre 16...	\$ cts. 630 03	630 03	630 03	
Chemins et ponts, Chicoutimi.....	Pour payer les ouvrages faits sur les chemins de colonisation, entrepris dans le but de venir en aide aux colons pauvres.....	260	" " "	4,000 00	4,000 00	2,819 33	1,180 67
Aide aux populations pauvres du Saguenay.....	Pour se procurer des provisions.....	260	" " "	800 00	800 00	790 55	9 45
Achat des terres de la compagnie de pêche et des mines de charbon de Gaspé.....	Pour empêcher ces terres de tomber entre les mains de spéculateurs, tel que démontré dans un rapport d'un comité de la Chambre.....	14	" " "	34,066 67	34,066 67	34,066 67	
Ligne de frontière entre Québec et Ontario.....	Pour payer les dépenses encourues pour le tracé de cette ligne.....	19	Octobre 10...	8,000 00	8,000 00	8,000 00	
Prison de Montréal.....	Pour payer l'ouvrage fait, et les matériaux fournis, pour avoir posé l'appareil de chauffage, l'appropriation s'étant épuisée avec l'année fiscale avant l'achèvement de l'ouvrage et le terme du contrat.....	289	" " "	2,000 00	2,000 00	1,332 96	667 04
Palais de Justice et prisons, nouveaux districts.....	do do do.....	332	Novembre 23... 1873.	4,087 50	4,087 50	3,882 04	205 46
Salaires des départements.....	Pour payer l'augmentation des salaires votée par la Législature avec l'appropriation 36 Vict., chap. 1.....	28	Février 3...	3,500 00	3,500 00	2,781 74	718 26
Palais de Justice temporaire de Québec.....	Pour réparer et meubler l'hôpital militaire en conséquence de l'incendie du palais de Justice.....	39	" 8...	15,000 00	15,000 00	14,988 27	11 73
	do reporter.....			72,084 20	72,084 20	69,291 59	2,792 61

ÉTAT des Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux sous l'autorité de la clause 47, 31 Vict., chap. 9, préparé par l'Auditeur en conformité d'icelle.

Pour couvrir les dépenses de l'année fiscale expirée le 30 Juin 1873.—Suite.

SERVICE.	DÉTAILS.	RAPPORTS DE CONSEIL.		No des Mandats spéciaux.	Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Balances non dépensées.
		No.	Date.				
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
				72,084 20	72,084 20	69,291 59	2,792 61
	Report.....		1873.				
Écoles Normales.....	Balance due sur la compensation de 1871 aux institutions catholiques, pour l'octroi accordé aux <i>High Schools</i> de Québec et Montréal.....	66	Février 25...	2,125 00	2,125 00	2,125 00	
Prison de réforme, Montréal.....	Pour payer les frères de charité qui en ont charge, la prison de St. Vincent de Paul étant fermée.....	88	Avril 2....	5,000 00	5,000 00	5,000 00	
Assemblée Législative.....	Pour rencontrer les dépenses et l'augmentation de salaires votée par la Chambre.....	82	" 2....	14,500 00	14,500 00	14,500 00	
Charités.....	Aide à l'aumônier catholique de la prison de Québec, pour l'hospice de la Maternité et la protection des enfants.....	52	Février 17...	400 00	400 00	400 00	
Loyers, assurances, réparations des bâtisses publiques.....	Pour réparer et mettre en ordre la résidence de Spencer Wood.....	98	Avril 25...	3,800 00	3,800 00	3,795 49	4 51
Aile de Beauport.....	Pour combler le déficit de l'appropriation.....	121	Juin 25...	5,000 00	5,000 00	4,329 54	670 46
Salaires des inspecteurs d'école.....	Montant du déficit de l'appropriation en conséquence du système de payer les salaires mensuellement au lieu de par quartiers.....	120	" 5...	2,651 75	2,651 75	2,651 75	
Tracé préliminaire pour la continuation du chemin de Gouford.....	Pour rencontrer les dépenses encourues.....	119	" 6...	2,633 48	2,633 48	2,633 48	
Achat des terres de la compagnie des pêcheries et des mines de charbon de Gaspé.....	Comme ci-dessus, pour rencontrer d'autres dépenses.....	11	" 6...	1,500 00	1,500 00	1,500 00	
Immigration.....	Pour rencontrer l'augmentation de dépenses causée par le développement de ce service.....	187	" 10...	8,000 00	8,000 00	6,931 25	1,018 75
Impression des Lois.....	Pour combler l'insuffisance de l'appropriation.....	164	" 13...	500 00	500 00	351 26	148 84
Loyer des palais de justice et prisons.....	Comme ci-dessus, pour rencontrer des dépenses supplémentaires.....	167	" 13...	360 00	360 00	360 00	
Police.....	Pour combler l'insuffisance de l'appropriation.....	176	" 19...	4,500 00	4,500 00	3,548 12	953 88
Conseil Législatif.....	do do.....	178	" 19...	2,000 00	2,000 00	1,949 00	51 00
Administration de la Justice.....	do do.....	183	" 19...	25,000 00	25,000 00	18,646 07	6,353 93

Gazette Officielle de Québec.....	de	do	191	"	20	800 00	795 70	4 30
Greffier en Loi.....	do	do	193	"	20	200 00	200 00	
<i>Montant dépensé en vertu d'un mandat spécial.</i>								
No. 7 \$ 3,882 04								
8 3,500 00								
11 5,000 00								
\$12,382 04 cts. déjà voté et for-								
mant partie de 36 Vict. chap. 1								
Montant appartenant à l'année fiscale expirée le 30 juin 1873								
et pour lequel un vote de la Législature est requis.....								
<i>Pour couvrir les dépenses de l'année fiscale finissant le 30 juin 1874.</i>								
Palais de Justice temporaire de Québec				1873.		\$ cts.	\$ cts.	
Montant additionnel requis pour réparer et meubler l'hôpital militaire et le quartier des officiers.....			189 Juin	19	17,000 00	17,000 00	17,000 00	
Pour bâtir une aile pour des voiles.....			236 Juillet	21	2,500 00	2,500 00	2,500 00	
Pour rencontrer les dépenses suivantes sur le pont de Pickanook.....								
Chemins dans Drummond et Arthabaska.....								
Pont sur la Rivière Jacques-Cartier.....			237	"	21	4,000 00	4,000 00	
						23,500 00	23,500 00	

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 9 Décembre.

GASPARD DROLET,
Auditeur, P. Q.

Ordonné, Que le rapport du Ministre de l'Instruction Publique, pour l'année 1872 et partie pour 1873, soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Ordonné, Que M. David ait la permission d'introduire un bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

L'ordre du jour, pour la reprise des débats ajournés sur le premier paragraphe de la question qui a été proposée vendredi dernier, " Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de Québec, étant lu ;

Et la question étant de nouveau proposée ; la Chambre reprend les dits débats ajournés.

Les premier et second paragraphes, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Le troisième paragraphe étant de nouveau lu, et la question étant mise aux voix sur icelui, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le quatrième paragraphe étant de nouveau lu, et la question étant mise aux voix sur icelui, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le cinquième paragraphe et les suivants jusqu'au dix-septième et dernier inclusivement, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la présente session de la Législature de la Province de Québec.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial, composé de l'Honorable M. Ouimet, l'Honorable M. le Procureur-Général Irvine, l'Honorable M. Fortin, l'Honorable M. le Solliciteur-Général Chapleau, l'Honorable M. Langevin, C. B., l'Honorable M. Cauchon, l'Honorable M. Bellerose, M. Chauveau, M. Sawyer, M. Gendron, M. Bellingham, M. Garneau et M. McGawran, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature, en conformité de la dite résolution.

L'Honorable M. Ouimet, du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de Québec, réunis en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Excellence de son gracieux discours du trône à l'ouverture de la présente session de la Législature de Québec.

Nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Votre Excellence s'est rencontrée avec nous pour la première fois, et la bienvenue que vous nous avez souhaitée à l'ouverture de cette troisième session du second Parlement Provincial, et nous sommes honorés de la confiance avec laquelle vous demandez notre concours et notre avis pour l'administration des affaires de notre province.

En effet, à la recommandation de l'honorable et distingué prédécesseur de Votre Excellence, nous avons considéré, pendant les sessions précédentes, les sujets de législation qui nous ont paru les plus urgents pour le bien-être du pays.

Nous continuerons à nous acquitter de nos devoirs pendant cette session avec l'empressement et le soin que nous avons mis à préparer des lois sur les matières que notre constitution place sous notre contrôle, et avec la même bonne volonté.

Nous admettons avec Votre Excellence, que la dernière exposition provinciale

a témoigné favorablement de nos institutions agricoles et industrielles, et que le fonctionnement des lois sur l'agriculture, les arts et les manufactures, prouve que le principe en est sage et en rapport avec nos besoins.

Nous reconnaissons qu'un nombre malheureusement considérable de nos concitoyens a cru devoir quitter notre pays et s'établir à l'étranger ; nous désirons tous, avec Votre Excellence, leur retour, et nous favoriserons, par des moyens aussi énergiques que les circonstances le permettront, ceux d'entre eux qui voudraient coloniser nos terres publiques.

Nous admettons que, s'il est désirable de penser à repatrier nos compatriotes absents, il ne l'est pas moins d'encourager davantage la colonisation et s'efforcer de mettre ainsi un terme à l'émigration de notre population ; et nous reconnaissons, avec Votre Excellence, qu'un des moyens pour obtenir un résultat favorable serait d'aider autant que possible nos municipalités à améliorer nos grandes voies de communication.

Nous continuerons, en autant que nos ressources pourront le permettre, la politique libérale que le gouvernement du prédécesseur de Votre Excellence a inaugurée au sujet de la construction des chemins de fer.

Nous porterons notre attention à l'immigration qui nous a déjà occupés pendant plusieurs sessions, et nous nous efforcerons de la favoriser avec discernement, pour appeler au pays une classe choisie de cultivateurs, d'industriels et d'ouvriers, qui contribueront à augmenter notre richesse.

A la dernière session, nous avons adopté une loi pour faciliter la décision des contestations qui pourraient s'élever sur la validité des élections, et nous nous sommes aussi occupés de projets de loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative sans en venir à un résultat définitif. Ce sujet nous a occupés pendant la vacance. Nous étudierons avec soin un projet de loi relatif aux élections, car il y a peu de questions qui se relient aussi étroitement que celle-là à nos droits, à nos libertés et à nos privilèges constitutionnels.

Nous porterons notre attention au rapport des commissaires chargés par le gouvernement de Son Excellence de s'enquérir des causes et de l'étendue du désastre occasionné par l'incendie du Palais de Justice de cette ville, dans le cours de l'hiver dernier, ainsi qu'à toute mesure qui nous sera soumise à ce sujet.

Nous nous occuperons de sujets qui se rattachent à la judicature et à l'instruction publique, ainsi que de mesures qui concernent l'intérêt général de notre province.

Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement de Votre Excellence a réclamé la propriété du terrain et des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites à Québec, (Jesuits' barracks), qui étaient en la possession du Gouvernement Fédéral ; et que nous sommes maintenant en possession de cet édifice.

Nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui seront soumis à notre examen et aux subsides ordinaires qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public et pour la bienfaisance publique.

Nous sommes également heureux d'apprendre que le Gouvernement Fédéral, ayant assumé l'excédant de la dette portée à notre charge par la constitution, a mis fin aux difficultés qui existaient sous ce rapport entre *Ontario* et *Québec*, et que cette législation met à notre disposition de nouvelles ressources dont la province devra bénéficier. Que l'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée à l'acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, restant encore à répartir et à partager entre cette province et celle d'*Ontario*, nous désirons avec Votre Excellence procéder à l'amiable pour le règlement de cette affaire, et nous ferons des efforts dans ce sens. Nous voterons le crédit nécessaire pour la réparation des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites (Jesuits' barracks), afin d'y placer les départements publics.

Nous sommes heureux d'apprendre que, malgré plusieurs dépenses imprévues, et quoique des sommes considérables aient été déboursées pour les différentes branches du service public, la balance entre les mains du trésorier au premier juillet dernier était encore plus considérable que l'année précédente.

Dans la discussion de toutes les mesures qui nous seront soumises et des divers sujets qui paraîtront dignes de notre sollicitude, nous serons animés de cet esprit de loyauté et de dévouement à Notre Gracieuse Souveraine, qui nous a déjà distingués, et nous nous montrerons sincèrement attachés à nos institutions dans le but de maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

Nous formons des vœux pour que la divine Providence bénisse nos travaux et couronne nos entreprises.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 10 Décembre 1873.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, *Québec*, pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Holton*,—la pétition de la Faculté de Médecine de l'Université McGill, *Montréal*.

Par M. *Joly*,—la pétition de *Martin Lachance* et autres, de la paroisse de *Saint-Elzéar*, comté de *Beauce*,—et la pétition de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*.

Par M. *Esinhart*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Laprairie*.

Par M. *Gendron*,—La pétition d'*Alphonse Guay*, étudiant en droit, de la cité de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. *Garneau*,—la pétition du Révérend *J. Laberge* et autres, du comté de *Québec*.

Par M. *Lynch*,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de l'Hospice de la ville de *Joliette*.

Par l'Honorable M. *Ouimet*,—la pétition du Révérend *L. Regourd* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph*, *Montréal*.

Par M. *McGauvran*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, la pétition des Sœurs de la Salle d'Asile de *Saint-Vincent-de-Paul*, et la pétition de *William McNaughton* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Méthot*,—la pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Nicolet*.

Par M. *Brigham*,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Missisquoi*.

Par M. *Eddy*,—la pétition de *Joseph Robillard* et autres, du township de *Hartwell*, comté d'*Ottawa*.

Ordonné, Que M. *Malhiot* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les Magistrats de District en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. *Tremblay*, secondé par M. *Pozer*, propose qu'il soit présenté une humble

adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des limites à bois actuellement sous licences ; le dit état indiquant l'endroit où sont les limites, leur étendue, les noms des possesseurs, la date de l'octroi, distinction spéciale étant faite de celles vendues à l'encan et de celles concédées par vente privée ;

Et des débats s'en suivant ;

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Sur motion de M. Tremblay, secondé par M. Pozer,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des sommes appropriées depuis la dernière session jusqu'à ce jour dans les différentes divisions électorales de la province pour les travaux de colonisation et les ponts.

Sur motion de M. Bachand, secondé par M. Pelletier, (Québec-Est.)

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral et ceux de Québec et Ontario, et de tous Ordres en Conseil du Gouvernement de Québec, concernant le partage de l'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée à "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord," depuis la dernière session du Parlement Fédéral.

Sur motion de M. Gérin, secondé par M. Gill,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de tous rapports ou correspondances échangées entre le Gouvernement de cette Province ou aucun des membres du Gouvernement de cette Province, et le Gouvernement Fédéral ou aucun des membres du Gouvernement Fédéral, relativement à l'organisation et à la constitution de la Cour d'Appel.

Ordonné, Que les dites adresses soit présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 11 Décembre 1873.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital *Saint-Jean d'Iberville* et de la Salle d'Asile *Saint-Jean d'Iberville*, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Holton,—la pétition de l'association des dentistes de la Province de Québec, et la pétition de D. Lorn MacDougall et autres, de la cité et du district de *Montréal*.

Par M. Sawyer,—la pétition de John Cairns et autres, du township de *Clifton-Est*, comté de *Compton*.

Par M. Pelletier (Québec-Est),—la pétition de Thomas T. Nesbitt, de la cité de Québec, et la pétition des Dames Religieuses de l'Hôpital-Général, Québec.

Par M. Lavallée,—la pétition du collège *Joliette*.

Par M. Gill,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal, Chambly et Sorel*.

Par l'Honorable M. Trudel,—la pétition de J. Chagnon et autres, de la paroisse de *Saint-Basile-le-Grand*, comté de *Chambly*,—et la pétition de *François d'Assise Cloutier*, et autres, de la paroisse *Sainte-Thècle*, comté de *Champlain*.

Par M. Pelletier (*Bellechasse*),—la pétition du conseil municipal du comté de *Bellechasse*.

Par M. Marchand,—la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Saint-Jean*, et la pétition des Sœurs de la Charité administratrices de l'Hôpital-Général, *Montréal*.

Par M. Lalonde,—la pétition du Révérend J. M. Mathieu et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine de Newton*, comté de *Vaudreuil*.

Par M. de Beaujeu,—la pétition de l'Asile de la Providence de *Saint-Ignace du Cîteau du Lac*, comté de *Soulanges*.

Par M. David,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*.

Par M. Pozer,—la pétition d'Augustin Richard et autres, de la paroisse de *Saint-Séverin*,—et la pétition de Norbert Dostie et autres, du township de *Broughton*, toutes deux du comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend L. Z. Moreau et autres, de la cité de *Saint-Hyacinthe*; demandant l'incorporation de "L'Orphelinat de *Saint-Hyacinthe*."

De l'Honorable Sir Alexander Tilloch Galt et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de *Montréal*."

De la municipalité du village de *Longueuil*; demandant que le dit village soit érigé en ville.

De McPherson LeMoynes, de *Buckingham*, dans le district d'*Ottawa*; demandant la passation d'un acte l'autorisant à porter le nom de "John McPherson."

Du conseil municipal du comté de *Pontiac*; demandant des amendements aux lois électorales et pour autres fins.

De la Compagnie du Chemin de Fer de *Montréal, Chambly et Sorel*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Auguste Demers et autres, de la paroisse de *Saint-Mathias*; demandant que leurs terrains soient détachés de la municipalité du village *Richelieu* et annexés à la municipalité de la paroisse de *Saint-Mathias*.

De la municipalité du township de *Shefford*,—de P. Maguire et autres,—de Denis M. Savage et autres,—et de John Bowman et autres, toutes du township de *Shefford*, comté de *Shefford*; demandant respectivement que certaines parties des townships de *Roxton, Milton et Granby*, comprises dans les limites de la paroisse de *Sainte-Prudentienne*, ne soient pas érigées en une municipalité séparée.

De la Faculté Médicale de l'Université de *Bishop's College, Montréal*,—des Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, rue Fullum, *Montréal*,—de l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*,—des Sœurs de la Charité de la Salle d'Asile de la ville de *Saint-Jean*,—des Sœurs de la Charité de l'Hôpital de la ville de *Saint-Jean*,—des Filles de la Charité de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*, administratrices de l'Orphelinat,—des Filles de la Charité, administratrices de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*.—des Filles de la Charité, administratrices de l'Ouvroir Sainte-Geneviève de *Saint-Hyacinthe*; demandant respectivement de l'aide.

De la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, de la Société Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*,—et de l'Hospice Sainte-Croix, de la paroisse de *Sainte-Marie de Monnoir*, comté de *Rouville*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile rue Bonaventure,—du Révérend V. Rousselot, directeur de l'Asile Nazareth,—et du Révérend V. Rousselot, directeur

de l'Institution des Aveugles, Asile Nazareth, toutes de *Montréal*; demandant de l'aide pour les dites institutions.

Du Révérend *C. A. Loranger*, de la paroisse de *Lanoraie*; demandant de l'aide pour le couvent de *Lanoraie*.

Du Révérend *A. H. Coutu* et autres, du township de *Wexford*, comté de *Montcalm*; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De *Charles Garneau*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*; demandant que la Chambre défénisse les pouvoirs du Sergent d'Armes.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Laframboise* ait la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine* ait la permission d'introduire un bill pour abroger l'Acte de la ci-devant Province du *Canada*, intitulé: "Acte pour rendre plus générale la pratique de la Vaccination," en ce qui se rapporte à la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine* ait la permission d'introduire un bill pour ajouter certaines dispositions au titre premier du livre troisième du Code Civil concernant les successions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. le Procureur-Général Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du Palais de Justice de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable *M. Ouimet*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé ces listes en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Privilèges et Elections :—L'Honorable *M. le Procureur-Général Irvine*, l'Honorable *M. le Solliciteur Général Chapleau*, l'Honorable *M. Langevin*, C. B., l'Honorable *M. Cauchon*, l'Honorable *M. Holton*, l'Honorable *M. Bellerose* et l'Honorable *M. Laframboise*, et MM. *Bachand*, *Bellingham*, *Gendron*, *Joly*, *Lynch*, *Malhiot*, *Poupore* et *Pelletier (Québec-Est)*.

2. Ordres Permanents :—L'Honorable *M. Ouimet* et l'Honorable *M. Laframboise*, et MM. *David*, de *Beaujeu*, *Dorion*, *Esinhart*, *Gagnon*, *Gendron*, *Houde*, *Lafontaine*, *Laberge*, *Marchand*, *Méthot*, *Pelletier (Bellechasse)*, et *Verreault*.

3. Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Corporations Minières et Manufacturières :—L'Honorable *M. Ouimet*, l'Honorable *M. le Procureur-Général Irvine*, l'Honorable *M. Langevin*, C. B., l'Honorable *M. Cauchon*, l'Honorable *M. Holton*, l'Honorable *M. Laframboise* et l'Honorable *M. Trudel*, et MM. *Bachand*, *Beaubien*, *Bellingham*, *Brigham*, *Bisson*, *Chauveau*, *Eddy*, *Garneau*, *Gérin*, *Gill*, *Hearn*, *Joly*, *Lafontaine*, *Larochelle*, *Laurier*, *Lavallée*, *Lynch*, *Malhiot*, *Molleur*, *McGawran*, *Pelletier (Bellechasse)*, *Peltier (l'Assomption)*, *Pozer*, *Roy*, *Sawyer* et *Tremblay*.

4. Divers Bills Privés :—L'Honorable *M. Ouimet*, l'Honorable *M. Robertson*,

l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, l'Honorable M. *Langevin*, C. B., l'Honorable M. *Cauchon*, l'Honorable M. *Holton*, l'Honorable M. *Laframboise*, l'Honorable M. *Robitaille*, l'Honorable M. *Bellerose* et l'Honorable M. *Trudel*, et MM. *Bachand*, *Bellingham*, *Beaubien*, *Chauveau*, *David*, *Garneau*, *Gendron*, *Gill*, *Hearn*, *Joly*, *Laurier*, *LeCavalier*, *Malhiot*, *Marchand*, *McGauvran* et *Pelletier* (Québec-Est).

5. Lois Expirantes :—L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, l'Honorable M. *Laframboise* et l'Honorable M. *Robitaille*, et MM. *Dorion*, *Daigle*, *Hearn*, *Laberge*, *Lalonde*, *LaRue*, *LeCavalier*, *Pozer* et *Robert*.

6. Dépenses Contingentes :—L'Honorable M. *Ouimet*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Bellerose* et l'Honorable M. *Trudel*, et MM. *Bachand*, *Brigham*, *de Beaujeu*, *Dugas*, *Eddy*, *Garneau*, *Laberge*, *LaRue*, *LeCavalier*, *Locke*, *Mailloux*, *Marchand*, *Picard* et *Sanders*.

7. Impressions :—L'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Fortin* et l'Honorable M. *Langevin*, C. B., et MM. *Bellingham*, *Gérin*, *Joly* et *Marchand*.

8. Comptes Publics :—L'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. *Holton*, l'Honorable M. *Laframboise*, l'Honorable M. *Bellerose* et l'Honorable M. *Robitaille*, et MM. *Beaubien*, *Gendron*, *Garneau*, *Joly*, *Lafontaine*, *Lynch*, *Mailloux*, *Malhiot*, *Molleur*, *Pelletier* (Québec-Est), *Picard*, *Poupore*, *Pozer*, *Roy* et *Verreault*.

9. Agriculture, Immigration et Colonization :—L'Honorable M. *Ouimet*, l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Cauchon*, l'Honorable M. *Trudel* et l'Honorable M. *Robitaille*, et MM. *Beaubien*, *Bisson*, *Chauveau*, *Dorion*, *Dugas*, *Eddy*, *Gendron*, *Hearn*, *Houde*, *Laberge*, *Lalonde*, *Larochelle*, *LaRoque*, *LaRue*, *Lavallée*, *Mailloux*, *Marchand*, *Méthot*, *Peltier* (l'Assomption), *Picard*, *Robert*, *Roy*, *Sawyer*, *Sylvestre* et *Tremblay*.

10. Industries :—L'Honorable M. *Ouimet*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. *Cauchon*, l'Honorable M. *Laframboise* et l'Honorable M. *Trudel*, et MM. *Beaubien*, *David*, *Eddy*, *Esinhart*, *Gagnon*, *Gendron*, *Garneau*, *Hearn*, *Joly*, *LaRoque*, *Larochelle*, *Laurier*, *Méthot*, *Molleur* et *Sawyer*.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité, composé de l'Honorable M. *Ouimet*, l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, l'Honorable M. *Trudel*, l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. *Cauchon*, M. *Laurier*, M. *Lynch* et M. *Marchand*, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif, communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ouimet* porte le dit Message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature et pour informer leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions savoir, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. *Langevin*, C. B. M. *Gérin*, M. *Joly*, A. *Bellingham* et M. *Marchand*, agiront comme membres du dit comité.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. *Pelletier* (Québec-Est,) secondé par M. *Bachand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-

Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nom, la date de la nomination de chacun des Magistrats de District, le nombre de causes jugées par chacun d'eux, et aussi, un état indiquant le salaire et le montant détaillé réclamé par chacun d'eux pour leurs frais et dépenses de voyage dans leur district respectif, jusqu'au premier décembre courant ; ainsi qu'un rapport de toutes les pénalités, confiscations et amendes imposées par eux dans chaque cause, mentionnant la date, le lieu, à qui elles ont été payées, ou de quelle autre manière on en a disposé.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 12 Décembre 1873.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires de la Société Littéraire et Historique de Québec, et de l'Asile de la Providence Saint-Ignace, Côteau du Lac, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Mailloux,—la pétition de la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata.

Par M. Beaubien,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal et autres, et la pétition du Révérend H. Chouinard et autres.

Par l'Honorable M. Holton,—la pétition des Dames directrices de l'Hôpital de la Maternité de l'Université, Montréal, la pétition de la Société Bienveillante des Dames de Montréal, et la pétition de James Cruickshank, conseiller en loi de l'Etat de Michigan, l'un des Etats-Unis d'Amérique.

Par M. Bisson,—la pétition du Révérend J. B. Cousineau et autres, de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, comté de Beauharnois.

Par M. Gérin,—la pétition des Sœurs de la Providence de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche.

Par l'Honorable M. Laframboise,—la pétition des Dames directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, Montréal, et la pétition de P. Mahedy et autres.

Par M. Joly,—la pétition de Henri Bernier et autres.

Par M. Pelletier (Bellechasse),—la pétition du Révérend D. Martineau et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse.

Par l'Honorable M. le Solliciteur-Général Chapleau,—la pétition du Révérend L. J. Piché et autres, de la ville de Terrebonne et autres lieux,—la pétition de la compagnie du chemin à barrières de Terrebonne,—et la pétition du Révérend Jos. Graton et autres, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, comté de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De William McNaughton et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie des Omnibus et de Transport de Montréal. "

De la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi,—et de la compagnie du chemin de fer de la Vallée des Rivières Missisquoi et Noire ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De *Alphonse Guy*, étudiant en loi, de la cité de *Saint-Hyacinthe* ; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre Provinciale des Notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du Notariat.

De *Martin Lachance* et autres, de la paroisse de *Saint-Elzéar*, comté de *Beauce* ; demandant à être annexés à la paroisse *Saint-Severin*, pour les fins municipales.

De la Faculté Médicale de l'Université *McGill*,—des Sœurs de l'Asile de la Providence,—des Sœurs de la Salle d'Asile de Saint-Vincent de Paul, tous de *Montréal*,—de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*,—et de l'Hospice de la ville de *Joliette* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence de *Laprairie* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Nicolet* ; demandant de l'aide pour un institut dans la dite paroisse.

Du Révérend *L. Regourd* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Montréal* ; demandant de l'aide pour l'Asile Nazareth, dans la dite paroisse.

De *Joseph Robillard* et autres, du township d'*Hartwell*, comté d'*Ottawa* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière de la *Petite Nation*.

Du Révérend *J. Laberge*, et autres, du comté de *Québec* ; demandant de l'aide pour un chemin.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir élu son président, a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Sir Alexander T. Galt* et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie des Consommateurs de Gaz de la cité et du district de *Montréal*.

De *McPherson Lemoyne*, de *Buckingham*, demandant la passation d'un acte l'autorisant à porter le nom de *John McPherson*.

Votre comité a aussi examiné les deux pétitions suivantes et trouve qu'elles ne sont de la nature de celles qui exigent des avis :

De *Frs. E. Verrault* et autres, village *Lauzon* et *Bienville*, de la paroisse *Saint-Joseph de Lévis* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Société Mutuelle Bienveillante de Sainte-Anne de *Lévis*.

Du Révérend *L. Z. Moreau* et autres, de *Saint-Hyacinthe* ; demandant l'incorporation de l'Orphélinat de *Saint-Hyacinthe*.

Votre comité est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Holton* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des Consommateurs de Gaz de la cité et du district de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Orphélinat de *Saint-Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Laframboise* ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de *McPherson Lemoyne* en celui de *John McPherson*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable M. Ouimet, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général Irvine, propose qu'il soit nommé un comité permanent des Bois et Forêts en addition aux comités permanents déjà nommés par cette Chambre, pour la présente session, avec les mêmes pouvoirs et privilèges des dits comités, et que le dit comité soit composé de l'Honorable M. le Procureur-Général Irvine, l'Honorable M. Fortin, l'Honorable M. Laframboise, M. Joly, M. Roy, M. Tremblay, M. Gérin, M. Pelletier (Bellechasse), M. Mailloux, M. Malhiot, M. Fozer, M. Méthot, M. Gendron, M. Poupore et M. Dugas.

M. Joly, secondé par l'Honorable M. Holton, propose, sous forme d'amendement à la question, que les mots "avec instruction de s'enquérir de l'administration des Bois et Forêts depuis la Confédération" soient ajoutés à la fin de la dite question;

Et des débats s'ensuivant;

Le dit amendement ainsi que la motion principale sont séparément retirés, avec la permission de la Chambre.

Sur motion de M. Marchand, secondé par M. Molleur,

Résolu, Qu'il soit présentée une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Local au sujet du transfert des casernes de Saint-Jean et de Chambly, pour l'installation de l'Hospice Provincial des Aliénés actuellement établi à Saint-Jean.

Sur motion de l'Honorable M. Holton, secondé par M. Joly,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien mettre devant cette Chambre, copie de tous les documents concernant l'enquête sur la conduite de C. E. Belle, écuyer, Agent d'Immigration à Montréal;—comprenant la commission et les instructions adressées à C. A. Leblanc, écuyer;—le Rapport du Commissaire avec les témoignages qui l'accompagnent, et toute correspondance adressée à M. Belle ou reçue de lui.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 15 Décembre 1873

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires de l'Asile de la Providence de Notre-Dame de l'Assomption et de l'Œuvre du Patronage, Québec, tous deux pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Holton,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer à passagers de la cité de Montréal.

Par M. McGauvran,—la pétition de Robert Kerr et autres,—et la pétition de la maison de refuge Sainte-Brigitte, toutes deux de Montréal.

Par M. Mailloux,—la pétition du Révérend J. B. Gagnon et autres, du township *Bégon*.

Par M. deBeaujeu,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Ignace du Câteau du Lac*, comté de *Soulanges*.

Par M. Sylvestre,—la pétition de *Joseph Sylvestre* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*, comté de *Berthier*.

Par l'Honorable M. Ouimet,—la pétition de *Damien Masson* et autres, de la paroisse de *Saint Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*.

Par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,—la pétition du Barreau de la Province de *Québec*, section du district de *Québec*,—la pétition de l'Asile des Orphelins protestantes, — et la pétition de l'Asile des Orphelins en connexion avec l'Eglise d'Angleterre, toutes deux de la cité de *Québec*.

Par M. Mulhiot,—la pétition de Messieurs *Renfrew* et *Marcou* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. Lavallée,—la pétition du Révérend A. Dupuis, de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*,—et la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint Côme*, toutes deux du comté de *Joliette*.

Par l'Honorable M. Laframboise,—la pétition de la municipalité du township de *Granby*, comté de *Shefford*.

Par M. Houde,—la pétition du conseil municipal du comté de *Maskinongé*.

Par M. Gérin,—la pétition de *Jean Hoffman*, de la paroisse de *Berthier*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De M. Lorn MacDougall et autres, de la cité et district de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Stock Exchange*."

De *Henri Bernier* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compagnie Industrielle et Agricole de Lotbinière*," pour la fabrication du sucre de betterave, vinaigre, etc., etc.

Des Dames Religieuses de l'Hôpital-Général de *Québec*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus*."

Du Révérend H. Chouinard et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*l'Institution des sourds-muets de la Province de Québec*."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*,—du conseil-de-ville de la ville de *Saint-Jean*,—de l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*,—et de la Compagnie du Chemin à barrières de *Terrebonne*; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la municipalité du village de *Fraserville*, comté de *Témiscouata*; demandant que le dit village soit incorporé en ville sous le nom de "*Ville de la Rivière-du-Loup*."

Du conseil municipal du comté de *Bellechasse*,—du Révérend D. Martineau et autres, de la paroisse de *Saint-Charles*, comté de *Bellechasse*; demandant respectivement la passation d'un acte pour détacher tout le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec*.

De *Thomas T. Nesbitt*, de la cité de *Québec*, Bachelier en loi,—et de *James Cruickshank*, conseiller en loi, de l'Etat de *Michigan*, *Etat-Unis*; demandant respectivement que le barreau de la Province de *Québec* soit autorisé, après examen, à les admettre au nombre de ses membres et de leur accorder leur diplôme d'avocat.

De *Norbert Dostie* et autres, du township de *Broughton*; demandant qu'une partie du dit township soit annexée à la municipalité de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*.

De *Augustin Richard* et autres, de la paroisse de *Saint-Séverin*; demandant qu'une partie de la dite paroisse soit annexée au comté de *Beauce*.

De J. Chagnon et autres, de la paroisse de *Saint-Basile-le-Grand*, comté de *Chambly*; demandant la passation d'un acte pour fixer d'une manière certaine les limites de la dite paroisse.

Du Révérend L. J. Piché et autres, de la ville de *Terrebonne* et autres lieux,—

et du Révérend Jos. Graton et autres, de la paroisse de *Saint-Henri de Mascouche*, comté de *Terrebonne*; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de la Compagnie du Chemin à barrières de *Terrebonne*, pour amendements à son acte d'incorporation, soient accordées.

De *P. Mahedy* et autres; demandant que certaines parties des townships de *Roxton*, *Milton* et *Granby*, comprises dans les limites de la paroisse de *Sainte-Prudentienne*, ne soient pas érigées en une municipalité séparée.

Du Révérend *J. M. Mathieu* et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine de Newton*, comté de *Vaudreuil*,—et du Révérend *J. B. Cousineau* et autres, de la paroisse de *Saint-Louis de Gonzague*, comté de *Beauharnois*; demandant respectivement de l'aide pour faciliter la construction des chemins de fer de Jonction de *Montréal* et *Ottawa*, et de *Côteau Landing* et de la Ligne Provinciale, qui sont situés dans la Province de *Québec*.

De la Compagnie de Chemin du Fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*; demandant un octroi.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution des sourds-muets, de la dite cité, soit continuée et augmentée.

Du Collège de *Joliette*,—et des Sœurs de la Providence, de la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*; demandant respectivement de l'aide.

Des Sœurs de la Charité, administratrices de l'Hôpital-Général,—des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université,—des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, toutes de la cité de *Montréal*,—et de l'Asile de la Providence de *Saint-Ignace du Cîteau du Lac*, comté de *Soulanges*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De *François d'Assise Cloutier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Thècle*, comté de *Champlain*,—et de *John Cairns* et autres, du township de *Clifton-Est*, comté de *Compton*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. Gendron, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que l'état des comptes publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1873, soit renvoyé au dit comité.

L'Honorable *M. Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à *M. l'Orateur* un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par *M. l'Orateur*, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

ED. CARON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative, le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation; aussi le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (Appendice No. 1).

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 15 décembre 1873. }

Aussi, la correspondance échangée avec le Gouvernement Fédéral, concernant le transport des terrains et des bâtiments de l'ancien couvent des Jésuites, à Québec, connus sous le nom de "Casernes des Jésuites." (Documents de la Session, No. 9.)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 15 décembre 1873. }

Ordonné, Que la dite correspondance soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés sont suffisants.

De la municipalité du village de *Longueuil* ; demandant que le dit village soit érigé en ville.

De *Alphonse Guy*, étudiant en loi, de la cité de *Saint-Hyacinthe* ; demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre Provinciale des Notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du Notariat.

Ordonné, Que M. *LaRoque* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de *Longueuil*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *Gendron* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Alphonse Guy* comme notaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant le registraire et le bureau d'enregistrement de la première division du comté de *Rimouski*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *Pelletier (Bellechasse)*, ait la permission d'introduire un bill pour détacher le reste du comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, et l'annexer au district de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Le bill, pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer du Sud-Est est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et la 60^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Sur motion de l'Honorable M. *Cauchon*, secondé par l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*,

Ordonné, Que la pétition de *Charles Garneau*, Sergent d'Armes de l'Assemblée Législative de la province de *Québec* ; demandant à la Chambre de définir les pouvoirs du Sergent-d'Armes, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membre de l'Honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de l'adresse qui m'a été présentée de votre part, en réponse au discours que je vous ai adressé à l'ouverture de la présente session.

Cette adresse m'a causé une vive satisfaction, en me donnant l'assurance que vous étiez disposés, comme je m'y attendais, à procéder à l'exécution de vos devoirs avec le soin et l'attention que requiert leur importance.

ED. CARON.

Sur motion de l'Honorable M. Bellerose, secondé par M. Malhiot,

Résolu, Que vendredi, le dix-neuf courant, la séance de la Chambre commence à onze heures A. M., pour terminer pas plus tard que trois heures P. M., et que ce jour là, lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'au 8 janvier prochain,

Le bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du palais de justice de Québec est, en conformité de l'ordre, lu pour la seconde fois, et renvoyé à un comité special, composé de l'Honorable Procureur-Général Irvine, l'Honorable M. le Solliciteur-Général Chappleau, M. Pelletier (Québec-Est), M. Joly, M. Lynch, M. Chauveau et M. Gérin, pour faire rapport sur icelui avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 16 Décembre 1873.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Sylvestre,—la pétition de P. E. Marier, de la ville de Terrebonne.

Par M. Laurier,—la pétition d'Edward Dixon Phillips, de Dundee, comté de Huntingdon.

Par M. Chauveau,—la pétition des Sœurs de la Charité de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Par M. Malhiot,—la pétition de la Corporation du Collège des Trois-Rivières.

Par M. Hearn,—la pétition de l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte, Québec.

Par M. David,—la pétition de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, Montréal, et la pétition de Cléophe Cimon, Malbaie.

Par l'Honorable M. Trudel,—la pétition du Révérend A. E. Coallier et autres, de la paroisse de Varennes.

Par M. Joly,—la pétition de James Carrel et autres, de la cité de Québec, et la pétition de Joseph Dallaire et autres, de la paroisse de Saint-Narcisse de Beauvillage.

M. Bellingham, du comité permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies de Mines ou Manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à neuf membres.

Votre comité a aussi examiné le bill, intitulé : "Acte amendant la charte

de la Compagnie du Chemin de Fer du Sud-Est (*South Eastern Railway Company*), et a l'honneur d'en faire rapport tel qu'amendé.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que, dans chaque cas, les avis requis ont été donnés :

De *Auguste Demers* et autres, de la paroisse de *Saint-Mathias* ; demandant que leurs terrains soient détachés de la municipalité du village de *Richelieu* et annexés à la municipalité de la paroisse de *Saint-Mathias*.

De *D. Lorn McDougall* et autres, de la cité et du district de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Stock Exchange*."

De *Henri Bernier* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La compagnie industrielle et agricole de Lotbinière*."

Des Dames Religieuses de l'Hôpital-Général de *Québec* ; demandant l'incorporation de "*L'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus*."

Du Révérend *H. Chouinard* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Institution des Sourds-Muets de la Province de Québec*."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De *Thomas T. Nesbitt*, de la cité de *Québec*, Bachelier en loi ; demandant que le barreau de la Province de *Québec* soit autorisé, après examen, à l'admettre au nombre de ses membres.

De *James Cruickshank*, conseiller en loi, de l'Etat de *Michigan, Etats-Unis* ; demandant que le Barreau de la Province de *Québec* soit autorisé, après examen, à l'admettre au nombre de ses membres.

De la Compagnie du chemin à barrières de *Terrebonne* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

L'Honorable M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir élu son président, est convenu de recommander à votre Honorable Chambre, que son quorum soit réduit à sept membres.

Votre comité désire de plus recommander que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au quinze de janvier prochain, celui pour la réception des bills privés jusqu'au vingt-deux du même mois, et celui pour la réception des rapports sur ceux jusqu'au trente du même mois.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau du *Bas-Canada* à admettre *James Cruickshank* comme avocat procureur.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Montreal Stock Exchange*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Pelletier (Québec-Est)* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la Province de *Québec*, à admettre, après examen, *Thomas Thaddeus Nesbitt*, bachelier en loi, comme un de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Joly* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la "Compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault, de Boucherville, Dionne, Hale, LeMaire, de Léry, Rodier et Starnes*, pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir, au nom de leur Chambre, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil Législatif informe aussi cette Chambre, qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault, Beaubien, Beaudry, Ferrier, Hale, Thibaudeau et Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée Législative par son message.

Et ensuite il se retire.

Ordonné, Que M. *Pelletier (Québec-Est)*, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus à *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à barrières de *Terrebonne*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Tremblay* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à ce que les élections des Membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, se fassent au scrutin secret.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Beaubien*, secondé par M. *Dorion*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toutes lettres adressées au gouvernement par les directeurs de l'Asile des Sourds-Muets Catholiques à *Montréal*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission d'introduire un bill pour réviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*, La Chambre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres du Parlement.

Et motion étant faite, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté ;

Résolu, Que cette Chambre se formera demain en comité pour prendre en considération la dite motion.

Ordonné, Que cette partie du discours de Son Excellence qui a rapport aux subsides soit renvoyée au dit comité.

Sur motion de M. *Tremblay*, secondé par M. *Pozer*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre d'actions portées devant le magistrat stipendiaire du district du *Saguenay*, *Horace Cimon*, écuyer, depuis l'époque de sa nomination jusqu'au 1er décembre dernier ; les endroits où ces jugements ont été rendus, les dépenses de voyage du dit magistrat, ses comptes produits pour chaque voyage et les montants payés.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 17 Décembre 1873.

M, l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires des Institutions suivantes pour l'année 1873 : L'Hospice Saint-Joseph de la Maternité, *Québec*, l'Hospice Lajemmerais, *Varennnes*, et l'Hôpital Saint-Joséph, *Chambly*. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Lynch*,—la pétition de Miss *Annie MacPherson*, de *Londres, Angleterre*, et de Miss *Emma Gertrude Barber*, de *Knowlton*, comté de *Brome*.

Par M. *deBeaujeu*,—la pétition de *Chs. V. Vease* et autres, du *Côteau Landing*.

Par M. *Roy*,—la pétition d'*Edouard Bégin*,—et la pétition de *Firmin H. Proulx*, de la paroisse de *Sainte-Anne de Lapocatière*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*.

Par l'Honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de l'Asile *Finlay*, *Québec*.

Par l'Honorable M. *Ouimet*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, succursale du *Côteau Saint-Louis*.

Par M. *McGawran*,—Deux pétitions de l'Hôpital des Femmes, *Montréal*.

Par M. *Pelletier (Bellechasse)*,—la pétition du Révérend *F. J. Paradis* et autres, de la paroisse de *Saint-Raphaël* et autres lieux,—la pétition du Révérend *C. S. Brochu* et autres, de la paroisse de *Saint-Magloire*,—la pétition du Révérend *P. Pouliot* et autres, de la paroisse de *Saint-Gervais*, toutes du comté de *Bellechasse*.

Par M. *Garneau*,—la pétition de *George Wakeham*, Québec,—et la pétition du Révérend *L. Provencher*.

Par M. *Pozer*,—la pétition de *David Lessard*.

Par M. *LaRoque*,—la pétition du Révérend *A. Thibault* et autres, de la paroisse de *Chambly*.

Par M. *Malhiot*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Laberge*,—la pétition de la municipalité du township de *Franklin*, comté de *Huntingdon*.

Par l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *Sainte-Thérèse de Blainville*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Robert Kerr* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des Omnibus de *Montréal*."

De la Compagnie du Chemin de Fer à passagers de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Messieurs *Renfrew* et *Marcou* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant des amendements aux lois de chasse.

De *Jean Hoffman*, de la paroisse de *Berthier* ; demandant la passation d'un acte pour être relevé d'un jugement rendu par la Cour d'Appel, le condamnant à \$1,000 de dommages, intérêt et dépens, sans qu'il ait été assigné et entendu, etc., etc., pour les fins d'un semblable jugement.

De la municipalité du township de *Granby*, comté de *Shefford* ; demandant que certaines parties des townships de *Roxton*, *Milton* et *Granby*, comprises dans les limites de la paroisse de *Sainte-Prudentienne*, ne soient pas érigées en municipalité séparée.

Du barreau de la Province de *Québec*, section du district de *Québec* ; demandant de l'aide pour la bibliothèque de la dite section.

De la municipalité de la paroisse de *Saint-Côme*, comté de *Joliette* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *l'Assomption*.

Du Révérend *J. B. Gagnon* et autres, du township de *Bégon* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Trois-Pistoles*.

De *Joseph Sylvestre* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*, comté de *Berthier* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Mastigouche*.

De la municipalité de la paroisse *Saint-Ignace du Château du Lac*, comté de *Scuttlages* ; demandant de l'aide pour la construction de ponts sur les rivières *Delisle*, *Rouge* et à la *Graisse*.

De l'Asile des Orphelines Protestantes,—et de l'Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre, tous de *Québec* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Maison de refuge de *Sainte-Brigitte de Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De *Damien Masson* et autres, de la paroisse de *Saint-Benoit*, comté des *Deux-Montagnes* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hospice *Youville* soit continuée.

Du Révérend *A. Dupuis*, de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*, comté de *Joliette* ; demandant de l'aide pour un asile dans la dite paroisse.

Du conseil municipal du comté de *Maskinongé* ; demandant de l'aide pour un chemin de la paroisse *Saint-Didace* à la paroisse *Saint-Justin*.

M. *Gendron*, du comité permanent sur les diverses Industries en cette Province, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

L'Honorable M. *Trudel*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et

la colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants :

De la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De J. Chagnon et autres, de la paroisse de *Saint-Basile le Grand*, comté de *Chambly* ; demandant la passation d'un acte pour fixer d'une manière certaine les limites de la dite paroisse.

Sur motion de l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que le délai pour la réception des pétitions pour des bills privés soit prolongé jusqu'à jeudi, le 15 janvier prochain ; pour la réception des bills privés jusqu'à jeudi, le 22 janvier prochain, et pour recevoir des rapports sur iceux jusqu'à vendredi, le 30 janvier prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district et les cours de magistrats en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour refondre et codifier les divers actes concernant le Notariat en cet Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 décembre 1873, pour une copie de toutes lettres adressées au gouvernement par les directeurs de l'Asile Catholique pour les sourds-muets de *Montréal* (Documents de la Session, No. 10.)

Ordonné, Que la dite réponse soit renvoyée au comité conjoint des impressions.

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée pour l'usage des membres.

Ordonné, Que M. *LaRogue* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 35 Vic., chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et pour autoriser la dite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi*, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Beaubien* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institution des sourds-muets de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, l'Honorable M. *Fortin*, M. *Joly*, M. *Chauveau*, M. *Roy*, M. *Mailloux*, M. *Gendron* et M. *Lavallée*, pour s'enquérir de la tenue des terres aux îles de la *Magdeleine*, dans le comté de *Gaspé*, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces îles; en ce qui regarde la tenue des dites terres, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Garneau*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre A. *Gugy*, écuyer, et le Conseil Exécutif de cette Province, concernant sa réclamation pour compensation des pertes par lui encourues par le dernier incendie du palais de justice de *Québec*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial, composé de l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Holton*, M. *David*, M. *McGauvran*, M. *Joly* et M. *Beaubien*, pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion " Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," étant lu, la Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur étant lu ;

Résolu, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Bellerose* fait rapport, que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gill* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gill* fait rapport du dit bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour incorporer la compagnie des consommateurs de gaz, de la cité et du district de *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer l'Orphélinat de *Saint-Hyacinthe* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour changer le nom de *McPherson Lemoine* en celui de *John McPherson* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la ville de *Longueuil* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour autoriser la Chambre provinciale des Notaires, à admettre, après examen, *Alphonse Guy* comme notaire, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour autoriser le barreau de la Province de *Québec* à admettre *James*

Cruikshank comme avocat et procureur est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer "*The Montreal Stock Exchange*" est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour autoriser le barreau de la Province de *Québec* à admettre *Thomas Thaddus Nesbitt*, bachelier en loi, comme un de ses membres, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer "l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus," à *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte pour l'incorporation de la compagnie des chemins à barrières de *Terrebonne*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour réviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 18 Décembre 1873.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est," sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant, savoir :

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-quatrième jour de novembre, mil huit cent soixante et treize, émis par son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, et adressé à *J. D. Lépine*, écuyer, officier-rapporteur *ex-officio*, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Montmagny*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'Honorable *Télesphore Fournier*, qui a résigné son siège depuis son élection comme représentant de la dite division électorale de *Montmagny*, dont le siège est devenu en conséquence vacant, *François Langelier*, écuyer, a été rapporté dûment élu tel qu'il appert par le rapport et le certificat que le dit *J. D. Lépine*, écuyer, officier-rapporteur *ex-officio* a donnés au dit *François Langelier*, écuyer, en date du dix-septième jour de décembre courant.

Le Bureau du Greffier de la Couronne en Chancellerie, signé et scellé à *Québec*, ce dix-huitième jour de décembre mil huit cent soixante et treize.

H. CYRIAS PELLETIER,
Gref. C. Chancellerie.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Société, Bienveillante des Ouvriers d'origine anglaise, *Montréal*, pour l'année finissant le 30 mai 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

François Langelier, écuyer, membre pour la division électorale de *Montmagny*, ayant préalablement prêté serment suivant la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur.

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette Honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du conseil.

Et étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que conformément à l'ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence dans la salle des séances du Conseil Législatif, où il plu à Son Excellence de donner, au nom de Sa Majesté la sanction royale au bill intitulé : "Acte pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer du Sud-Est."

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Quimet*,—la pétition du Révérend M. *Tassé* et autres, des *Deux-Montagnes* et autres comtés.

Par M. *Locke*,—la pétition de O. *Morrill* et autres.

Par M. *Bisson*,—la pétition du Révérend J. O. *Archambault* et autres, de la paroisse de *Saint-Timothé*,—et la pétition de L. A. *Beaudet* et autres, de la paroisse de *Sainte-Cécile*, toutes deux du comté de *Beauharnois*.

Par M. *Brigham*,—la pétition de la Compagnie de chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*.

Par M. *Dorion*,—la pétition de la corporation du collège de *Sorel*,—la pétition de l'Hôpital-Général du district de *Richelieu*,—et la pétition de l'Orphélinat de *Sorel*.

Par M. *Lalonde*,—la pétition du Révérend Chs. Z. *Garceau* et autres, de la paroisse de *Saint-Pierre les Becquets*, comté de *Nicolet*.

Par M. *Pelletier*, (*Bellechasse*),—la pétition du Révérend E. *Dufour* et autres, de la paroisse de *Saint-Lazare*,—la pétition du Révérend L. A. *Proulx* et autres, de la paroisse de *Saint-Valier*,—et la pétition du Révérend F. J. *Paradis* et autres, de la paroisse de *Saint-Raphael*, toutes du comté de *Bellechasse*.

Par M. *McGauvran*,—la pétition de *Hiram Mills* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Trudel*,—la pétition du Révérend M. *Proulx* et autres, de la paroisse de *Saint-Tite*, dans la seigneurie de *Batiscan*.

Par l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*,—la pétition de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *James Carrel* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The Quebec Provincial Poultry Society*."

De la corporation du collège des *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Joseph Dallaire* et autres, de la paroisse de *Beaurivage* ; demandant que la dite paroisse soit annexée au comté de *Lotbinière* pour les fins électorales, judiciaires, municipales et autres.

De *Edward Dixon Phillips*, de *Dundee*, comté de *Huntingdon* ; demandant la

passation d'un acte l'autorisant à vendre les propriétés de la succession vacante de feu *Thomas Scott*.

De *P. E. Marier*, de la ville de *Terrebonne*; demandant qu'aucun nouveau chemin ne soit ouvert traversant les terres *Marier*, *Turgeon* et du collège *Masson*.

De *Cléophe Cimon*, de la *Malbaie*; demandant qu'il soit passé un acte pour lui permettre de faire saisir le salaire des employés de l'Assemblée Législative.

Des Sœurs de la Charité, de la ville de *Saint-Germain de Rimouski*; demandant de l'aide pour un hospice dans la dite ville.

De l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte de *Québec*; demandant que l'allocation annuelle en faveur du dit asile, soit continuée et augmentée.

Du Révérend *A. E. Coallier* et autres, de la paroisse de *Varennés*; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'hospice Lajemmerais soit continuée.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre, le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De l'Honorable *J. G. Blanchet* et autres, de la ville de *Lévis* et autres lieux; demandant des amendements aux actes d'incorporation de la Compagnie de chemin à lisses de *Lévis* à *Kennebec*.

De la Compagnie du Chemin de Fer de la vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du conseil-de-ville de la ville de *Saint-Jean*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la municipalité du village de *Fraserville*, comté de *Témiscouata*; demandant que le dit village soit incorporé en ville, sous le nom de *Rivière-du-Loup*.

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Jean Hoffman*, de la paroisse de *Berthier*, pour introduire un bill pour être relevé d'un jugement rendu par la cour d'appel, le condamnant à \$1000 de dommages, intérêt et dépens, sans qu'il ait été assigné et entendu, etc., etc., pour les fins d'un semblable jugement.

Le comité a aussi examiné la pétition de *Robert Kerr et al.*, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des Omnibus de *Montréal*", et trouve que les avis publiés dans la *Gazette Officielle* ne datent que du vingt-neuf novembre, mais vu que les trente jours d'avis seront expirés avant que le bill vienne devant le comité des bills privés, votre comité recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Holton* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que *M. Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean*, et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. *Larochelle* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Ordonné, Que M. *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Ordonné, Que M. *Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *McGauvran* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des Omnibus de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. *Gérin* ait la permission d'introduire un bill pour venir en aide à *Jean Hoffman*, in re *Joseph Tanguay*, appelant, et *John T. Molson et al.*, et *Jean Hoffman*, intimés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Larochelle* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de Bienfaisance Mutuelle de Sainte-Anne de *Saint-Joseph de Lévis*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Mailloux* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de la *Rivière-du-Loup*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu pour la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport des médecins directeurs propriétaires de l'asile des aliénés de *Québec*, pour l'année 1872-73. (Documents de la Session, No. 5.)

De plus, il présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 10 décembre 1873, pour copies de tous rapports ou correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun des membres du gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, ou aucun des membres du gouvernement

fédéral, relativement à l'organisation et à la constitution de la cour d'appel. (Documents de la Session, No. 12.)

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée pour l'usage des membres.

Ordonné, Que l'Honorable M. Robitaille et M. Tremblay soient ajoutés au comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux *Isles de la Magdeleine*, dans le comté de *Gaspé*, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces isles en ce qui regarde la tenure des dites terres.

Sur motion de M. Joly, secondé par l'Honorable M. Holton,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant les mesures adoptées par le Gouvernement, conformément aux dispositions de l'acte 29 Vict., chap. 53, intitulé: "Acte pour pourvoir à la conservation du bois," et aux recommandations contenues dans le rapport du comité chargé de prendre en considération la question de la coupe des bois sur les terres publiques en date du 20 février 1868.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Bellerose, du comité auquel a été renvoyée la considération de la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Que des subsides soient accordés à Sa Majesté ;

La dite résolution étant lue une seconde fois,

Résolu, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolu, Que lundi, le 13 janvier prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Le bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 29, pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Québec, Chambly et Sorel, et pour autoriser la dite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de Jonction de Missisquoi, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour incorporer l'institution des sourds-muets de la province de Québec est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain, à 11 heures A. M.

Vendredi, 19 Décembre 1873.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Chauveau,—la pétition de la Société de Colonisation No. 1, de la division électorale de Rimouski.

Par M. Mailloux,—la pétition de la municipalité du village de Fraserville, comté de Témiscouata.

Par l'Honorable M. le Solliciteur Général *Chapleau*,—la pétition de la compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*.

Par M. *Eddy*,—la pétition d'*Edward Haycock* et autres, de la cité d'*Outaouais*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières*,—et de "*The Women's Hospital, Montréal*"; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De *Edouard Bégin*; demandant qu'il soit passé un acte autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre comme notaire, après examen.

Du Révérend *P. Pouliot* et autres, de la paroisse de *Saint-Gervais*,—et du Révérend *C. S. Brochu* et autres, de la paroisse de *Saint-Magloire*, tous du comté de *Bellechasse*; demandant respectivement la passation d'un acte pour détacher tout le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec*.

De la municipalité de la paroisse de *Sainte-Thérèse de Blainville*; demandant que les limites du village *Sainte-Thérèse de Blainville* ne soient pas étendues.

De *Firmin H. Proulx*, de la paroisse de *Sainte-Anne de la Pocatière*; demandant de l'aide pour "*La Gazette des Campagnes*."

Du Révérend *L. Provancher*; demandant de l'aide pour la publication de "*La Faune Entomologique en Canada*."

De *David Lessard*; demandant que le géolier de la prison commune du district de *Beauce* soit destitué, et que le pétitionnaire soit réinstallé à sa place.

De *Chs. V. Vease* et autres, de *Côteau Landing*; demandant de l'aide pour faciliter la construction des parties des Chemins de Fer de Jonction de *Montréal*, *Ottawa*, et de *Côteau Landing* et de la Ligne Provinciale, qui sont situées dans la province de *Québec*.

De "*The Women's Hospital, Montréal*"; demandant une allocation annuelle.

De *George Wakeham*, de *Québec*; demandant de l'aide pour l'Asile Belmont.

Du Révérend *A. Thibault* et autres, de la paroisse de *Chambly*; demandant de l'aide pour l'Hôpital *Saint-Joseph de Chambly*.

De Demoiselle *Annie MacPherson*, de *Londres, Angleterre*, et Demoiselle *Emma Gertrude Barber*, de *Knowlton*, comté de *Brome*; demandant de l'aide pour "*The Knowlton Distributing Home*."

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*; demandant de l'aide pour un Asile au *Côteau Saint-Louis*, paroisse de *Montréal*.

De l'Asile *Finlay, Québec*; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De la municipalité du township de *Franklin*, comté de *Huntingdon*,—et du Révérend *F. I. Paradis* et autres, de la paroisse de *Saint-Raphaël* et autres lieux, comté de *Bellechasse*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné la pétition de la corporation du Collège des *Trois-Rivières*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis requis ont été donnés.

L'Honorable *M. Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve le dit rapport marqué A, qui est ci-annexé, et demande à votre Honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

A.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
Québec, 18 décembre 1873.

Au Comité des Dépenses Contingentes.

Votre sous-comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les comptes des dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, ainsi que les pièces justificatives qui les accompagnent, pour les treize mois écoulés au premier de novembre dernier, et qu'il les a trouvés corrects, et a été satisfait de la manière dont ces comptes sont tenus par le comptable de la Chambre.

Votre sous-comité désire attirer l'attention du comité général sur la grande augmentation des dépenses de la Chambre, durant les treize derniers mois.

Le montant des dépenses pour les différents services, était de \$87,901.21, pour l'année écoulée au 31 octobre 1872, et celle des treize mois écoulés au 30 novembre 1873, de \$115,805.53, y compris l'augmentation des salaires accordée aux employés, par la Chambre, pour dix mois seulement de l'année dernière.

Les principaux items sur lesquels on trouve une augmentation, sont les salaires des officiers, la papeterie, les impressions, la reliure et les services divers.

L'augmentation des dépenses d'impression et de reliure, est certainement très-frappante.

Votre sous-comité désire attirer l'attention des chefs des différents départements de la Chambre et de ses bureaux, sur le haut montant qui a été payé pour annonces dans les journaux, ameublement de bureaux, frais de port et télégrammes.

Il devient nécessaire que ces départements soient surveillés, car on y remarque, chaque année, une augmentation graduelle de dépenses, qu'on ne devrait pas y rencontrer, à moins d'une nécessité absolue.

Votre sous-comité recommande qu'avant de faire aucun changement dans la disposition de l'édifice ou dans son ameublement, il soit fait par les chefs des départements une requisition par écrit au Commissaire des Travaux Publics.

Votre sous-comité suggère aussi qu'il soit fait des recommandations au Gouvernement Fédéral, pour que les droits de douane sur la papeterie et les livres importés pour la Chambre d'Assemblée, soient remis, et que tous les documents parlementaires, rapports des départements, statuts, journaux et appendices, soient transportés en toutes saisons de l'année par le département des postes, *franco*.

J. G. ROBERTSON,
P. BACHAND,
N. M. LECAVALIER,

Ordonné, Que M. Mailhot ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sur motion de M. Joly, secondé par l'Honorable M. Holton,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le département des Terres de la Couronne et la corporation de Lévis, au sujet d'un certain lot de grève octroyé par Lettres-Patentes en date du 17 mars dernier, à M. C. W. Carrier; ainsi que copie des demandes adressées à différentes reprises par la dite corporation au gouvernement

pour la concession du dit lot de grève à la dite corporation pour fin d'utilité publique avant l'émanation de la dite patente; aussi, copie de la patente accordée par le gouvernement à M. C. W. Carrier pour le dit lot, et un état des paiements faits jusqu'ici par lui à-compte du prix de vente du dit lot.

Sur motion de M. Pelletier (Bellechasse), secondé par M. Sylvestre,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant: 1. Le nom et la résidence de ceux qui ont acheté des lots de terre sur le chemin *Taché*, depuis la date de son ouverture jusqu'au 5 août 1873;—les divers montants payés par chacun d'eux pour ces lots et la date des paiements; 2. Le nom et la résidence du ceux qui ont obtenu gratuitement des lots sur le dit chemin *Taché* durant la même période.

Sur motion de M. Tremblay, secondé par M. Pozer,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie du dernier rapport fait par M. l'arpenteur *Casgrain*, sur l'exploration du territoire à travers lequel a été tracée la ligne du chemin de fer projeté de Québec au lac *Saint-Jean*.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné, Que M. Langelier et M. McGauvran soient ajoutés au comité permanent des comptes publics.

Ordonné, Que M. Langelier soit ajouté au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. Pozer ait la permission d'introduire un bill pour annexer au comté de *Beauce*, une partie de la paroisse de *Saint-Stévin* pour les fins d'enregistrement et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill, est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour jeudi, le huitième jour de janvier prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de *Grantham* et *Upton*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour jeudi, le huitième jour de janvier prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à jeudi, le huitième jour de janvier prochain.

Jeudi, 8 Janvier 1874.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires de l'Union Saint-Joseph de *Lévis*,—de l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*,—de l'Asile de la Providence, *Saint-Henri de Maschouche*,—et de l'Académie de Musique, *Québec*, tous pour l'année 1873. (Documents de la Session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Cauchon*,—la pétition de *G. Dick* et autres, de la Province de *Québec*.

Par M. *Lynch*,—la pétition de *François D. N. Bastien* et autres.

Par M. *Garneau*,—la pétition d'*Abraham Hamel* et autres.

Par l'Honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de *Jean Côté*, de la cité de *Québec*,—et la pétition de Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, de la cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Fortin*,—la pétition du conseil municipal des *Isles de la Magdelaine*, comté de *Gaspé*.

Par M. *Pelletier* (*Bellechasse*),—la pétition du Révérend *G. F. E. Drolet* et autres, de la paroisse de *Saint-Michel*, comté de *Bellechasse*.

Par l'Honorable M. *Holton*,—la pétition de la compagnie Graphique.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De *Edward Haycock* et autres, de la cité d'*Ottawa* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie Manufacturière de Fer et d'Acier d'*Ottawa* (limitée). "

De *O. Morrill* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie du Chemin de Fer de Jonction, de *Massawippi* et du Grand Tronc. "

De *Hiram Mills* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *The Western Hospital of Montreal*. "

De la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation. "

De la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville* ; demandant la passation d'un acte pour agrandir les limites de la dite municipalité.

Du Révérend M. *Tassé* et autres, du comté des *Deux-Montagnes* et autres comtés ; demandant qu'il soit pris des dispositions pour empêcher la dévastation des bois par les Indiens du Lac des *Deux-Montagnes*.

De la municipalité du village de *Fraserville*, comté de *Témiscouata* ; demandant que le chef-lieu du district judiciaire de *Kamouraska* soit transféré de *Saint-Louis de Kamouraska* ou dit village de *Fraserville*.

Du Révérend A. *Dufour* et autres, de la paroisse de *Saint-Lazare*,—du Révérend L. A. *Proulx* et autres, de la paroisse de *Saint-Valier*, et du Révérend F. I. *Paradis* et autres, de la paroisse de *Saint-Raphaël*, toutes du comté de *Bellechasse* ; demandant respectivement la passation d'un acte pour détacher tout le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec*.

Du Révérend M. *Proulx* et autres, de la paroisse de *Saint-Tite*, dans la seigneurie de *Batiscan* ; demandant une remise des arrérages de rentes accumulés sur les terres de cette paroisse.

Du Révérend J. O. *Archambault* et autres, de la paroisse de *Saint-Timothée*,—et du Révérend L. A. *Beaudet* et autres, de la paroisse de *Sainte-Cécile*, toutes du comté de *Beauharnois* ; demandant respectivement de l'aide pour faciliter la construction des parties des Chemins de Fer de Jonction de *Montréal*, d'*Ottawa* et du *Côteau Landing* et de la ligne provinciale qui sont situées dans la province de *Québec*.

De la compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Missisquoi* ; demandant un octroi.

De l'Orphélinat de *Sorel*,—et de la corporation du Collège de *Sorel* ; demandant respectivement de l'aide.

De l'Hôpital Général du district de *Richelieu* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend Chs. Z. *Garceau* et autres, de la paroisse de *Saint-Pierre les Becquets*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin.

De la Société de Colonisation numéro un de la division électorale de *Rimouski* ; demandant de l'aide pour le chemin Taché.

Ordonné, Que la pétition de la Compagnie Graphique, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et cette pétition, demandant des amendements à son acte d'incorporation, est reçue et lue.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'Honorable M. Ouimet, l'Honorable M. le Procureur-Général Irvine, l'Honorable M. le Solliciteur-Général Chapleau, l'Honorable M. Laframboise et l'Honorable M. Trudel, et M. Joly, M. Mailhiot, M. Pelletier (Québec-Est), M. Gill, M. Lynch, M. Laurier, M. Langelier, M. Bachand, M. Gérin et M. Chauveau, pour s'enquérir de l'administration de la justice en cette province, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. Joly, secondé par l'Honorable M. Holton,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous les papiers, documents et enquêtes se rapportant à l'accusation portée contre M. Edmond Blagdon, géôlier de la prison de Kamouraska, et la correspondance entre le Gouvernement de la Province de Québec et le Gouvernement Fédéral au sujet de la nomination du dit M. Edmond Blagdon comme gardien de phare.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. Ouimet, secondé par l'Honorable M. Robertson,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à trois heures P. M.

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, en date du 18 décembre dernier, pour que la Chambre se forme en comité le 13 janvier prochain, pour prendre en considération les Subsidés à accorder à Sa Majesté, soit maintenant lue ;

Et cette entrée étant lue ;

Ordonné, Que cette entrée soit déclarée nulle.

Résolu, Que cette Chambre, samedi prochain, se formera en comité pour prendre en considération les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

L'Honorable M. Robertson, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, met devant cette Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat renfermant la liste des officiers publics du Gouvernement de la Province de Québec, qui ont donné des cautionnements entre le 15 novembre 1872 et le 18 décembre 1873, en vertu de l'acte 32 Vict., chap. 9, sect. 17, lequel est lu comme suit :

ETAT des cautionnements donnés par des officiers publics au gouvernement de la Province de Québec, entre le 15 novembre 1872 et le 18 Décembre 1873, en vertu de la 32ème Victoria, chap. 9, sect. 17.

Nom.	Emploi.	Résidence.	Noms des cautions.	Résidence.	Montant de cautionnement.	Description du cautionnement.
Blondin, Louis M.....	Régistrateur, comté d'Yamaska.....	St. François du Lac.....	Citizens Insurance Co.....	Montréal.....	\$ etc.	Cautionnement.
Darche, Eugène S.....	Greffier de la Cour de Circuit, comté de Wolfe.....	Canton de Ham-Sud.....	Nap. Darche et Ed. Delorme.....	Canton de Ham Sud.....	4,000 00	Cautionnement.
Dubord, Alphonse.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Trois-Rivières.....	Napoléon Hardy.....	N. D. de la Visitation de Champlain.....	1,000 00	Hypothèque.
Fillon, Auguste B.....	do do do	Arundel.....	Canada Guarantee Co.....	Montréal.....	4,000 00	do
Gagnier, Alexis M.....	Régistrateur, comté de Château-guy.....	Ste. Martine.....	do	do	2,500 00	Cautionnement.
Guévremont, Pierre.....	Shérif de Richelieu.....	Sorel.....	Citizens Insurance Co.....	do	4,000 00	do
Gosselin, Fras. R.....	Protonotaire de Chicoutimi.....	Chicoutimi.....	Canada Guarantee Co.....	do	2,000 00	do
Heath, John.....	Greffier de la Cour de Circuit, do	do	do	do	2,000 00	do
Hubert, Papineau, & Honey.....	Régistrateur, comté de Témiscouata.....	St. J. Bte. de l'Île Verte.....	Vincelias Taché.....	St. Louis de Kamouraska.....	4,000 00	Hypothèque.
do	Protonotaires de Montréal.....	Montréal.....	Citizens Insurance Co.....	Montréal.....	4,000 00	Cautionnement.
Lepage, J. B.....	Greffier de la Cour de Circuit, do	do	do	do	600 00	do
Korrier (de) Louis G.....	Agent des Terres de la Couronne.....	Rimouski.....	do	do	4,000 00	do
Labrière (de) Pierre B.....	Protonotaires conjoints.....	St. Hyacinthe.....	do	do	4,000 00	Hypothèque.
Masson, Luc Hyacinthe.....	Régistrateur, comté de Soulanges.....	Coteau Landing.....	Joseph W. Parent, Fra. Labrière, Julien Groux.....	Coteau Landing, paroisse de St. Zotique, do.....	4,000 00	do
Migneault, Napoléon.....	do do Chambly.....	Longueuil.....	Canada Guarantee Co.....	Montréal.....	4,000 00	Cautionnement.
Mongeon, Fénélon Louis.....	Protonotaire.....	Iberville.....	do	do	1,000 00	do
Poisson, M. G. A.....	Régistrateur, comté d'Arthabaska.....	Arthabaska.....	do	do	4,000 00	do
Roussille, Zéphirin.....	Shérif de Terrebonne.....	Ste. Scholastique.....	do	do	2,000 00	do
Taché, Louis.....	do St. Hyacinthe.....	St. Hyacinthe.....	do	do	2,000 00	Hypothèque.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Québec, 18 Décembre 1873.

JOSEPH ELLIOTT,
Assistant-Trésorier, P. Q.

L'Honorable M. Ouimet, un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics pour la Province de Québec, pour l'année expirée le 30 juin 1873. (Documents de la Session, No. 4.)

Aussi,—Réponse à une adresse, datée le 17 décembre 1873, demandant copie de la correspondance échangée entre H. Gugy, écuyer, et le Conseil Exécutif de cette Province, concernant sa réclamation pour compensation des pertes par lui encourues par le dernier incendie du Palais de Justice de Québec. (Documents de la Session, No. 13.)

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour détacher les reste du comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer au district de Québec, étant lu,

M. Pelletier (Bellechasse), secondé par M. Gagnon, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'Honorable M. Ouimet, secondé par l'Honorable M. le Solliciteur-Général Chapleau, propose, sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en trois mois" soient ajoutés à la fin de la question principale.

Et des débats s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. Holton, secondé par l'Honorable M. Ouimet,
La Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 9 Janvier 1874.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Bellerose,—la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-François de Sales, toutes deux du comté de Laval.

Par M. Houde,—la pétition des Sœurs de la Charité de Saint-Paulin, et la pétition des Sœurs de la Charité du Couvent de Sainte-Ursule, toutes deux du comté de Maskinongé.

Par M. LaRoque,—la pétition de Ashley Hibbard et autres.

Par M. Mailhot,—la pétition d'Alphonse Dubord et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par l'Honorable M. Holton,—la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer à Passagers de Montréal.

Par M. McGauvran,—la pétition de John Craig et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Verreault,—la pétition du Révérend L. Rousseau et autres, de la paroisse de Saint-Thomas,—la pétition du Révérend N. J. Sirois et autres, de la paroisse du Cap Saint-Ignace,—la pétition du Révérend A. Beaulieu et autres, de la paroisse de Saint-Pierre Rivière du Sud,—la pétition du Révérend P. Girard et autres, de l'Isle aux Grues,—la pétition du Révérend H. W. Couture et autres de Saint-Paul de Montminy,—et la pétition de O. Carbonneau et autres, de la paroisse de Berthier,—toutes du comté de Montmagny,—la pétition du Très-Révérend J. Bte. Thibault, V. G. et autres, de la paroisse de Sainte-Louise,—la pétition du Révérend F. X. Delage et autres, de la paroisse de l'Islet,—la pétition du Révérend D. H. Tétu et

autres, de *Saint-Roch des Aulnets*,—la pétition du Révérend *Chs. Galarneau* et autres, de la paroisse de *Saint-Cyrille*,—la pétition du Révérend *Jos. B. Soulard* et autres, des paroisses de *Sainte-Perpétue* et *Saint-Pamphile*,—la pétition de *Michel Fournier* et autres, de *Saint-Jean Port-Joly*,—et la pétition de *J. B. Protteau* et autres, de la paroisse de *Saint-Aubert*, toutes du comté de l'*Islet*.

Par *M. Pelletier (Bellechasse)*,—la pétition du Révérend *J. M. Rioux* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland*, comté de *Bellechasse*.

Par *M. David*,—la pétition de la nouvelle compagnie du Gaz de *Montréal*.

Par *M. Méthot*,—la pétition du conseil de ville de la ville de *Nicolet*.

Ordonné, Que la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*, et la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-François de Sales*, toutes deux du comté de *Laval*, présentées aujourd'hui, soient maintenant reçues et lues.

Et les dites pétitions, demandant que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à barrières de *Terrebonne* ne devienne pas loi, sont reçues et lues.

Ordonné, Que la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que la clause 237 du bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amende, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition d'*Alphonse Dubord* et autres, de la cité des *Trois-Rivières*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la "Congrégation de Notre-Dame des *Trois-Rivières*," est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de *John Craig* et autres, de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que les amendements demandés par la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, ne soient accordés qu'à de certaines conditions, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du conseil-de-ville de la ville de *Nicolet*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition d'*Abraham Hamel* et autres, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de *Québec* au *Lac Saint-Jean*, est reçue et lue.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés :

Du Révérend *J. T. Lasnier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Cécile*, comté de *Beauharnois* ; demandant que le village de *Sainte-Cécile*, ou *Valley Field*, soit incorporé comme ville, sous le nom de la ville de *Salaberry*.

De la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De l'Association des Dentistes de la Province de *Québec* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *James Carrel et al.*, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " *Quebec Provincial Poultry Society*."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *O. Morrill et al.* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie du chemin de fer de jonction de *Massawippi* et du Grand Tronc.

Quant à la pétition de "la compagnie Graphique," demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que les avis ne datent que du vingt décembre dernier, cependant, comme les demandes ne concernent que les actionnaires eux-mêmes, votre comité considère que les avis sont suffisants.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a fait à chacun un amendement, qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Alphonse Guy* comme notaire.

Bill pour incorporer l'Orphélnat de *Saint-Hyacinthe*.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour permettre à la Compagnie Graphique d'émettre du stock privilégié.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'association des dentistes de la Province de Québec.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

L'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, du comité spécial sur le bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du Palais de Justice de Québec, fait rapport que le comité a fait plusieurs amendements au bill, lesquels il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. *Bisson* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de *Salaberry*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Malhiot* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, et les divers actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Trudel* ait la permission d'introduire un bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de *Saint-Basile-le-Grand*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Locke* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Massawippi* et du Grand Tronc.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de *Richelieu*, dans le comté de *Rouville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Malhiot* ait la permission d'introduire un bill pour annexer

une certaine étendue du territoire du *Saint-Maurice* au district des *Trois-Rivières*, pour les fins judiciaires seulement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la pétition de la nouvelle compagnie du gaz de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition, demandant que le bill pour incorporer la compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de *Montréal* ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la Province de *Québec*, étant lue ;

M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Holton*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Pelletier, (Belle-</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Houde,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>chasse,)</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Chapleau (Sol.-Gén.),</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>LaFontaine.</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Eddy,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Verreault.—31.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Bellerose,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Peltier (L'Assomption)</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Irvine (Proc.-Gén.),</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Trudel.—18.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Langevin,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender les articles 945 et 1336 du Code Civil est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour incorporer la Société de Bienfaisance Mutuelle de Sainte-Anne de *Saint-Joseph de Lévis* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Samedi, 10 Janvier 1874.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Cauchon*,—la pétition de *William Walker* et autres, porteurs de bons de la commission des chemins à barrières de *Québec*.

Par M. *Bachand*,—la pétition de *Pierre Hébert senior*, et autres.

Par M. *Hearn*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du Révérend *Joseph Hoffman*, et autres, la pétition du Révérend *L. A. Martel* et autres, la pétition du Révérend *P. Dazylva* et autres, la pétition du Révérend *B. C. Guy* et autres, la pétition d'*Augustin Perron* et autres, la pétition de *Félix Thivierge* et autres, la pétition de *Samuel Landry* et autres, la pétition de *Thomas Nadeau* et autres, la pétition de *C. Lacroix* et autres, la pétition de *Prospère Gilbert* et autres, la pétition de *Joseph Vachon* et autres, et la pétition de *François Lambert* et autres, toutes du district de *Beauce*.

Par l'Honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition du Révérend *J. N. Gingras* et autres, de la paroisse de *Saint-Gervais*.

Par M. *Verreault*,—la pétition du Révérend *Jos. B. Soulard* et autres, des paroisses de *Sainte-Perpétue* et *Saint-Pamphile*.

Par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,—la pétition du Barreau de la province de *Québec*, section du district de *Québec*.

Par M. *David*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Trudel*,—la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de *Montréal*.

Par l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*,—la pétition du Révérend *F. Morrison* et autres, du comté de *Napierville*,—la pétition du Révérend *Th. Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Sauveur*, comté de *Terrebonne*,—et la pétition de la Société Historique, *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition de "*The Quebec (Provincial) Temperance and Prohibitory League*."

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *G. Dick* et autres, de la province de *Québec*; demandant l'abrogation des sections 50 et 51 de l'Acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat.

De *Francis D. N. Bastien* et autres; demandant la passation d'un acte leur permettant d'agir comme notaires et comme registrateurs.

Du Conseil Municipal des *Isles de la Magdeleine*, comté de *Gaspé*; demandant la passation d'un acte pour séparer la municipalité actuelle des *Isles de la Magdeleine* et l'ériger en trois municipalités séparées.

Du Révérend *G. F. E. Drolet* et autres, de la paroisse de *Saint-Michel de Bellechasse*; demandant la passation d'un acte pour détacher tout le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer à celui de *Québec*.

De *Jean Côté*, de la cité de *Québec*; demandant que le gouvernement achète un certain nombre d'exemplaires "du Cadastre abrégé de la cité de *Québec*."

De Sa Grâce l'Archevêque de *Québec* et autres, de la cité de *Québec*; demandant de l'aide pour construire un quai dans la paroisse de *Sainte-Anne*.

M. *Chauveau*, du comité spécial nommé pour s'enquérir de la tenure des terres aux *Isles de la Magdeleine*, dans le comté de *Gaspé*, et pour s'enquérir en outre des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces *Isles*,

en ce qui regarde la tenure des dites terres, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à quatre membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à quatre membres.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De "The Women's Hospital, *Montreal*"; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la compagnie manufacturière de Fer et d'Acier d'*Ottawa*; demandant un acte d'incorporation.

De *Hiram Mills* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "The Western Hospital of *Montreal*."

De *Alphonse Dubord* et autres, de la cité des *Trois-Rivières*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Congrégation de Notre-Dame des *Trois-Rivières*."

M. *Bellingham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné le bill pour amender les actes d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de *Lévis* et *Kennebec*, "et en fait rapport à Votre Honorable Chambre sans amendement.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean* et ses divers amendements.

Bill pour incorporer la Compagnie Industrielle et Agricole de *Lotbinière*."

Ordonné, Que M. *Eddy* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'*Ottawa*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour expliquer et amender les articles 2250 et 2260 du Code Civil relatifs aux courtes prescriptions en certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du Barreau de la Province de *Québec*, section du district de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition, demandant que le bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *Thomas Thaddée Nesbitt*, bachelier en loi, comme un de ses membres, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition, demandant certains règlements concernant les chemins de fer urbains, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition de *François D. N. Bastien* et autres, demandant la pas-sation d'un acte pour leur permettre d'exercer en même temps les fonctions de régistrateurs et de notaires publics, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'acte des licences.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu* :—Qu'il sera payé à l'officier du revenu par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants, savoir :

" 1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de soixante piastres, dans les limites municipales d'une cité, sauf les cités de *Québec* et de *Montréal*, et cent vingt-cinq piastres, dans les limites de la dite cité de *Montréal*, et quatre-vingt-dix piastres, dans les limites de la dite cité de *Québec*, la somme de cinquante piastres, dans les limites municipales d'une ville constituée en corporation ; la somme de quarante-cinq piastres, dans toute section organisée de la province en dehors de telle cité ou ville, et la somme de vingt-cinq piastres, dans tout territoire non-organisé en dehors des limites d'une municipalité.

Et si les deniers destinés par l'acte treizième et quatorzième *Victoria*, chapitre quatre vingt quatorze, à défrayer le coût de la nouvelle Cour de Justice de *Montréal*, produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour toute licence pour tenir une auberge, taverne, ou autre lieu ou place d'entretien public, pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans le comté et la cité de *Montréal*, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante piastres, pour chaque licence.

" 2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, dans toute section organisée de cette Province, la somme de vingt-cinq piastres ; et dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité, la somme de vingt-deux piastres.

" 3. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantité de pas moins de trois demiards à la fois, dans toute section organisée de cette Province, la somme de trente piastres ;

" 4. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de quarante-cinq piastres.

" 5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, la somme de vingt-cinq piastres.

" 6. Pour chaque licence pour la vente en gros de liqueurs spiritueuses, la somme de cent piastres.

2. *Résolu*, Que la somme de dix piastres sera payable à la corporation de la cité de *Montréal*, pour toute confirmation de certificat pour obtenir une licence pour la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans les limites de cette cité.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du Palais de Justice de *Québec*; et et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la Province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Pelletier* (*Québec-Est*), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

Le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité de toute la Chambre sur le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province.

L'ordre du jour, pour abroger l'acte de la ci-devant Province du *Canada*, intitulé: "Acte pour rendre plus générale la pratique de la Vaccination, en autant qu'il a rapport à la Province de *Québec*," étant lu;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Sus motion de M. *Laberge*, secondé par l'Honorable M. *Holton*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—Copie d'une enquête faite en mai 1872 par M. le Shérif *Hénault*, contre M. C. M. *Lebrun*, Greffier de la Cour de Ste. Martine, et contre M. M. *Gagnier*, régistrateur du comté de *Chateauguay*; et aussi, toutes correspondances ou papiers relatifs à cette enquête et échangés entre le gouvernement et les particuliers.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forme partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Alphonse Guy* comme notaire; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Orphélinat de *Saint-Hyacinthe*; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour permettre à la Compagnie Graphique d'émettre du stock privilégié est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer l'Association des Dentistes de la Province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la ville de *Salaberry* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, et les divers actes qui l'amendent, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de *Saint-Basile-le-Grand* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Massawippi* et du Grand Tronc est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux lignes télégraphiques et compagnie minières ou manufacturières.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour étendre les limites du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 12 Janvier 1874.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Locke*.—la pétition de la Compagnie de chemin fer de *Waterloo* et *Magog*.

Par l'Honorable M. *Trudel*.—la pétition du Très-Révérend *Théophile Charaux*, Supérieur-Général de la Mission des Révérends Pères Jésuites en *Canada*,—et la pétition de *Boucher de Boucherville* et autres, de *Québec*.

Par M. *Hearn*.—la pétition de *A. E. Phelan*.

Par M. *Sanders*.—la pétition de *John T'yo* et autres, du township de *Dundee*, comté de *Huntingdon*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Ashley Hibbard* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie de l'Aqueduc de *Chambly*."

De *Pierre Hébert* et autres ; demandant l'incorporation en municipalité de la paroisse de *Sainte-Prudentienne*.

Du Révérend *J. M. Rioux* et autres, de la paroisse de *N. D. Auxiliatrice de Buckland*, comté de *Bellechasse* ; demandant que tout le comté de *Bellechasse* soit détaché du district judiciaire de *Montmagny* et annexé à celui de *Québec*.

Du Révérend *L. Rousseau* et autres, de la paroisse de *Saint-Thomas*,—du Révérend *H. Jos. Sirois* et autres, de la paroisse du *Cap Saint-Ignace*,—du Révérend *A. Beaubien* et autres, de la paroisse de *Saint-Pierre*, *Rivière-du-Sud*,—du Révérend *P. Girard* et autres, de la paroisse de *l'Isle-aux-Grues*,—du Révérend *H. W. Couture* et autres, de *Saint-Paul de Montminy*,—de *O. Carbonneau* et autres, de la paroisse de

Berthier, toutes du comté de *Montmagny*,—du Très-Révérénd J. Bte. Thibault, V. G., et autres, de la paroisse de *Sainte-Louise*,—du Révérénd F. X. Delage et autres, de la paroisse de l'*Islet*,—du Révérénd D. H. Têtu et autres, de la paroisse de *Saint-Roch des Aulnets*,—du Révérénd Chs. Galarneau et autres, de la paroisse de *Saint-Cyrille*,—du Révérénd Jos. B. Soulard et autres, des paroisses de *Sainte-Perpétue* et de *Saint-Pamphile*,—de Michel Fournier et autres, de la paroisse de *Saint-Jean Port Joli*,—et de J. B. Protteau et autres, de la paroisse de *Saint-Aubert*, toutes du comté de l'*Islet* ; demandant respectivement que le bill pour détacher le reste du comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer au district de *Québec*, ne devienne pas loi.

De Wm. Walker et autres, les possesseurs de bons de la commission des chemins à barrières de *Québec* ; demandant que le gouvernement leur vienne en aide.

Du Révérénd T. Morrison et autres, du comté de *Napierville* ; demandant l'abolition des cours des commissaires.

Du Révérénd J. N. Gingras et autres, de la paroisse de *Saint-Gervais*, demandant que le gouvernement fasse copier les registres de la dite paroisse.

Du révérénd Joseph Hoffman et autres,—du Révérénd L. A. Martel et autres,—du Reverend P. Dasyva et autres,—du Révérénd B. C. Guy et autres,—de Augustin Perron et autres,—de Félix Thivierge et autres,—de Samuel Landry et autres,—de Thomas Nadeau et autres,—de C. Lacroix et autres,—de Prosper Gilbert et autres,—de Joseph Vachon et autres,—de François Lambert et autres ; demandant respectivement un juge résident pour le district de *Beauce*.

Du Révérénd Jos. B. Soulard et autres, des paroisses de *Sainte-Perpétue* et *Saint-Pamphile* ; demandant de l'aide pour achat de grains de semence.

Des Sœurs de la Charité du couvent de *Sainte-Ursule*,—des Sœurs de la Charité de *Saint-Paulin*, toutes du comté de *Maskinongé* ; demandant respectivement une allocation annuelle.

De l'École de Médecine et de Chirurgie, *Montréal*,—et de la Société Historique de *Montréal* ; demandant respectivement de l'aide.

De The Quebec (Provincial) Temperance and Prohibitory League ; demandant de l'aide pour l'*Asile Belmont*.

Du Révérénd Th. Dagenais et autres, de la paroisse *Saint-Sauveur*, comté de *Terrebonne* ; demandant de l'aide pour le chemin *Howard*.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De Abraham Hamel et al., demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de *Québec* au *Lac Saint-Jean*.

Du Conseil Municipal des *Isles de la Magdeleine*, comté de *Gaspé* ; demandant la passation d'un acte pour séparer la municipalité actuelle des *Isles de la Magdeleine* et l'ériger en trois municipalités séparées.

L'Honorable M. Ouimet, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 10 décembre 1873, demandant un état des sommes appropriées depuis la dernière session jusqu'à ce jour, dans les différentes divisions électorales de la Province, pour les travaux de colonisation et les ponts. (Documents de la Session, No. 14.)

Et aussi,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 décembre 1873, demandant copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Local, au sujet du transfert des Casernes de *Saint-Jean* et de *Chambly*, pour l'installation de l'Hospice Provincial des Aliénés actuellement établi à *Saint-Jean*. (Documents de la Session, No. 15.)

Ordonné, Que M. Brigham ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour autoriser la dite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Brigham* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 8, section 1, intitulé: "Acte pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gérin* ait la permission d'introduire un bill pour ajouter certaines dispositions au Code de Procedure Civile, au sujet des brefs de saisie-arrest émis par la Cour des Commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires des incendies de *Montréal* et de *Québec* à se nommer des députés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Garneau* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer à voie étroite de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de *Lévis* et *Kennébec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pelletier (Québec-Est)*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean* et ses divers amendements; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Laframboise* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour venir en aide à *Jean Hoffman in re Joseph Tanguay*, appelant, et *John T. Molson et al.*, et *Jean Hoffman*, intimé, étant lu ;

M. Gérin, secondé par *M. Houde*, propose, Que le bill soit lu une seconde fois maintenant ;

Et des débats s'ensuivant.

Ordonné, Que la pétition de *Boucher de Boucherville* et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçu, et lue ;

Et la dite pétition, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société de Bienfaisance Mutuelle du Service Civil" est reçue et lue.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le bill pour venir en aide à *Jean Hoffman in re Joseph Tanguay*, appelant, et *John T. Molson et al.*, et *Jean Hoffman*, intimé, soit maintenant lu une seconde fois ;

L'Honorable *M. Holton*, secondé par *M. Joly*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "intimé," jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "ne soit pas maintenant lu une seconde fois, mais qu'il soit résolu qu'il n'est pas convenable de procéder au-delà sur le bill, faute d'information sur l'opinion des Juges dont on se propose d'annuler le jugement par l'action de la Législature, et sans aucune preuve à l'appui des allégués contenus dans le préambule" soit mis à la place.

L'Honorable *M. le Procureur-Général Irvine*, secondé par l'Honorable *M. le le Solliciteur-Fénéral Chapleau*, propose sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots "qu'il soit résolu qu'il n'est pas convenable de procéder au-delà sur le bill, faute d'information sur l'opinion des Juges dont on se propose d'annuler le jugement par l'action de la Législature, et sans aucune preuve à l'appui des allégués contenus dans le préambule" soient effacés, et que les mots "que la pétition sur laquelle le dit bill est basé soit renvoyée au comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration de la justice, avec instructions de s'enquérir des faits qui y sont allégués et d'en faire rapport à la Chambre," soient mis à la place.

Et la question, étant mise aux voix sur l'amendement proposé au premier amendement, elle est résolu, dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Que le bill pour venir en aide à *Jean Hoffman in re Joseph Tanguay*, appelant, et *John T. Molson et al.*, et *Jean Hoffman*, intimé, ne soit pas maintenant lu une seconde fois, mais que la pétition sur laquelle le dit bill est basé soit renvoyée au comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration de la justice, avec instructions de s'enquérir des faits qui y sont allégués et d'en faire rapport à la Chambre.

Le bill pour incorporer la Compagnie manufacturière de fer et d'acier d'*Ottawa* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Sur motion de *M. Tremblay*, secondé par *M. Pozer*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et l'Honorable Juge *E. Taschereau*, pendant l'année 1872, au sujet de la tenue des cours dans les districts de *Chicoutimi* et *Saguenay*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Garneau*,

Ordonné, Qu'il soit enjoint à la Compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord de *Montréal*, de mettre devant cette Chambre, d'ici à huit jours, une copie du dernier rapport de M. *Legge*, ingénieur du dit chemin, concernant le mérite des différents tracés du dit chemin entre *Sainte-Thérèse* et *Granville*.

Ordonné, Que la correspondance entre le Colonel *Gugy* et le Conseil Exécutif, concernant sa réclamation pour les pertes qu'il a souffertes par l'incendie du Palais de Justice à *Québec*, soit renvoyée au comité des impressions.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour incorporer " la Compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière* " soit remboursé.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du Palais de Justice de *Québec*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chauveau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Chauveau* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonne, Que le greffier porte le bill au Conseil Exécutif, et demande son concours.

Le bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la Province de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le bill passe, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en, conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les articles 945 et 1330 du Code Civil ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Beaubien* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill pour annexer une certaine partie du territoire du *Saint-Maurice* au district des *Trois-Rivières* pour les fins judiciaires seulement est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette Province, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 13 Janvier 1874.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Verreault*,—la pétition du Révérend *Charles Trudelle* et autres, de la paroisse de *Saint-François*, comté de *Montmagny*.

Par M. *Bisson*,—la pétition d'*Alexandre Buntin* et autres, du village de *Valleyfield*, comté de *Beauharnois*.

Par l'Honorable M. *Laframboise*,—la pétition de la Compagnie d'Emmagasinage de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Holton*,—la pétition de "The *Quebec (Provincial) Temperance Prohibitory League*."

Par M. *Molleur*,—la pétition de *D. Tassé* et autres.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De *William McNaughton* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie des omnibus et de transport de *Montréal*.

Du conseil-de-ville de la ville de *Nicolet*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*, et y a fait un amendement, qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que la pétition de la Compagnie d'emmagasinage de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, est reçue et lue.

Ordonné, Que M. *Méthot* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Nicolet*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Fortin* ait la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité des *Isles de la Magdeleine* en trois municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Mailloux* ait la permission d'introduire un bill pour obliger en certains cas le demandeur en toute action en dommage à donner caution pour assurer le paiement des frais en cas de débouté.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la pétition de *D. Tassé* et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition, demandant la permission de prélever une taxe spéciale pour la construction d'un établissement pour l'éducation supérieure, dans la ville d'*Iberville*, est reçue et lue.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes de cette Province, trente-six Victoria, chapitres 52, 53 et 59.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente, conformément à une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 19 décembre 1873, demandant copie du dernier rapport fait par M. l'arpenteur *Casgrain*, sur l'exploration du territoire à travers lequel a été tracée la ligne du chemin de fer projeté de *Québec* au lac *Saint-Jean*. (Documents de la Session, No. 16.)

L'Honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

E. R. CARON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative un estimé des sommes requises pour la Province, pour les douze mois finissant le 30 juin 1875 ; aussi un estimé des sommes requises pour la Province, pour rencontrer les dépenses durant l'année fiscale pour lesquelles les montants déjà votés par la 36e Vic., chap. 1, ne sont pas suffisants, en conformité des dispositions de la 54e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867. Il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative. (Documents de la Session, No. 17.)

Hôtel du gouvernement, }
Québec, janvier 1874. }

Ordonné, Que le dit message ainsi que les estimés qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu ;
Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus.

Le bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et autorisant la dite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et pour d'autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer à voie étroite de *Québec* et du *Lac Saint-Jean* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

Et la Chambre continuant de siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi matin,

Mercredi, 14 Janvier 1874.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille quatre cent quarante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier en Loi (comprenant un commis surnuméraire et un messager) pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Beaubien* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et la Chambre, ayant continuée de siéger jusqu'à minuit et trente-cinq minutes mercredi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 14 Janvier 1874.

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etats des affaires de l'Union Saint-Joseph de *Farnham* de la Compagnie du chemin à barrières de l'*Isle Jésus*, tout deux pour l'année 1873. (Documents de la Session No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Laframboise*,—la pétition du Conseil Municipal du comté de *Shefford*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition des directeurs de l'académie de *Berthier*.

Par M. *David*,—la pétition de *H. Stephens* et autres, la pétition de *C. J. Fraser* et autres, la pétition de *Thomas Musson* et autres, la pétition de Messieurs *Lyman, Clare* et Compagnie, la pétition de *James Benny* et autres, la pétition de *E. G. Stewart* et autres, la pétition de *Alex. McGibbon* et autres, la pétition de *Damase Labelle* et autres, la pétition de *Salvin Parkin*, et autres, et la pétition de l'Honorable *Ed. Masson* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Pelletier (Québec Est)*,—la pétition de l'Honorable *P. J. O. Chauveau* et autres, de la cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Trudel*,—la pétition de *Joseph Trudel* et autres, de la paroisse de *Saint-Prospère*,—la pétition de la Municipalité de la paroisse de *Saint-Luc*,—la pétition de la municipalité de *Saint-Narcisse*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *Notre-Dame du Mont-Carmel*, et la pétition de la municipalité de la paroisse de la *Visitation*, toutes du comté de *Champlain*.

Par M. *LaRoque*,—la pétition du Collège de *Chambly*.

Par M. *Pelletier (Bellechasse)*,—la pétition du Révérend *C. S. Brochu* et autres, de la paroisse de *Saint-Magloire*, comté de *Bellechasse*.

Par M. *Pozer*,—la pétition du Révérend *H. Catellier* et autres, et la pétition de *P. Cadieux* et autres, toutes deux du district de *Beauce*,—la pétition de *Zéphirin Bureau*,—et la pétition de *Dame Marie Louise Jane Lafleur*, femme de *Pantalton Cadieux* et de *Hubert Langlois*, toutes deux de la paroisse de *Saint-Vital* de *Lambton*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la compagnie de chemin de fer de *Waterloo* et *Magog* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Très-Révérend *Théophile Charaux*, Supérieur-Général de la Mission de la Compagnie de Jésus en *Canada* ; demandant que les biens possédés autrefois par les Jésuites leur soient restitués.

De *A. E. Phelan* ; demandant une indemnité pour avoir été employé au bureau de l'éducation.

De *John Tyo* et autres, du township de *Dundee*, comté de *Huntingdon* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants :

De *Edouard Bégin* ; demandant qu'il soit passé un bill autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre comme notaire, après examen.

De la Compagnie du chemin de fer de colonisation de *Montréal* et des *Lauréntides* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De *Ashley Hibbard* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de l'aqueduc de *Chambly*."

De *Pierre Hébert*, père, et autres ; demandant l'incorporation en municipalité de la paroisse de *Sainte-Prudentienne*.

De la Compagnie d'entrepôt de *Montréal*, pour amender son acte d'incorporation.

Quant à la pétition de *Boucher de Boucherville* et autres, de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société de Bienfaisance mutuelle du Service Civil de *Québec*," Votre comité trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills

privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements, qu'il soumet humblement à votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et district de *Montréal*.

Bill pour autoriser le barreau du *Bas-Canada* à admettre *James Cruikshanks* à la pratique de la profession de procureur et d'avocat.

Bill pour autoriser le barreau de la Province de *Québec* à admettre *Thomas Thaddée Nesbitt*, bachelier en droit, au nombre de ses membres.

Bill pour incorporer l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus à *Québec*.

Ordonné, Que M. *Gendron* ait la permission d'introduire un bill pour obliger les propriétaires de seigneuries à tenir un livre exact du paiement de leurs rentes et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Laframboise* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie d'emmagasinage de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Roy* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Edouard Bégin* comme notaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Trudel* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de Bienfaisance Mutuelle du Service Civil de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Locke*, secondé par M. *Lynch*,

Ordonné, Que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de Jonction de *Massawippi* et du Grand-Tronc.

Ordonné, Que M. *McGawran* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des Omnibus et de transport de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Bisson*, secondé par M. *Bachand*,

Ordonné, Que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la ville de *Salaberry*.

L'Honorable M. *Quimet*, l'un des membres du Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 janvier 1874; demandant copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et l'Honorable juge *E. Taschereau*, pendant l'année 1872, au sujet de la tenue des cours dans les districts de *Chicoutimi* et *Saguenay*. (Documents de la Session, No. 18.)

Le bill pour amender les articles 945 et 1336 du code civil est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer une certaine étendue du territoire du *Saint-Maurice* au district des *Trois-*

Rivières, pour les fins judiciaires seulement; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Verreault fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, jeudi, le 8 du courant, à la question, Que le bill pour détacher le reste du comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, et l'annexer au district de *Québec*, soit maintenant lu une seconde fois, lequel amendement était que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en trois mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Beaubien,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Irvine. (Proc.-Gén.)</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau. (Sol. Gén.)</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Quimet,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Eddy,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Fortin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>tion),</i>	<i>Verreault.—32.</i>
<i>Garneau,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Québec),</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse)</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pozzer,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—21.</i>
<i>Gérin,</i>			

Ainsi, l'amendement est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit lu une seconde fois de ce jour en trois mois.

Le bill pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile, au sujet des brefs de saisie-arrest émis par la cour des commissaires est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Ordonné, Que M. *Hearn* ait la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation du Collège des *Trois-Rivières*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Laframboise* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 15 Janvier 1874.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de *Salime Ponton* et autres,—la pétition d'*Alfred Belleville* et autres,—la pétition de *David Crawford* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition du Révérend *Jos. Plessis Belair* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel de Brandon*.

Par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,—la pétition de *George Benson Hall*, de la cité de *Québec*.

Par M. *Laroche*,—la pétition du Révérend *C. E. Poiré* et autres, de la paroisse de *Saint-Anselme*,—la pétition du Révérend *Z. Gingras* et autres, de la paroisse de *Sainte-Claire*,—la pétition d'*Andrew Ross* et autres, du township de *Frampton-Ouest*,—la pétition de *Patrick Hayes* et autres, du township de *Buckland*,—et la pétition de *T. J. Taschereau* et autres, toutes du comté de *Beauce*.

Par M. *Langelier*,—la pétition de *J. Bouchard* et autres, de la cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Trudel*,—la pétition de la municipalité de la paroisse du *Cap de la Magdeleine*, comté de *Champlain*.

Par l'Honorable M. *Cauchon*,—la pétition du Révérend *J. B. Blouin* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne de Beaupré*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de *William F. Coffin*, d'*Ottawa*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *The Quebec (Provincial) Temperance and Prohibitory League*; demandant des amendements à l'acte des licences de *Québec*.

De *Alex. Buntin* et autres, du village de *Valleyfield*, comté de *Beauharnois*; demandant que le nom du dit village ne soit pas changé.

De *Chs. Trudelle* et autres, de la paroisse de *Saint-François*, comté de *Montmagny*; demandant que le bill pour détacher tout le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* et l'annexer au district de *Québec*, ne devienne pas loi.

M. *Bellingham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Massawippi* et de la Jonction du Grand Tronc," et qu'il y a fait deux amendements, qu'il soumet respectueusement à Votre Honorable Chambre.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *D. Tassé* et autres; demandant la permission de prélever une taxe spéciale pour la construction d'une Maison d'Education Supérieure, dans la ville d'*Iberville*.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amander l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et a l'honneur d'en faire le rapport à Votre Honorable Chambre, avec certains amendements.

Ordonné, Que la pétition de *George Benson Hall*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition, demandant la permission de faire des améliorations sur la *Rivière Chaudière*, et d'en ériger des taux de péage, est reçue et lue.

Ordonné, Que *M. Locke* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de *Waterloo et Magog*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Joly* ait la permission d'introduire un bill pour annexer au comté de *Lotbinière*, pour les fins électorales et autres, cette partie de la paroisse de *Saint-Narcisse de Beaurivage*, qui est actuellement en dehors du dit comté.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'*Iberville* à prélever une certaine somme pour l'érection d'une Maison d'Education Commerciale Supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. le Solliciteur-Général Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les commissaires d'écoles de *Saint-Henri* à prélever une certaine somme pour une Ecole Modèle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de *M. Pelletier (Québec-Est)*, secondé par *M. Bachand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant les noms des employés permanents du Service Civil dans chacun des départements, et ce, depuis le 24 février 1868; et aussi, un état indiquant les noms de ceux de ces employés qui ont obtenu le certificat du Bureau des Examinateurs requis par l'Acte 31 Vict., chap. 8.

Sur motion de *M. Chauveau*, secondé par *M. Dorion*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un tableau des causes intentées et jugées en l'année 1872, dans la cour supérieure, dans tous les districts judiciaires et dans la cour de circuit, pour compléter le tableau déjà publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, page 310, dans lequel tableau sont omis les districts de *Beauharnois*, *Bedford*, *Chicoutimi*, *Gaspé*, (comté,) *Richelieu* et *Trois-Rivières*.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ajouter certaines dispositions au code de procédure civile, au sujet des brefs de saisie-arrière émis par la cour des commissaires; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Chauveau* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pourvoyant à ce que les élections des membres de l'Assemblée Législative de *Québec* se fassent au scrutin secret, étant lu;

M. Tremblay, secondé par M. Pozer, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer " la Compagnie des Consommateurs de Gaz de la cité et du district de *Mont-réal* " ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pelletier (*Québec-Est*), fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*, étant lu ;

M. Mailhiot, secondé par M. Chauveau, propose, que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'Honorable M. Trudel, secondé par M. Bellerose, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " soit," jusqu'à la fin de la proposition, soient effacés, et que les mots " de nouveau renvoyé a un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant de la clause quatre tous les mots après " ne pourront se faire que du consentement du dit évêque."

Et objection étant faite, que le dit amendement n'est pas dans l'ordre, en autant qu'un avis n'a pas été donné conformément à la 68^e règle de cette Chambre ;

M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'un avis n'en a pas été donné.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la Province de *Québec* à admettre *James Cruickshank* à la pratique de la profession de procureur et avocat, étant lu ;

L'Honorable M. Holton, secondé par M. Langelier, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

M. Malhiot, secondé par M. Chauveau, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " cette Chambre se formera en le dit comité de ce jour en six mois " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bellingham,
Brigham,
Chauveau,
Dorion,
Eddy,

Fortin,
Irvine, (Proc.-Gén.)
Lavallée,
LeCavalier,

Locke,
Lynch,
Mailloux,
Malhiot,

Peltier (L'Assomp-
tion),
Picard et
Sawyer.—16.

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Pelletier (Québec),</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Chapleau, (Sol.-Gén.),</i>	<i>Houde,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Verreault.—34.</i>
<i>Gendron,</i>	<i>Lalonde,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Malhiot* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Thomas Thaddée Nesbitt*, bachelier en loi, comme l'un de ses membres, étant lu ;

M. *Pelletier (Québec-Est)*, secondé par l'Honorable M. *Holton*, propose, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, à *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Nicolet* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour diviser la municipalité des *Isles de la Magdeleine* en trois municipalités séparées est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie d'emmagasiner de *Mont-*

réal est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Edouard Bégin* comme notaire, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Société de Bienfaisance Mutuelle du Service Civil est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la Compagnie d'Omnibus et de Transport de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*, *Ordonné*, Que l'avis de sept jours requis en vertu de la 60e règle de cette Chambre, en ce qui a rapport à la considération des bills privés par les comités, soit limité à deux jours seulement.

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à trois heures P. M.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau* ait la permission d'introduire un bil pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 16 Janvier, 1874.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Une copie certifiée du dernier rapport de M. *Legge*, ingénieur, à la Compagnie du chemin de fer de Colonisation du nord de *Montréal*, concernant le mérite des différents tracés pour le dit chemin de fer, entre *Sainte-Thérèse* et *Grenville*, en obéissance à un ordre de cette Chambre, daté le 12 du courant. (Documents de la Session, No. 19.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de *E. Pagé* et autres, la pétition de *James Dunwoodie* et autres, la petition de *John Kerr* et autres, la pétition de *P. de Repentigny* et autres, la pétition de *John Moore* et autres, la pétition de *Salvin Parker* et autres, la pétition de *Daniel Campbell* et autres, et la pétition de *A. Foley* et autres, toutes de la cité de *Montréal*.

Par M. *Gérin*,—la pétition de *James Motz*, de la cité de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition de *H. C. Wilson* et autres.

Par M. *Garneau*,—la pétition du Révérend *N. A. Leclerc* et autres.

Par M. Marchand,—la pétition d'Eouard Glackemeyer, Président de la Chambre des Notaires de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De H. Stephens et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De Joseph Trudel et autres, de la paroisse de *Saint-Prospère*, de la municipalité de la paroisse de *Saint-Luc*, de la municipalité de la paroisse de *Saint-Narcisse*, de la municipalité de la paroisse de la *Visitation*, et de la paroisse *Notre-Dame du Mont-Carmel*, toutes du comté de *Champlain* ; demandant respectivement l'abrogation de la 12ème clause de l'acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*.

Du conseil municipal du comté de *Shefford* ; demandant que le bill pour ériger la paroisse de *Sainte-Prudentienne* en municipalité, ne devienne pas loi.

De C. J. Fisher et autres, de Thomas Musson et autres, de MM. *Lymans, Clare & Cie.*, et autres, de James Benny et autres, de E. J. Stewart et autres, de Alex. McGibbon et autres, de Damase Labelle et autres, de Salvin Parkin et autres, de l'Honorable Ed. Masson et autres, toutes de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement que le bill pour incorporer la Compagnie des Consommateurs de Gaz de la cité et du district de *Montréal*, ne devienne pas loi.

Du Révérend F. Catellier et autres, et de P. Cadieux et autres, toutes deux du district de *Beauce* ; demandant respectivement un juge résident pour le district de *Beauce*.

De Zéphirin Bureau, et de Dame Marie-Louise Jane Lafleur, épouse de Pantaléon Cadieux, et de Hubert Langlois, toutes de la paroisse de *Saint-Vital de Lambton* ; demandant respectivement que certaines patentes accordées à Félix Fortier, pour lots de terre, soient annulées et qu'elles soient accordées aux dits pétitionnaires.

De l'Honorable P. J. O. Chauveau et autres, de la cité de *Québec* ; demandant de l'aide pour la construction d'un quai à *Sainte-Anne de Beaupré*.

Du Collège de *Chambly*, et des Directeurs de l'Académie de *Berthier* ; demandant respectivement de l'aide.

Du Révérend C. S. Brochu et autres, de la paroisse de *Saint-Magloire*, comté de *Bellechasse* ; demandant de l'aide pour les townships de *Roux* et *Bellechasse*.

M. Bellingham, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'à une séance de votre comité, tenue jeudi, le 15 janvier courant, il a nommé un sous-comité, avec instruction de réunir en un seul projet de loi les dispositions contenues dans le bill intitulé : "Acte amendant l'acte 32 Vic., chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et autorisant la dite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et pour d'autres fins," et le bill intitulé : "Acte amendant l'acte 35 Vic., chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et autorisant la dite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour d'autres fins," et d'en faire rapport à votre comité.

Que le dit sous-comité a, aujourd'hui, fait rapport à votre comité des deux bills refondus en un seul.

Que votre comité a l'honneur d'en faire rapport à Votre Honorable Chambre, et de recommander qu'il soit référé au comité permanent des ordres permanents, et qu'instruction soit donnée à ce comité, de faire rapport, si les dispositions contenues dans le dit bill refondu, ne sont pas au-delà de l'ordre permanent relatif aux avis.

L'Honorable M. Holton se lève de sa place, et déclare à la Chambre qu'il résigne

son siège comme membre pour la division électorale de *Montreal-Centre*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement pour la division électorale de *Montreal-Centre*, en remplacement de l'Honorable *L. H. Holton*, qui a résigné son siège.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du Chemin à Barrières de *Terrebonne*.

Bill pour incorporer l'Institution des Sourds-Muets, de la Province de *Québec*.

Bill pour incorporer la Compagnie des Omnibus de *Montréal*.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant l'instruction publique dans la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-trois mille deux cent quatre vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent huit mille huit cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-et-un mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Bellerose* informe, en outre, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que la Chambre se formera de nouveau en le dit comité, aujourd'hui.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de *Massawippi* et du Grand Tronc ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellingham* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à Passagers de la cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *Waterloo* et *Magog* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières.

Le bill pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'*Iberville* à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que la pétition d'*Edouard Glackemeyer*, président de la Chambre des Notaires, *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue, et lue ;

Et la dite pétition, demandant de ne point procéder sur les pétitions pour amender la loi actuelle concernant le Notariat avant que la Chambre n'ait eu occasion d'avoir devant elle le projet de bill de la Chambre des Notaires, est reçue et lue.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, — Rapport spécial concernant la régie de l'école de réforme de *Montréal*. (Documents de la Session, No. 5.)

Ordonné, Que ce rapport spécial soit imprimé pour l'usage des membres de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille huit cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Education Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'octroi accordé aux *High Schools*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la bibliothèque des avocats, détruite lors de l'incendie du Palais de Justice, de *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Bureau d'Agriculture pour aider à l'établissement d'un haras dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achat de machines à casser la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, (deux) pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Beaubien* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'à minuit, samedi matin.

Samedi, 17 janvier 1874.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières et qu'en conformité de la recommandation du dit comité le bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour autoriser la dite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et pour d'autres fins, et le bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et autorisant la dite compagnie à s'amalgamer avec la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour d'autres fins, soient renvoyés au comité des ordres permanents.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et un quart, samedi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui, à 3 heures P. M.

Samedi, 17 Janvier 1874.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu aujourd'hui la résignation de *Christian Henry Pozer*, écuyer, membre pour la division électorale de *Beauce*, et la résignation de *Charles Gill*, écuyer, membre pour la division électorale de *Yamaska*, lesquelles sont séparément lues comme suit :

CANADA, }
Province de Québec. }

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

A l'Honorable *Joseph Goderic Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative, pour la Province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente que j'ai l'intention de résigner et que je résigne par la présente mon siège à l'Assemblée Législative, pour la Province de Québec, comme membre pour la division électorale de *Beauce*.

En foi de quoi, j'ai apposé à la présente mon seing et mon sceau, devant les deux témoins soussignés suivant la loi, à Québec, ce dix-septième jour de janvier mil huit cent soixante quatorze.

CHRISTIAN HENRY POZER.

Témoins :

G. H. LARUE,
J. B. PLANTE.

Pierreville, 14 janvier 1874.

A l'Honorable J. G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée Législative, Québec.

Monsieur,

Je déclare résigner mon siège comme membre élu pour représenter dans l'Assemblée Législative, de la Province de Québec, la division électorale d'Yamaska.

Donné sous mon seing et sceau, ce quatorzième jour du mois de janvier mil huit cent soixante et quatorze.

Signé en notre présence, ce 14 janvier 1874.

[L. S.] CHARLES GILL.

Témoins :

DR. JOSEPH LEMAITRE,
L. A. SENÉCAL.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Sylvestre,—la pétition de H. Michaud et autres, de la paroisse de Saint-Damien.

Par M. Lalonde,—la pétition de J. Bte. Eno dit Deschamps et autres,—la pétition du Révérend M. Gaudet et autres, de la paroisse de Vaudreuil,—et la pétition du Révérend L. Turcot et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Isle Perrot.

Par M. Sanders,—la pétition de "The Montreal District Orange Lodge," L. O. A. B. A.

Par M. Gérin,—la pétition de A. L. Désaulniers et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par l'Honorable M. Trudel,—la pétition d'Emile Bonnement.

Par M. Pelletier (Bellechasse),—la pétition de Théophile Fournier et autres, du township Mailloux.

Par M. Pelletier (Québec-Est),—la pétition de l'Institut Canadien de Québec.

Par l'Honorable M. Cauchon,—la pétition de Jos. Fortin et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De J. Bouchard et autres, de la cité de Québec ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De William F. Coffin, d'Ottawa ; demandant que certaines parties du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée des Rivières Missisquoi et Noire, ne devienne pas loi.

De la municipalité de la paroisse du Cap de la Magdeleine, comté de Champlain ; demandant l'abrogation de la 12e clause de l'acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

De Salime Ponton et autres, de Alfred Belleville et autres, et de David Crawford et autres, tous de la cité de Montréal ; demandant respectivement que le bill pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et district de Montréal, ne devienne pas loi.

Du Révérend C. E. Poiré et autres, de la paroisse Saint-Anselme, et du Révérend Z. Gingras et autres, de la paroisse de Sainte-Claire ; demandant respectivement un juge résident dans le district de Beauce.

Du Révérend J. B. Blouin et autres, de la paroisse de Sainte-Anne de Beaufort ; demandant de l'aide pour un quai à Sainte-Anne de Beaufort.

Du Révérend Jos. Plessis Belair et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon ; demandant de l'aide pour un chemin en arrière de Saint-Damien.

De T. J. Taschereau et autres ; demandant de l'aide pour un chemin conduisant du chef-lieu du district de Beauce au township de Cranbourne.

De Patrick Hayes et autres, du township de Buckham ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De *Andrew Ross* et autres, de *Frampton West* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour autoriser la dite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et pour d'autres fins, et le bill pour amender l'acte 35 Vict. chap. 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et autorisant la dite compagnie à s'amalgamer avec la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour d'autres fins, qui ont été refondus en un seul bill et référés à ce comité par votre Honorable Chambre, pour voir si les dispositions contenues dans le dit bill refondu ne vont pas au-delà de l'ordre permanent relatif aux avis ; et votre comité a l'honneur de faire rapport que les avis donnés couvrent les dispositions du bill refondu.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *George Benson Hall*, pour permission de faire des améliorations sur la rivière *Chaudière* et de prélever des taux de péage pour l'usage d'icelle, et trouve que les avis donnés sont suffisants.

L'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a, aujourd'hui, pris en considération la pétition du Sergent-d'Armes de votre Honorable Chambre ; demandant que cette Chambre définisse ses pouvoirs, et qui a été référée à ce comité.

Que votre comité a aussi pris en considération la règle 107 de cette Chambre, établissant les pouvoirs et la responsabilité du Sergent-d'Armes, règle rédigée dans les termes suivants : " le Sergent-d'Armes de cette Chambre est responsable de la garde de la masse, de l'ameublement et des garnitures de la Chambre, ainsi que de la conduite des messagers (messengers) et serviteurs subalternes de la Chambre, sujet aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de M. l'Orateur ou de la Chambre, et en l'absence de l'Orateur, du Greffier de la Chambre, et en l'absence du Greffier, de l'assistant-Greffier."

Que votre comité est d'opinion que cette règle est suffisante.

Que quant à cette partie de la dite pétition se plaignant de l'extravagance et de l'inconduite qui règnent dans le département du Sergent-d'Armes, votre comité recommande qu'elle soit renvoyée à comité permanent des dépenses contingentes.

L'Honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a élu l'Honorable J. G. *Robertson* président.

Votre comité recommande respectueusement que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Que les Honorables MM. *Hale, Ferrier et Beaudry*, et MM. *Marchand et Gérin* forment un sous-comité, avec instructions d'examiner les comptes d'impressions qui leur sont soumis, et les autres documents qui pourront leur être renvoyés par rapport aux impressions.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les divers bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre.

Bill amendant de nouveau l'acte incorporant la compagnie d'immagasinage de *Montréal*.

Bill pour incorporer le *Montreal Stock Exchange*.

Bill pour permettre à la compagnie graphique d'émettre du stock privilégié.

Bill pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'*Ottawa*, limitée.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 11 décembre 1873, demandant un état indiquant le nom, la date de la nomination de chacun des magistrats de district, le nombre de causes jugées par chacun d'eux ; et aussi, un état indiquant le salaire et le montant détaillé réclamé par chacun d'eux pour leur frais et dépenses de voyage dans leur district respectif, jusqu'au premier décembre courant ; ainsi qu'un rapport de toutes les pénalités, confiscations et amendes imposées par eux dans chaque cause, mentionnant la date, le lieu, à qui elles ont été payées, ou de qu'elle autre manière on en a disposé. (Documents de la Session, No. 20.)

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement pour la division électorale de *Yamaska*, en remplacement de *Charles Gill*, écuyer, qui a résigné son siège.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de *Beauce*, en remplacement de *Christian Henry Pozer*, écuyer, qui a résigné son siège.

Sur motion de M. *LaRoque*, secondé par M. *Esinhart*,

Ordonné, Que cette partie du treizième rapport du comité permanent des ordres permanents qui a rapport au bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et autorisant la dite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et pour d'autres fins, et au bill pour amender l'acte 35 Victoria, chap. 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et pour autoriser la dite compagnie à s'amalgamer avec la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour d'autres fins, soit renvoyée au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières.

Sur motion de M. *Malhiot*, secondé par l'Honorable M. *Bellerose*,

Résolu, Que la 93^e règle de cette Chambre, qui exige que les bills soient imprimés dans les deux langues avant leur seconde lecture, soit suspendue pendant le reste de la présente session.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que mardi prochain, et à partir de ce jour jusqu'à la fin de la session, les ordres du jour du gouvernement aurent préseance sur tous autres à chaque séance.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité.

M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la ques-

tion, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre procède maintenant à prendre en considération les bills et ordres publics," soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mis aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

La question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

M. Tremblay, secondé par l'Honorable M. Laframboise, propose, sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "il soit résolu, qu'en n'exigeant pas de certaines personnes, un compte exact et fidèle des droits qu'elles doivent à la Couronne pour bois et forêts, et en n'adoptant aucune mesure pour les y contraindre, l'administration a mérité la censure de cette Chambre," soient mis à la place.

M. Bellingham, secondé par M. Pelletier (Québec-Est), propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots "il soit résolu, qu'en n'exigeant pas de certaines personnes un compte exact et fidèle des droits qu'elles doivent à la Couronne pour bois et forêts, et en n'adoptant aucune mesure pour les y contraindre, l'administration a mérité la censure de cette Chambre," soient effacés et que les mots "cette Chambre, après avoir entendu les accusations portées par l'Honorable Membre pour Chicoutimi, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents des Terres de la Couronne et de marchands de bois dans le district du Saguenay, les accusant de fraude envers le Gouvernement,—il soit nommé un comité spécial pour s'enquérir du mérite de ces allégations, composé de l'Honorable M. Fortin, MM. Joly, Marchand, Tremblay, Eddy, Poupore et McGawran, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes papiers et records," soient mis à la place.

Et objection étant faite, que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est un amendement à un amendement à la question, "Que M. l'Orateur laisse le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides," elle ne peut pas être proposée.

M. l'Orateur décide, que la motion d'amendement à l'amendement proposé n'est pas dans l'ordre, parce qu'un amendement à un autre amendement ne peut pas être fait sur la question, "Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

Et l'amendement étant mis aux voix de nouveau ;

Et des débats s'en suivant ;

Etant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, conformément à la 19^e règle de cette Chambre les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, étant lu ;

M. Verreault fait rapport du dit bill, en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'institution des sourds-muets de la province de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bachand fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bachand fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour incorporer l'institution catholique des sourds-muets pour la province de Québec.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie des Omnibus de Montréal; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marchand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, lequel amendement était que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "il soit résolu: qu'en n'exigeant pas de certaines personnes un compte exact et fidèle des droits qu'elles doivent à la Couronne pour bois et forêts, et en n'adoptant aucune mesure pour les y contraindre, l'administration a mérité la censure de cette Chambre" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bachand,
Daigle,
Laberge,

LaFontaine,
Laframboise,
Langelier,

Marchand,
Molleur,
Pelletier (Québec-Est), Tremblay.—12.

Robert,
Sylvestre, et

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,
Bellerose,
Bellingham,
Brigham,
Cauchon,
Chapleau (Sol.-Gén.),
David,
De Beaujeu,
Dorion,

Eddy,
Fortin,
Gagnon,
Garneau,
Gérin,
Hearn,
Houde,
Irvine (Proc.-Gén.),
Lalonde,

Langevin,
Larochelle,
LaRue,
Locke,
Lynch,
Mailoux,
Malhiot,
McGauvran,
Ouimet,

Picard,
Pouppore,
Robertson,
Roy,
Sanders,
Sawyer,
Trudel, et
Verneault.—35.

Ainsi il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille deux cent-trente-quatre piastres soit accordé à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des départements publics; pour réparer et mettre en ordre les casernes des Jésuites, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière *Ottawa* jusqu'à l'*Ile au Calumet*, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé fournisse une somme suffisante pour le compléter, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du palais de justice de *Montréal*; pour la construction de dépendances, d'une loge pour le gardien, et d'un nouveau toit en feuilles de fer galvanisé, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison de *Montréal*; pour un corps de garde, un égout, une boutique et dépendances, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour les femmes, pourvu que la cité de *Montréal* paye un quart des frais, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés de *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés tenu par les Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de *Belmont* pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Emigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des Sourds-Muets catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des Sourds-Muets protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Filles de la Charité, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de La Jemmerais, *Varennés*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts Refondus, B. C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille six cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du Clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-six mille six cents soixante

et quatorze piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1873. (Voir comptes P., p. 155.)

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil Législatif, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Assemblée Législative, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élection, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des départements publics, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Police, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice temporaire de *Québec*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice de *Sherbrooke*, pour construire une aile pour les voûtes, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Montréal*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la ligne Frontière entre *Québec* et *Ontario*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'achat des terres pour la Compagnie des Mines de Charbon et des Pêcheries de *Gaspé*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le rouleau, et l'Honorable M. Bellerose fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

L'Honorable M. Bellerose informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que lundi prochain, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Ordonné, Que M. McGavran ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Western Hospital of Montreal."

Il présente en conséquence le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. McGavran ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer "The Women's Hospital of Montreal."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. Robertson, secondé par l'Honorable M. Oramet.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Ordonné, Que M. Malhot ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Association dite la Congrégation des Hommes de Notre-Dame des Trois-Rivières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 19 Janvier 1874.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

De A. L. Desaulniers et autres, des Trois-Rivières; demandant certains changements au bill pour refondre et pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

De The Montreal District Orange Lodge, L. O. A. B. A.; demandant que certains amendements insérés dans le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Montréal, ne deviennent pas loi.

De E. Pagé et autres, — de James Dunwoodie et autres, de John Kerr et autres, de P. de Repentigny et autres, de John Moore et autres, de Saline Parker et autres, de Daniel Campbell et autres, et de A. Foley et autres, toutes de la cité de Montréal; demandant respectivement que le bill pour incorporer la Compagnie des Consommateurs de Gaz de la cité et district de Montréal, ne devienne pas loi.

De James Motz, de la cité de Québec; se plaignant qu'il a été dépouillé de certains lots de grève et demandant justice.

De J. Bte. Ens dit Deschamps et autres; demandant le remboursement de certaines sommes payées par eux aux Seigneurs de Rigaud pour la commutation des seigneuriaux sur leurs terres.

De Thémophile Fournier et autres, du township Mailloux; demandant que le gouvernement n'accorde pas l'aide demandée pour routes aux signataires d'une certaine pétition reçue et lue le 17 décembre 1873, à moins de ne charger des dites routes,

par une loi bien spéciale, les contribuables de la municipalité de *Saint-Raphaël*, comté de *Bellechasse*.

Du Révérend M. Gaudet et autres, de la paroisse de *Vaudreuil*,—et du Révérend L. Turcot et autres, de la paroisse de *Sainte-Jeanne de l'Isle Perrot*; demandant respectivement qu'il soit établi un Bureau de Cadastre dans le comté de *Vaudreuil*, et pour autres fins.

De *Emile Bonnemant*; demandant de l'aide pour l'établissement d'une fabrique, de Sucre de Betteraves, et pour autres fins.

De l'Institut Canadien de *Québec*; demandant une subvention pour lui permettre d'agrandir sa bibliothèque et son musée, et plus particulièrement pour la publication annuelle d'études sur l'histoire naturelle et autres sciences en général.

De H. C. Wilson et autres; demandant de l'aide pour le Lycée des Dames de *Compton* (*Compton Ladies' College*.)

Du Révérend N. A. Leclerc et autres; demandant de l'aide pour la construction d'un quai à *Sainte-Anne de Beauport*.

De Jos. Fortin et autres; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Sainte-Anne*.

De H. Michaud et autres, de la paroisse de *Saint-Damien*; demandant de l'aide pour un chemin.

L'Honorable M. Ouimet, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 décembre 1873, demandant copie de tous les documents concernant l'enquête sur la conduite de C. E. Belle, écuyer, agent d'immigration à *Montréal*;—le rapport du commissaire avec les témoignages qui l'accompagnent, et toute correspondance adressée à M. Belle ou reçue de lui. (Documents de la session No. 21.)

L'Honorable M. le Solliciteur-Général Chapleau, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'Association des Dentistes de la Province de *Québec*.

Bill pour incorporer la Ville de *Salaberry*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Bill pour étendre les limites de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*.

Bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de *Basile-le-Grand*.

M. Bellingham, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre: Bill intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire*." Bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour autoriser la dite compagnie à se fusionner avec la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et pour d'autres fins, et le bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et autorisant la dite compagnie à s'amalgamer avec la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et pour d'autres fins, bill intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie de chemin de fer de *Waterloo et Magog*."

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Trudel* ait la permission d'introduire un bill pour expliquer la quatrième section de l'acte trente-cinq Victoria, chapitre seize.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Trudel* ait la permission d'introduire un bill concernant les huissiers de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte incorporant la compagnie d'emmagasinage de *Montréal*, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Qu'

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Montreal Stock Exchange*," et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte incorporant la bourse de commerce de *Montréal*. (*The Montreal Stock Exchange*).

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour permettre à la compagnie graphique d'émettre du Stock privilégié et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Pelletier (Québec Est)*, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte permettant à la Compagnie Graphique, (*Graphic Company*); d'émettre du stock privilégié.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'*Ottawa* (limitée); et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Le bill pour incorporer l'Association dite, la Congrégation des Hommes de Notre Dame des *Trois-Rivières* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 69e règle de la Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill pour incorporer "*The Western Hospital of Montreal*" est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité des bills privés.

Le bill pour amender l'acte de cette province, 34^e Victoria, chap. 54, intitulé : "Acte pour incorporer "*The Women's Hospital of Montreal*" est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Alphonse Guy* comme notaire, soit remboursé.

Sur motion de *M. Joly*, secondé par *M. Marchand*,

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, du 12 courant, concernant l'honoraire payé sur le bill pour incorporer "La Compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière*," soit maintenant lue ;

Et cette entrée est lue en conséquence ;

Ordonné, Que la dite entrée soit rescindée.

Sur motion de *M. Gérin*, secondé par *M. Houde*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies de toute correspondance échangée entre le gouvernement et *Félix Fortier*, au sujet des lots de grève de *James Motz*, écuier, accordés à *Gagnon* en 1859, et ensuite à *L. Nadeau* et à *W. Carrier*,—aussi, copie du plan de cette partie du havre de *Québec* qui comprend les lots de grève du dit *James Motz*, écuier, entre les lots de *Davie* et *McKenzie*, à *Lévis*, tels qu'arpentés par *G. G. Dunlevie*, par ordre du département des terres, en l'année 1853.

Sur motion de *M. Eddy*, secondé par *M. Bellingham*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun membre d'icelui et toute autre personne concernant les plaintes portées contre le régistrateur actuel du comté d'*Ottawa*, ou entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le dit régistrateur concernant les dites plaintes.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *Thomas Thaddée Nesbitt*, bachelier en loi, comme un de ses membres, soit remboursé.

M. Bellingham, secondé par *M. Lynch*, propose, qu'il soit nommé un comité spécial, chargé de s'enquérir du mérite des allégations qui ont été faites par l'Honorable Membre pour *Chicoutimi*, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents et marchands de bois, et les accusant d'avoir fraudé le gouvernement, et que ce comité soit composé de l'Honorable *M. Fortin*, et de Messieurs *Joly*, *Marchand*, *Tremblay*, *Eddy*, *Poupore* et *McGawran*, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. Malhiot, secondé par *M. Verreault*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "cette Chambre, après avoir entendu les accusations portées par l'Honorable membre pour *Chicoutimi*, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents des Terres de la Couronne et de marchands de bois dans le district du *Saguenay*, les accusant de fraude envers le gouvernement, le gouvernement fasse mettre devant cette Chambre tous les papiers et documents relatifs à ce qui a donné lieu à ces accusations," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs.

Beaubien,
Cauchon,
Chapleau (Sol.-Gén.),
Fortin,
Gagnon,
Gurneau,

Gérin,
Houde,
Irvine (Proc.-Gén.),
Lalonde,
Langevin,
Larochelle,

LaRue,
Locke,
Mailloux,
Malhiot,
Ouimet,
Picard,

Poupore,
Robertson,
Roy,
Trudel et
Verreault.—23.

CONTRE :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Dorion,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier, (Québec,)</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Pelletier, (Belle-</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>chasse,)</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Robert et</i>
<i>David,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sylvestre.—21.</i>
<i>de Beaulieu,</i>	<i>LaFontaine.</i>		

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que cette Chambre, après avoir entendu les accusations portées par l'Honorable membre de *Chicoutimi*, de son siège en Chambre, contre l'intégrité de certains agents des Terres de la Couronne et marchands de bois dans le district du *Saguenay*, les accusant de fraude envers le gouvernement, le gouvernement fasse mettre devant cette Chambre tous les papiers et documents relatifs à ce qui a donné lieu à ces accusations.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin à barrières de *Terrebonne* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRue* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de MM. *Martineau* et *Thibaut* et autres, de la cité de *Québec*.

Ordonné, Que M. *Gendron* ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du Code Municipal, et y ajouter certaines dispositions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer une partie de *Saint-Séverin* au comté de *Beauce*, pour les fins d'enregistrement et autres ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bachand* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité mercredi prochain.

Le bill pour annexer au comté de *Lotbinière*, pour les fins électorales et autres, la partie de la paroisse de *Saint-Narcisse de Beaurivage* qui est actuellement en

dehors du comté, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Laframboise fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la chambre des arts et manufactures pour, etc.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de *Saint-Jean* pour les aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bellerose fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'Honorable M. Bellerose informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'Honorable M. Bellerose, du dit comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille quatre cent quarante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier en Loi (comprenant un commis surnuméraire et un messager) pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Bellerose, du comité des subsides fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-trois mille deux cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent huit mille huit cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-et-un mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. Beaubien, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, les quelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille huit cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Education Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'octroi accordé aux *High Schools*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la bibliothèque des avocats, détruite lors de l'incendie du Palais de Justice, de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Bureau d'Agriculture pour aider à l'établissement d'un haras dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'achat de machines à casser la pierre, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, (deux) pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'Honorable M. Bellerose, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille deux cent-trente-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des départements publics ; pour réparer et mettre en ordre les casernes des Jésuites, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa jusqu'à l'Île au Calumet, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé fournisse une somme suffisante pour le compléter, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du palais de justice de Montréal ; pour la construction de dépendances, d'une loge pour le gardien, et d'un nouveau toit en feuilles de fer galvanisé, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison de Montréal ; pour un corps de garde, un égoût, une boutique et dépendances, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée

à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour les femmes, pourvu que la cité de *Montréal* paye un quart des frais, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés de *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés tenu par les Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de *Belmont* pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Emigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des Sourds-Muets catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des Sourds-Muets protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée

à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Filles de la Charité, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de La Jemmerais, *Varenes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Anne, *Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts Refondus, B. C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-huit mille six cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du Clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-six mille six cents soixante et quatorze piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1873. (Voir comptes P., p. 155.)

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil Législatif, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Assemblée Législative, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élection, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes des départements publics, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Police, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice temporaire de Québec, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice de *Sherbrooke*, pour construire une aile pour les voûtes, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Montréal*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la ligne Frontière entre *Québec* et *Ontario*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'achat des terres pour la Compagnie des Mines de Charbon et des Pêcheries de *Gaspé*, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix,

Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions;

La Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de *Richelieu*, dans le comté de *Rouville* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour étendre les limites du village de *Sainte-Thérèse de Blainville* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 20 Janvier 1874.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union Saint-Joseph de *Sorel* pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de *Joseph Louis David*, du *Sault-au-Récollet*.

Par M. *Garneau*,—la pétition du Club des Chasseurs de *Québec*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *James McClintock* et autres, du township de *Cranbourne*,—la pétition de *Peter Lyons* et autres, et la pétition de *Thomas Walsh* et autres.

Ordonné, Que la pétition du Club des Chasseurs de *Québec* présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition demandant des amendements aux lois de la chasse de cette province est reçue et lue.

M. *Bellingham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières ou manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*, et a l'honneur d'en faire rapport à Votre Honorable Chambre avec un amendement.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport en ce qui concerne le bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer à voie étroite de *Québec* au *Lac Saint-Jean*, qui a été envoyé à ce comité, qu'aujourd'hui *P. Garneau*, écuyer, le promoteur du dit bill, a comparu devant le comité et a demandé la permission de retirer le dit bill, ce qui lui a été accordé.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Nicolet*, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour constituer en corporation "la Société de Bienfaisance Mutuelle du Service Civil de *Québec*", et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

L'Honorable M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de *Saint-Jean* pour les aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté, par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour couvrir les dépenses faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour couvrir les dépenses

faites durant l'année fiscale pour lesquelles le montant déjà voté par 36 Vict., chap. 1, est insuffisant.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix,

Que cette Chambre concoure avec le dit comité dans la dite résolution ;

La Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La seconde et les suivantes jusqu'à la dixième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu aujourd'hui la résignation de *P. A. Tremblay*, écuyer, membre pour la division électorale de *Chicoutimi* et *Saguenay*, et la résignation de *C. A. P. Pelletier*, écuyer, membre pour la division électorale de *Québec-Est*, lesquelles sont séparément lues comme suit :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

CANADA, }
PROVINCE DE QUÉBEC. }

A l'Honorable JOSEPH GODÉRIC BLANCHET,

Orateur de l'Assemblée Législative pour la province de Québec.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente, que j'ai l'intention de résigner, et que je résigne par la présente mon siège à l'Assemblée Législative pour la province de Québec, comme membre pour la division électorale de *Chicoutimi* et *Saguenay*.

En foi de quoi, j'ai apposé à la présente mon seing et mon sceau, devant les deux témoins soussignés, suivant la loi, à Québec, ce dix-septième jour de janvier, mil huit cent soixante-quatorze.

[L. S.] P. A. TREMBLAY,

A. PLAMONDON, }
HENRI T. TASCHEREAU, } Témoins.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

CANADA, }
PROVINCE DE QUÉBEC. }

A l'Honorable JOSEPH GODÉRIC BLANCHET,

Orateur de l'Assemblée Législative pour la province de Québec.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente, que j'ai l'intention de résigner, et que je résigne par la présente mon siège à l'Assemblée Législative pour la province de Québec, comme membre pour la division électorale de *Québec-Est*.

En foi de quoi, j'ai apposé à la présente, mon seing et mon sceau, devant les deux témoins soussignés, suivant la loi, à Québec, le vingtième jour de janvier, mil huit cent soixante-quatorze.

[L. S.] C. A. P. PELLETIER.

P. BACHAND, }
M. LAFRAMBOISE. } Témoins.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par l'Honorable M. *Laframboise*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour la division électorale de *Chicoutimi* et *Saguenay*, en remplacement de *P. A. Tremblay*, écuyer, qui a résigné son siège.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour la division électorale de *Québec-Est*, en remplacement de *C. A. P. Pelletier*, écuyer, qui a résigné son siège.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette province, et sur le bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a-enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill, intitulé : "Acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Alphonse Guy* comme Notaire."

Bill, intitulé : "Acte amendant l'acte sanctionné le 24 décembre de l'année 1872, intitulé : "Acte pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie de chemin à lisses de *Lévis et Kennébec*."

Bill, intitulé : "Acte pour incorporer l'Orphélinat de *Saint-Hyacinthe*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean*, et ses divers amendements," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Clause 1, page 1, ligne 7, retrancher les mots "nommé membre du Conseil Législatif."

Clause 2, ligne 9, retrancher les mots "du Conseil Législatif ou."

Même clause, ligne 13, changer le mot "tel" pour le mot "telle" et retrancher les mots "Conseil Législatif ou."

Clause 3, ligne 16, retrancher les mots "du Conseil Législatif ou."

Même clause, ligne 17, changer le mot "tel" pour le mot "telle" et retrancher à la même ligne et la suivante les mots "Conseil Législatif ou."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*," lesquels sont lus comme suit :

Ajouter à la première clause les mots suivants : "mais aucune personne ne fera partie de la dite corporation à moins qu'elle ne soit sujet né ou naturalisé de Sa Majesté, ou si elle ne réside pas dans cette Province."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean*, et ses divers amendements," lesquels sont lus comme suit :

Clause 3, page 1, ligne 29. Retrancher les mots "par cent accru."

Même clause, même page, ligne 30. Après le mot "intérêt," insérer les mots "et telle pénalité."

Même clause, même page, même ligne. Au lieu des mots "exigé et payable," mettez les mots "exigés et payables."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois aujourd'hui.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, étant lu, et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Bellingham*, secondé par l'Honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instructions, 1^o de remettre la deuxième clause telle qu'elle était avant que le dit bill fut renvoyé à un comité de toute la Chambre la dernière fois ; 2^o d'amender la dite clause, en y insérant après le mot "Omnibus" les mots suivants : "aussi bien que les chars de la dite compagnie du chemin de fer des passagers de *Montréal*," et de retrancher les mots, "conditions et charges" de telle manière que la dite motion se lise comme suit : Les dits omnibus, ainsi que le dit chemin de fer des passagers seront néanmoins sujets aux règlements que le conseil de la dite cité et des dites municipalités, dans les limites desquelles les dits omnibus et les dits chars de la dite compagnie du chemin de fer de passagers passeront, ou les syndics des chemins à barrières de *Montréal*, pourront faire et décréter par un vote de la majorité du nombre total de tous les membres des dits conseils," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Picard* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour incorporer la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'*Ottawa*, étant lu ;

M. *Heaubien* fait rapport du bill en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association des dentistes de la Province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la ville de *Salaberry* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par l'Honorable M. *Laframboise*,

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'Honorable Conseil Législatif, demandant que le bill pour amender l'Acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, soit renvoyé à cette Chambre, pour corriger une erreur commise en l'amendant en comité général.

Ordonné, Que M. *Bellingham* porte le dit message au Conseil Législatif.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de *Saint-Basile-le-Grand*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochelle* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que le bill pour amender l'Acte 32 Vict., chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et autorisant la dite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*, et pour d'autres fins, soit imprimé tel qu'amendé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dorion* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Et la Chambre continuant de siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 21 janvier 1874.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop's College, *Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fournir du grain de semence aux colons sur les terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour préparer des bâtiments destinés aux aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets Catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

L'Honorable M. *Bellerose* informera de plus la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et demi mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 21 Janvier 1874.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'aujourd'hui même il a reçu la résignation de l'Honorable *Théodore Robitaille*, membre pour la division électorale de *Bonaventure*, ainsi que celle de *Wilfrid Laurier*, écuyer, membre pour la division électorale de *Drummond* et *Arthabaska*, lesquelles sont respectivement lues comme suit :

QUÉBEC, 7 janvier 1874.

A l'Honorable JOSEPH GODERIC BLANCHET, Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* :

MONSIEUR,

Je, l'Honorable *Théodore Robitaille*, du township de *Cox*, écuyer, membre de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, représentant la division électorale de *Bonaventure*, déclare, par les présentes, que c'est mon intention de résigner mon siège, et qu'en conséquence, je résigne mon siège comme tel membre pour la division électorale de *Bonaventure*.

En foi de quoi, mon seing et sceau, à *Québec*, ce septième jour de janvier, mil huit cent soixante-quatorze.

[L. S.] THÉODORE ROBITAILLE,

Signé et scellé en présence de

L. ARCHAMBAULT,	}
de la Cité de <i>Québec</i> ,	
et	
L. A. ROBITAILLE,	
de la Cité de <i>Québec</i> ,	}

ARTHABASKAVILLE, 19 janvier 1874.

A l'Honorable JOSEPH GODERIC BLANCHET, Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne mon siège comme membre de l'Assemblée Législative, pour les comtés unis de *Drummond* et *Arthabaska*.

J'ai l'honneur d'être,

Avec une haute considération,

Votre dévoué serviteur,

[L. S.] WILFRID LAURIER.

E. DROUIN,	}	Témoins.
ERNEST PACAUD,		

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour la division électorale de *Bonaventure*, en remplacement de l'Honorable *Theodore Robitaille*, qui a résigné son siège.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour la division électorale de *Drummond* et *Arthabaska*, en remplacement de *Wilfrid Laurier*, écuyer, qui a résigné son siège.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de *L. Marchand* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Mailloux*,—deux pétitions du Révérend *J. M. Moreau* et autres, du township de *Whitworth*,—la pétition de *A. Desgagnier* et autres, du township de *Bégon*,—la pétition de *Louis Clermont* et autres, du township de *Denonville*,—la pétition d'*Antoine Mailloux* et autres, du township de *Viger*,—et la pétition de *Jean Lebel* et autres, de *Saint-Honoré d'Armand*, toutes du comté de *Témiscouata*.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De MM *Martineau et Thibaudeau* et autres, de la cité de *Québec*, demandant que certaines clauses de l'acte amendement l'acte des licences ne soient pas abrogées.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements, qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer la ville de "*Fraser-Ville*."

Bill pour incorporer la ville de *Longueuil*

Bill pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'*Iberville* à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

Votre comité a aussi examiné le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Edouard Bégin* à la pratique du Notariat, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Ordonné, Que la pétition de *L. Marchand* et autres, de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue :

Et la dite pétition, demandant que la clause 237 du bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal* ne devienne pas loi, est reçue et lue.

L'Honorable M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Bishop's College, Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fournir du grain de semence aux colons sur les terres de la Couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour préparer des bâtiments destinés aux aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets Catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1875.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première et les suivantes, jusqu'à la quatrième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La cinquième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant proposée que cette chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Molleur, secondé par M. Marchand, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "il est désirable qu'avant que cette somme soit votée, le gouvernement fasse connaître à cette chambre d'une manière précise comment et où devra être employée cette somme" soient mis à la place.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chap. 4, des statuts de la Province de Québec, appelle l'Honorable Joseph Hyacinthe Bellerose, député de la division électorale de Laval, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L'Honorable M. Bellerose prend, en conséquence, le fauteuil de la chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, que la Chambre concoure avec le comité dans la cinquième résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La sixième résolution et les suivantes, jusqu'à la dixième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Sur motion de l'Honorable M. Robertson, secondé par l'Honorable M. Ouimet, Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour faire face aux Subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux cent trente-deux mille cinq cent cinquante piastres, (\$232,550.00) pour couvrir les dépenses durant la présente année fiscale, ainsi que la somme de un million six cent cinquante mille cinq cent treize piastres (1,650,513.00) pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1875, soient accordées à même le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Bellerose fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Bellerose fait rapport de la résolution, en conséquence, et elle est lue comme suit :

Résolu, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux cent trente-deux mille cinq cent cinquante piastres, (\$232,550.00) pour couvrir les dépenses durant la présente année fiscale, ainsi que la somme de un million six cent cinquante mille cinq cent treize piastres (\$1,650,513.00) pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1875, soient accordées à même le fonds consolidé du revenu de cette Province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'Honorable M. Bellerose informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Ordonné, Que l'Honorable M. Robertson ait la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour les années fiscales expirant le trente juin 1874, et le trente juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le bill pour amender certains articles du Code Municipal et pour y ajouter certaines dispositions est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de l'Honorable M. *Ouimet*, M. *Daigle*, M. *Houde*, M. *Brigham*, M. *Mailloux*, M. *Marchand* et M. *Robert*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour étendre les limites de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Nicolet*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean*," et ses divers amendements, sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. *Hector Langevin*, C. B., se lève de son siège et déclare à la Chambre qu'il résigne son siège comme membre pour la division électorale de *Québec-Centre*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

L'Honorable M. *Joseph Cauchon*, se lève de son siège et déclare à la Chambre qu'il résigne son siège comme membre pour la division électorale de *Montmorency*, dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie de bienfaisance mutuelle du service civil de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait

rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de *Québec-Centre*, en remplacement de l'Honorable *H. L. Langevin*, C. B., qui a résigné son siège.

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour la division électorale de *Montmorency*, en remplacement de l'Honorable *Joseph Cauchon*, qui a résigné son siège.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 22 Janvier 1874.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

De *Jos. Louis David*, du *Sault au Recollet* ; demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse.

De *James McClintock* et autres, du township de *Cranbourne* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De *Peter Lyons* et autres,—et de *Thomas Walsh* et autres ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans le township de *Frampton*, comté de *Dorchester*.

M. *Bellingham*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour reviser et consolider la charte de la cité de *Montréal* et les différents actes qui l'amendent.

Bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement :

Bill pour incorporer la société de bienfaisance mutuelle de *Sainte-Anne de Saint-Joseph de Lévis*.

Bill pour diviser la municipalité des *Iles de la Magdeleine* en trois municipalités séparées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif rapporte le bill intitulé : " Acte pour amender l'acte

d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*," tel que demandé par l'Assemblée Législative, dans son message d'hier.

De plus, le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière*."

Bill, intitulé : " Acte amendant de nouveau l'acte incorporant la Compagnie d'emmagasinage de *Montréal*."

Bill, intitulé : " Acte pour ajouter certaines dispositions au Code de Procédure Civile, au sujet des brefs de saisie-arrêt, émis par la cour des commissaires."

De plus, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de *Montréal*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour remédier aux pertes causées par l'incendie du Palais de Justice de *Québec*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 19, après le mot " de " insérez les mots " dix mille piastres par année."

Page 5, ligne 36, après les mots " au moins " retranchez le mot " trois " et insérez le mot " six."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour remédier aux pertes causées par l'incendie du Palais de Justice de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Ajouter, après la clause 21, les mots suivants, qui seront la continuation de la dite clause :

" Et aussi relativement à la règle que toute action, poursuite, cause ou procédure doit être décidée suivant les droits relatifs des parties existant à l'époque où telle action, poursuite, cause ou procédure a été instituée ou autrement commencée, et aussi conformément à la teneur de l'article quatre-vingt-quatre du code de procédure civile dans les causes *ex parte* dans lesquelles la signification du bref original " de sommation a été faite au Défendeur lui-même."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente, conformément à une adresse de l'Assemblée Législative,—Réponse à une adresse datée le 19 décembre 1873, demandant copie de la correspondance échangée entre le département des terres de la couronne et la corporation de *Lévis*, au sujet d'un certain lot de grève octroyé par lettres-patentes en date du 17 mars 1873, à *C. W. Carrier*, écuyer. (Documents de la Session, No. 22.)

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par l'Honorable M. *Laframboise*,

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre de mardi dernier,

concernant la passation du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, soit maintenant lue ;

Et cette entrée étant lue,

Ordonné, Que la dite entrée soit déclarée nulle et de nulle valeur.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Garneau* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité demain.

L'Honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

ED. CARON,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative un acte amendant l'acte des licences de *Québec*, en conformité des dispositions de la 54e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 10 janvier 1874.

M. *Bellingham* du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'acte des licences, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il sera payé à l'officier du revenu par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants, savoir :

1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, hôtel ou taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de soixante piastres, dans les limites municipales d'une cité, sauf les cités de *Québec* et de *Montréal*, et cent vingt-cinq piastres, dans les limites de la dite cité de *Montréal*, et quatre-vingt-dix piastres, dans les limites de la dite cité de *Québec* ; la somme de cinquante piastres, dans les limites municipales d'une ville constituée en corporation ; la somme de quarante-cinq piastres, dans toute section organisée de la Province en dehors de telle cité ou ville, et la somme de vingt-cinq piastres, dans tout territoire non-organisé en dehors des limites d'une municipalité.

Et si les deniers destinés par l'acte treizième et quatorzième *Victoria*, chapitre quatre-vingt-quatorze, à défrayer le coût de la nouvelle Cour de Justice de *Montréal*, produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour toute licence pour tenir une auberge, taverne, ou autre lieu ou place d'entretien public, pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans le comté et la cité de *Montréal*, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante piastres, pour chaque licence.

2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey, ou autres liqueurs spiritueuses, dans toute section organisée de cette Province, la somme de vingt-cinq piastres ; et dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité, la somme de vingt-deux piastres.

3. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin,

de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantité de pas moins de trois demiards à la fois, dans toute section organisée de cette Province, la somme de trente piastres.

4. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de quarante-cinq piastres.

5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, du vin, de l'ale, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, la somme de vingt-cinq piastres.

6. Pour chaque licence pour la vente en gros de liqueurs spiritueuses, la somme de cent piastres.

2. *Résolu*, Que la somme de dix piastres sera payable à la corporation de la cité de *Montréal*, pour toute confirmation de certificat pour obtenir une licence pour la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, dans les limites de cette cité.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et le premier paragraphe de la première résolution étant lu une seconde fois, et la question étant proposée, Que cette Chambre concoure avec le comité dans le dit paragraphe ;

L'Honorable M. *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le dit paragraphe soit amendé en retranchant les mots " et si les deniers destinés par l'acte treizième et quatorzième Victoria, chapitre quatre-vingt-quatorze, à défrayer le coût de la nouvelle cour de justice de *Montréal*, produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour toute licence pour tenir une auberge, taverne, ou autre lieu ou place d'entretien public, pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses et fermentées, dans le comté et la cité de *Montréal*, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante piastres pour chaque licence, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bellerose,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Ouimet,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Peltier, (L'Assomp-</i>
<i>Chapleau (Sol.-Gén.),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>tion),</i>
<i>Eddy,</i>	<i>Irvine (Proc.-Gén.),</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>McGawvran,</i>	<i>Trudel.—23.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Daigle,</i>	<i>Esinhart,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Molleur,</i>
<i>David,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robert et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Sylvestre.—15.</i>
<i>Dorion,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>Marchand,</i>	

Ainsi il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure avec le comité dans le dit paragraphe, tel qu'amendé,

Et les second, troisième, quatrième et cinquième paragraphes de la dite résolution, étant lus une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits paragraphes, la Chambre se divise, et ils sont adoptés sur la même division qui vient d'avoir lieu.

Et le sixième paragraphe de la dite résolution étant lu une seconde fois,

Ordonné, Qu'il soit amendé en en retranchant les mots "cent" et mettant à la place le mot "cinquante."

Le dit paragraphe, ainsi amendé, est alors adopté.

La seconde résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de *Grantham* et *Upton*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gérin* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte des licences de *Québec*, étant lu ;

L'Honorable M. *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*, propose que le bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain; et les résolutions rapportées aujourd'hui du comité de toute la Chambre, concernant l'acte des licences, sont renvoyées au dit comité.

Le bill pour autoriser les commissaires des incendies de *Montréal* et de *Québec* à se nommer des députés est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender les actes de cette Province, trente-six *Victoria*, chapitre 52, 53, et 59, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour les années fiscales expi-

rant le trente de juin 1874, et le trente de juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bill privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association des dentistes de la Province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Brigham* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Brigham* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi* et autorisant la dite Compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel* et pour d'autres fins; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte amendant l'acte 32 Victoria, chapitre 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi* et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chapitre 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et autorisant la fusion des dites compagnies et pour d'autres fins.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la ville de la *Rivière-du-Loup*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour incorporer la ville de *Fraserville*.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la ville de *Longueuil*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'*Iberville* à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Edouard Bégin* comme notaire; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRoque* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour annexer une partie de *Saint-Séverin* au comté de *Beauce*, pour les fins d'enregistrement et autres, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les amendements faits par le Conseil Législatifs au bill intitulé: "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*," sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR:

Messieurs

<i>Brigham,</i>	<i>Irvine, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Robertson, et</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Trudel.—12.</i>
<i>Garneau,</i>	<i>Locke,</i>	<i>tion),</i>	
<i>Gérin,</i>	<i>McGawvran,</i>		

CONTRE:

Messieurs:

<i>Chapleau (Sol.-Gén.),</i>	<i>Laberge,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Molleur,</i>
<i>David,</i>	<i>LaFontaine,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>Mathiot,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Houde,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Verreault.—24.</i>

Ainsi, elle est résolue dans la négative.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, l'Honorable M. *Laframboise*, M. *Langelier* et M. *Marchand*, pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements.

Les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*," sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, elle est résolue dans la négative.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'Honorable M. *Fortin*, l'Honorable M. *Chapleau*, l'Honorable M. *Trudel*, M. *Marchand*, M. *Langelier* et M. *Malhiot* pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à trois heures P. M., et que les ordres du jour du gouvernement aient préséance sur les autres ordres ce jour-là.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 23 Janvier 1874.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend J. M. *Moreau* et autres, du township *Whitworth*,—de A. *Desgagner* et autres, du township *Begon*,—de *Louis Clermont* et autres, du township *Denonville*,—de *Antoine Mailloux* et autres, du township *Viger*,—et *Jean Lebel* et autres, du township *Saint-Honoré d'Armand*, toutes du comté de *Témiscouata* ; demandant respectivement la remise des intérêts accrus sur leurs terres ; aussi certains lots de terres gratis et un octroi pour l'achat de grains de semence.

Du Révérend J. M. *Moreau* et autres, du township *Whitworth* ; demandant de l'aide pour un chemin.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants, et y a fait des amendements, qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer l'Association dite " la Congrégation des Hommes de *Notre-Dame des Trois-Rivières*."

Bill pour incorporer " la Compagnie des Omnibus et de Transport de *Montréal*."

Bill pour incorporer "The Western Hospital of *Montreal*."

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer "The Women's Hospital of *Montreal*," et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Quant au bill pour changer le nom de *McPherson Lemoyne* en celui de *John McPherson*, votre comité trouve que les raisons apportées à l'appui du préambule ne sont pas suffisantes, et que, conséquemment, le préambule de ce bill n'est pas prouvé.

L'Honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des impressions de la Législature, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Le comité conjoint des deux Chambres sur les impressions, a l'honneur de présenter comme son deuxième rapport, le rapport A, de son sous-comité, et le recommande à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les documents suivants, et recommande qu'ils ne soient pas imprimés.

No. 14.—Réponse à une adresse du 10 décembre 1873, un état des sommes appropriées pour les travaux de colonisation et de ponts.

No. 16.—Réponse à une adresse du 12 janvier 1874, correspondance échangée avec le gouvernement et l'Honorable Juge *E. Taschereau*, en 1872, au sujet de la tenue des cours dans le district de *Chicoutimi* et *Saguenay*.

No. 19.—Rapport de M. *Legge*, ingénieur, à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*, au sujet des routes entre *Sainte-Thérèse* et *Grenville*.

No. 20.—Réponse à une adresse au sujet de l'appointement des magistrats de district, les causes jugées, salaires, frais de voyage, au 1er décembre 1873, les amendes et pénalités imposées, les dates, comment il en a été disposé et à qui payées.

No. 21.—Réponse à une adresse, concernant l'enquête sur la conduite de *C. E. Belle*, écuyer, agent d'immigration à *Montréal*.

Votre comité recommande encore que l'impression qui a été faite du document : Correspondance échangée avec le gouvernement fédéral relativement au transfert du terrain et des bâtisses de l'ancien couvent des Jésuites à *Québec*, connu sous le nom de *Jésuits' Barracks*, soit considérée suffisante.

A.

Votre sous-comité a examiné les comptes d'impressions pour une partie de l'année 1872, et pour l'année 1873, conformément au rapport de son Greffier, ci-annexé, et y a trouvé l'exactitude habituelle.

Votre sous-comité a remarqué une très légère augmentation de dépenses pour les impressions de l'Honorable Conseil Législatif ; mais il a pu se convaincre que cela doit être attribué aux prix un peu plus élevés payés maintenant aux imprimeurs.

Votre sous-comité a aussi examiné les documents suivants :

Nos. 6 et 7.—Rapports et états des institutions, etc., etc.

No. 10.—Réponse à une adresse, demandant copies de toutes lettres adressées au gouvernement par le directeur de l'asile catholique des sourds-muets de *Montréal*.

No. 12.—Réponse à une adresse relativement à l'organisation et à la constitution de la Cour d'Appel.

No. 13.—Réponse à une adresse, demandant copie de la correspondance échangée entre *A. Gugg*, écuyer, et le Conseil Législatif.

No. 14.—Réponse à une adresse, demandant copie de la correspondance au sujet des casernes de *Chambly*.

No. 15.—Rapport de *E. Casgrain*, écuyer, N. P. sur l'exploration de la partie Est du bloc "F," accordé à la Compagnie du chemin de fer de *Gosford*.

Votre sous-comité recommande que ces documents ne soient pas imprimés.

M. *Mailloux*, du comité spécial sur le bill pour amender certains articles du Code Municipal et pour y ajouter certaines dispositions, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir pris en considération le bill qui lui a été référé, croit devoir recommander à Votre Honorable Chambre qu'il ne devienne pas loi, attendu que, dans son opinion, il serait inexpédient d'amender en aucune manière cette année le Code Municipal de cette Province.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Compagnie du chemin à barrières de *Terrebonne*."

Bill intitulé : " Acte pour annexer une certaine partie du territoire du *Saint-Maurice* au district des *Trois-Rivières*, pour les fins judiciaires seulement."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus à Québec."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Institution Catholique des Sourds et Muets pour la Province de Québec."

Bill intitulé : " Acte pour annexer au comté de *Lotbinière*, pour les fins électorales et autres, la partie de la paroisse de *Saint-Narcisse de Beaurivage* qui est actuellement en dehors du dit comté."

Bill intitulé : " Acte incorporant la Compagnie des Omnibus de *Montréal*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Massawippi* et du *Grand-Trone*."

L'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, annonce alors à la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, étant informé du sujet des dites résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Bellerose* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

M. *Marchand*, du comité nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill, intitulé : " Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec " fait rapport que le comité a préparé, en conséquence, une raison, laquelle est lue comme suit :

" Parce qu'il est de l'intérêt public que les membres de la Législature de cette Province ne soient à l'avenir, revêtus d'aucune autre fonction législative. "

La dite raison, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite raison, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill, intitulé : " Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec."

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, l'Honorable M. *Laframboise*, M. *Langelier* et M. *Marchand* se rendent au Conseil Législatif, et demandent la dite conférence.

M. *Malthiot*, du comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil Législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des *Trois-Rivières*, fait rapport que le comité a préparé une raison en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Parce que, dans l'opinion de cette Chambre, il n'est pas opportun d'exiger que les membres de la corporation du séminaire des *Trois-Rivières*, soient des sujets-nés ou naturalisés de Sa Majesté, qu'ils résident dans cette Province, attendu que l'objet de la dite institution est l'éducation de la jeunesse.

La dite raison, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Résolu, Qu'une conférence avec le Conseil Législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans les amen-

dements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation du Collège des *Trois-Rivières*."

Ordonné, Que l'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, l'Honorable M. *Trudel* et M. *Malhiot* se rendent au Conseil Législatif, et demandent la dite conférence.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de *John McEntyre* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Trudel*,—la pétition de *François Normandin* et autres, de la paroisse de *Sainte-Généviève de Batiscan*.

Par M. *Larochelle*,—deux pétitions du Révérend *John W. Jenkins* (bachelier ès-arts, clerc de l'Eglise d'Angleterre),—la pétition de *Thomas Fitzgerald* et autres,—et la pétition de *John Brennan* et autres, toutes du township de *Frampton*,—et la pétition de *James McClintock* et autres, du township de *Cranbourne*.

Ordonné, Que la pétition de *John McEntyre* et autres, de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition, demandant que la clause 237 du bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Ordonné, Que M. *Joly* ait la permission d'introduire un bill pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les Seigneuries.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Bellerose* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité aujourd'hui.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant le droit d'appel à la cour du banc de la Reine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Ordonné, Que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, soit renvoyé au comité de toute la Chambre sur le bill pour reviser et refondre la charte de la dite cité de *Montréal*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*. Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, concernant le change-

ment du subside y mentionné, et sujet en outre aux conditions, restrictions et dispositions ci-après mentionnées, à accorder une aide provinciale au lieu de l'aide spécifiée dans le dit acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents piastres, pour chaque mille de chemin de fer continu et non-interrompu, sans aucun octroi additionnel, pour les ponts, à chacune des compagnies suivantes, savoir :

Le chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean* ;
Le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* ;
Le chemin de fer du sud-est, pour la partie d'icelui appartenant autrefois au chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Yamaska* ;
Le chemin de fer de *Phillipsburg*, *Farnham* et *Arthabaska* ;
Le chemin de fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire* ;
Le chemin de fer de la frontière de *Québec* ;
Le chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick* ;
Le chemin de fer International de *Saint-François* et *Mégantic* ;
Le chemin de fer de la Compagnie de la *Baie-des-Chaleurs* ;
Le chemin de fer de *Sherbrooke*, des *Cantons de l'Est* et de *Kennébec* ;
Le chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*, et la ligne d'embranchement du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*.

2. *Résolu*, Que toute somme d'argent déjà payée par le gouvernement de cette Province à une des Compagnies de chemin de fer sus-nommées, en vertu de l'acte mentionné dans la section précédente, ou en vertu de tout autre acte passé en amendement d'icelui, sera considérée comme ayant été payée à telle compagnie, à titre d'à compte et sera déduite de l'aide ou subside en surplus qu'autrement elle aurait eu droit d'avoir, en vertu du présent acte.

3. *Résolu*, Que nonobstant toute disposition contenue dans l'acte de 1869, passé pour l'encouragement de chemins à lisses de colonisation, le Lieutenant-Gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra néanmoins, lorsqu'il aura été établi qu'une compagnie travaille activement à la construction de son chemin, lui accorder pour chaque vingt-cinq milles du dit chemin complétés, une partie de la dite subvention ou aide provinciale, proportionnée, quant au montant, à la longueur du chemin ainsi parachevé.

4. *Résolu*, Que la Compagnie du chemin de fer de *Sorel* et *Chambly*, et celle des cantons du sud-est, auront la somme de mille piastres par mille pour toute longueur de chemin qui leur appartenait avant la fusion des dites compagnies de chemin de fer respectivement avec le chemin de fer, conformément à la loi passée à ce sujet.

5. *Résolu*, Qu'aucune des compagnies de chemin de fer ci-après nommées, n'aura de droit à une aide, qu'en autant que le, ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, elle aura signifié par écrit, au secrétaire de la Province, qu'elle abandonne ses droits à tout octroi de terres antérieurement accordé à la dite compagnie, en vertu d'un acte quelconque de cette Province, et qu'elle accepte le subside ou l'aide accordée par les présentes, savoir :

Le chemin de fer de *Québec* au *Lac Saint-Jean* ;
Le chemin de fer de l'International de *Saint-François* et de *Mégantic* ;
Le chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* ;
Le chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*.

6. *Résolu*, Qu'aucune des différentes compagnies de chemin de fer mentionnées dans la première des résolutions précédentes, sauf et excepté celles qui sont mentionnées dans la dernière résolution avant la présente, qui, le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, ne sera pas organisée entièrement et de bonne foi, en vertu de son acte d'incorporation, et qui n'aura pas, au dit jour, dix milles de chemin de fer nivelé, et parfaitement prêts à recevoir la pose des rails, n'aura droit à aucun octroi, en vertu de la première résolution, mais au contraire, en autant que le dit chemin sera concerné, l'octroi y mentionné sera sans efficacité ni effet.

7. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder, sous forme de prêt à la Compagnie du chemin de fer de Colonisation du

Nord de *Montréal*, pour construire un chemin de fer de *Montréal* à *Aylmer*, des bons ou débentures de la Province, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent cinquante-et-un mille trois cent soixante-six piastres, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, sous telles formes, pour tels montants, et sujettes à telles dispositions, en ce qui les concerne, qui lui paraîtront les plus propres à sauvegarder les intérêts publics.

8. *Résolu*, Que la dite compagnie auroit au dit prêt, aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer devra être complété et mis en opération entre *Montréal* et *Aylmer*, le premier jour de mai mil huit cent soixante et seize, dans toute sa longueur, à l'entière satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. Le dit chemin de fer devra entrer en communication avec le chemin de fer de la Rive Nord de *Québec* à *Montréal*, au point qui a été ou qui sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans comprendre dans ce tiers, le directeur ou les directeurs *ex-officio* représentant les municipalités, et nulle cité, nulle ville ou nulle municipalité ne seront représentées par un plus grand nombre de directeurs que ne le sera le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

4. La compagnie, le ou avant le premier jour de mai, mil huit cent soixante-quatorze, devra signifier par écrit au secrétaire de la Province, qu'elle abandonne tous ses droits à l'octroi de terres, spécifiés dans la cinquième section de l'acte de cette Province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, et dans la troisième section, également de l'acte de cette Province, trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, excepté la part que la dite compagnie, dans la portion du dit octroi de terres décrit dans la cédule du dit acte, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, comme étant le block A, et qu'elle accepte l'octroi ou le prêt accordé par le présent acte. Dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter tel octroi ou prêt et qu'elle aura signifié son intention à cet effet, elle sera considérée comme renonçant et elle renoncera de fait à toutes réclamations pour l'octroi de terres mentionné dans les dits actes, excepté comme ci-dessus stipulé.

5. La compagnie, en recevant les bons ou débentures de la Province ou une partie quelconque d'iceux, donnera en échange des débentures de la compagnie, portant intérêt à six pour cent, pour un montant égal et correspondant.

6. Tel montant du stock capital de la dite compagnie devra avoir été souscrit, en sus du montant déjà souscrit, ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par les municipalités, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et au moins vingt pour cent sur tel stock additionnel, devront, de bonne foi, avoir été payés à la compagnie.

9. *Résolu*, Que Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera établi que la dite compagnie travaille activement à la construction de son chemin, accorder à la dite compagnie, dès que vingt-cinq milles du dit chemin auront été complétés, et pour chaque vingt-cinq milles subséquents, une partie de l'octroi ou du prêt provincial, proportionnée à la longueur du chemin parachevé.

10. *Résolu*, Qu'après la mise en force du présent acte, et après que la dite compagnie aura accepté le prêt susdit, aux conditions ci-dessus mentionnées, la dite compagnie pourra, en outre, entreprendre et s'obliger de prélever, au moyen d'un emprunt sur ses bons et débentures, une somme qui ne devra pas excéder celle qui pourra être fixée et déterminée à l'avenir par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

11. *Résolu*, Que la compagnie s'engage en outre et s'oblige à hypothéquer et grever, ou à faire hypothéquer ou grever, le chemin, les terres et les autres propriétés réelles ou personnelles de la dite compagnie, en faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux, échangés contre les bons et débentures de la compagnie, mais de manière que les porteurs de bons et de débenture émis par la compagnie dans le but de prélever ou d'emprunter la somme

d'argent fixée et déterminée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu de la résolution précédente, où les municipalités qui souscriront n'en souffrent aucun dommage.

12. *Résolu*, Pourvu que cette partie de la ligne du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*, reliant *Aylmer* à *Deep River* (*Rivière Creuse*) aura été définitivement tracée, et que la compagnie aura fourni une preuve satisfaisante de leur diligence à travailler à la construction du chemin, le ou avant le premier jour de novembre mil huit cent soixante et quinze, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la dite compagnie, sous forme de prêt, des bons ou débentures de la province, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, en telles formes, pour tels montants et sujet à telles dispositions en ce qui les concernent, qu'il pourra juger convenables. Le dit prêt devra être fait, pour un montant égal et correspondant, par mille, et sous les termes et conditions ci-dessus spécifiés relativement à cette portion du dit chemin de fer reliant *Montréal* à *Aylmer*.

Et la Chambre continuant de siéger en comité, jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 24 janvier 1874.

13. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer de la rive-nord, pour la construction du chemin de fer de la rive-nord, de *Québec* à *Montréal*, et le chemin des *Grandes Piles* et l'établissement d'une ligne de steamers sur le *Saint-Maurice*, ainsi qu'il en est fait mention dans l'acte de la ci-devant province du *Canada*, intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer et de navigation du *Saint-Maurice*," et au moyen d'un prêt, la somme de un million deux cent quarante-huit mille six cent trente-quatre piastres, et le paiement de cet octroi ou de ce prêt sera fait en bons ou en débentures de la province, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à émettre, de telle manière et pour tels montants, et sujet à telles dispositions par rapport aux dits bons et aux dites débentures qui seront jugés conformes à l'intérêt public.

14. *Résolu*, Que la compagnie aura droit au dit prêt aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer sera complété et mis en opération, à l'entière satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le *Saint-Maurice* sera également mis en opération. Le Lieutenant-Gouverneur pourra cependant, s'il le juge convenable, et quand il sera constaté que la dite compagnie est activement engagée dans la construction de son chemin, lui accorder, par chaque vingt-cinq milles de chemin qui sera terminé, une partie du dit prêt dont le montant sera proportionné à la longueur du dit chemin parachevé.

2. La compagnie devra, le ou avant le premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante et quatorze informer le secrétaire de la province de l'acceptation par elle de tel prêt au lieu de l'octroi de terres auquel elle aurait autrement eu droit en vertu de l'acte de cette province trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, intitulé : "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer y mentionnés" excepté la part de la dite compagnie dans cette portion du dit octroi de terres décrites dans la cedula du dit acte, comme étant le block A.; et dans et par telle signification elle abandonnera, et sera censée abandonner toute réclamation à tel octroi de terres, et elle y renoncera et sera censée y renoncer, excepté la dite part ou portion du bloc A.

3. La compagnie, en échange et en retour de tous bons provinciaux ou débentures à elle accordés, par les dispositions du présent acte, donnera ses propres bons ou débentures, pour des montants semblables; et tous tels bons ou toutes telles débentures seront rachetables dans trente années, à compter de leur date, et ils porteront intérêt au taux de six pour cent par année, et nulle de ces débentures ne sera d'une somme moindre que cent piastres.

4. Tel montant du stock capital de la dite compagnie devra avoir été souscrit,

en sus du montant qui a déjà été payé, ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par la corporation de la cité de *Québec*, et par d'autres municipalités, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et vingt pour cent au moins sur le dit stock additionnel, devront avoir été payés, de bonne foi, à la compagnie.

15. *Résolu*, Qu'après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par la dite compagnie du prêt ci-devant mentionné, aux conditions ci-devant posées, la dite compagnie pourra lever, au moyen d'un prêt sur ses bons ou débetures, telle somme qui pourra être ci-après fixée et déterminée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et pas une autre ou une plus forte somme quelconque, nonobstant toute loi à ce contraire, et la dite somme ainsi fixée et déterminée sera prélevée, sujette aux formes et aux dispositions de la sous-section onze de la clause neuvième de l'acte des chemins de fer, comprise dans les statuts refondus du *Canada*, chapitre soixante-six, qui devra s'appliquer à tel prêt.

16. *Résolu*, Que pour assurer le paiement intégral des bons, débetures et autres garanties qui seront émis par la dite compagnie, tant en raison de l'emprunt autorisé par la section précédente que pour les débetures provinciales et en échange d'icelles qui seront octroyées en vertu de cet acte, le chemin, les terres et les biens meubles et immeubles de la dite compagnie seront engagés et hypothéqués, dans l'ordre et de la manière qui suivent, savoir :

1. En faveur de toutes les personnes qui seront porteurs de bons ou de débetures émis par la compagnie, en vertu de la résolution précédente, lesquels bons et débetures seront ci-après connus comme nommés " Premiers bons privilégiés de la Compagnie du chemin de fer du Nord. "

2. En faveur de la corporation de la cité de *Québec*, et de toutes les autres municipalités, qui ont souscrit pour le montant du capital souscrit, et le dividende sur icelui n'excédant pas sept pour cent, par an, pour le montant du stock qu'elle a ou qu'elles ont souscrit.

3. En faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux qu'il aura échangés contre les bons et les débetures de la compagnie, en vertu des dispositions du présent acte.

17. *Résolu*, Que chacune des voies principales des dits chemins de fer seront de première classe, et seront acceptées comme telles par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur rapport du Bureau Provincial du chemin de fer.

18. *Résolu*, Que nonobstant toute chose à ce contraire contenu dans les précédentes résolutions, il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la preuve satisfaisante que la compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord de *Montréal*, ou la compagnie du chemin de fer du Nord ont, de bonne foi, fait des arrangements ou des contrats, de bonne foi, pour la construction de leurs propres lignes de chemin, et que les travaux de la dite construction sont visiblement en voie de progrès, d'avancer, de temps à autre, à l'une ou à l'autre des dites compagnies de chemin de fer, sur l'octroi ou le prêt susdits qu'elles ont droit d'obtenir, en vertu du dit acte, une somme d'argent, dans la même proportion, vis-à-vis du montant total de l'octroi autorisé, que celle de la somme, qui aura actuellement été dépensée, au dit temps, par l'une ou l'autre des dites compagnies, vis-à-vis du coût du chemin tel qu'évalué.

19. *Résolu*, Que les débetures mentionnées dans les résolutions précédentes, qui seront émises par le gouvernement, seront payables en (30) trente ans de leur date, et porteront un intérêt de cinq pour cent par année.

Il sera du devoir du trésorier de la province de mettre de côté, un pour cent par année sur ces débetures, pour former un fonds d'amortissement du principal d'icelles, quand elles deviendront payables.

Résolutions telles qu'amendées à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte des licences de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gerin* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gerin* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes de cette Province, trente-six *Victoria*, chapitres 52, 53 et 59 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochelle* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

M. *Larochelle* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : Acte pour amender les actes de cette Province, trente-six *Victoria*, chapitres 53 et 59.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour diviser la municipalité des Isles de la *Magdeleine* en trois municipalités séparées ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochelle* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser le Barreau du *Bas-Canada*, province de *Québec*, à admettre *James Cruickshank*, à la pratique de la profession de procureur et d'avocat, soit remboursé.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour amender l'acte 35 *Victoria*, chapitre 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel* et autorisant la dite compagnie à s'amalgamer avec la compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi* et pour d'autres fins, soit remboursé, pourvu que les frais d'impression aient été payés.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des notaires à admettre, après examen, *Edouard Bégin* comme notaire, soit remboursé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Société de Bienfaisance Mutuelle de Ste. Anne de *Saint-Joseph de Lévis* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit. "Acte pour incorporer la Société Ste. Anne d'Assurance Mutuelle sur la vie, de *Saint-Joseph de Lévis*.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que la pétition de *Jean Côté*, de la cité de *Québec*; demandant que le gouvernement achète un certain nombre d'exemplaires du cadastre abrégé de la cité de *Québec*, soit renvoyé au comité conjoint de la bibliothèque.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à une heure et demie, samedi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 24 Janvier 1874.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu, aujourd'hui, la résignation de *Firmin Dugas*, écuyer, membre pour la division électorale de *Montcalm*, laquelle est lue comme suit :

MONTCALM, 20 janvier 1874.

A l'Honorable *J. G. Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne par la présente mon siège comme représentant du comté de *Montcalm*, dans la Législature de la Province de *Québec*.

J'ai l'honneur d'être,

Avec une haute considération

Votre tout dévoué serviteur,

FIRMIN DUGAS.

JEAN-BTE. LEBLANC, } Témoins.
L. E. CLOUTIER. }

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de lancer un nouveau bref pour l'élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour la division électorale de *Montcalm*, en remplacement de *Firmin Dugas*, écuyer, qui a résigné son siège.

L'Honorable M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné cette partie de la pétition du Sergent-d'Armes, qui se plaint de l'extravagance qui existe dans son département, qui lui a été renvoyée par Votre Honorable Chambre, et recommande, qu'à l'avenir, on ne dispose à titre de don, à qui que ce soit, d'aucun effet mobilier appartenant à la Chambre du Parlement; mais que les effets dont on n'aura pas besoin, soient vendus par encan, sur l'ordre, par étrit, de l'Orateur de la Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Bellerose*, secondé par l'Honorable M. *Trudel*,

Le second rapport du comité des dépenses contingentes est, avec la permission de la Chambre, retiré, et le rapport suivant lui est substitué.

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes et dépenses de cette Chambre.

Que le sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve le dit rapport marqué A, qui est ci-annexé, et demande à Votre Honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

A.

Au Comité des Dépenses Contingentes,

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les comptes des dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, ainsi que les pièces justificatives qui les accompagnent, pour les treize mois écoulés au premier de novembre dernier, et qu'il les a trouvés corrects, et a été satisfait de la manière dont ces comptes sont tenus par le comptable de la Chambre.

Votre sous-comité désire attirer l'attention du comité général sur la grande augmentation des dépenses de la Chambre, durant les treize derniers mois.

Le montant des dépenses pour les différents services, était de \$87,901.21, pour l'année écoulée au 31 octobre 1872, et celle des treize mois écoulés au 30 novembre 1873, de \$115,805.53, y compris l'augmentation des salaires accordés aux employés, par la Chambre, pour dix mois seulement de l'année dernière.

Les principaux items sur lesquels on trouve une augmentation, sont les salaires des officiers, la papeterie, les impressions, la reliure, et les services divers.

L'augmentation des dépenses d'impression et de reliure, est certainement très-frappante.

On a beaucoup remarqué l'augmentation dans les frais d'impression et de la reliure.

Il faut cependant remarquer que dans les dépenses d'impression, il a été payé dans le cours de l'année, un montant considérable pour de l'impression qui avait été fait l'année dernière, et qui, à vrai dire, ne devrait pas être porté sur les comptes de cette année.

Il est important, que les services de chaque année soient payés pendant l'année durant laquelle les dits services sont rendus, de manière que l'on puisse faire, avec plus de précision, des états comparatifs des dépenses qui dépendent de la Législature.

Votre sous-comité désire attirer l'attention des chefs des différents départements de la Chambre et de ses bureaux, sur le haut montant qui a été payé pour annonces dans les journaux, ameublement de bureaux, frais de port et télégrammes.

Il devient nécessaire que ces départements soient surveillés, car on y remarque, chaque année, une augmentation graduelle de dépenses, qu'on ne devrait pas y rencontrer, à moins d'une nécessité absolue.

Votre sous-comité recommande qu'avant de faire aucun changement dans la disposition de l'édifice ou dans son ameublement, il soit fait par les chefs des Départements une requisition par écrit au Commissaire des Travaux Publics.

Votre sous-comité suggère aussi, qu'il soit fait des recommandations au gouvernement fédéral, pour que les droits de douane sur la papeterie et les livres importés pour la Chambre d'Assemblée, soient remis, et que tous les Documents Parlementaires, Rapports des Départements, Statuts, Journaux et Appendices, soient transportés en toutes saisons de l'année par le Département des Postes, *franco*.

J. G. ROBERTSON,
N. M. LECAVALIER,
P. BACHAND,

} Comité.

L'Honorable M. Trudel, du comité conjoint des deux Chambres nommée pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné avec le plus grand soin, article par article, tous les comptes de

la bibliothèque et les pièces justificatives, pour l'année qui vient de finir, et qu'il les a trouvés parfaitement tenus et bien exacts ;

Qu'il a recommandé au bibliothécaire de payer toutes les dettes avant d'acheter de nouveaux ouvrages, et de ne dépenser, à l'avenir, jamais plus que l'allocation ;

Qu'il a pris connaissance des listes de livres perdus ou sortis de la bibliothèque depuis longtemps, et prié le bibliothécaire de faire la plus grande diligence pour retrouver ou faire rendre ces volumes ;

Qu'il a aussi autorisé le bibliothécaire à refuser l'entrée de la bibliothèque aux personnes qui retiennent des livres, malgré les avertissements donnés, plus de trois mois.

Qu'il croit opportun de ne permettre à personne, si ce n'est aux membres de la Législature, de toucher aux livres placés sur les rayons de la bibliothèque, chacun pouvant consulter le catalogue et s'adresser aux officiers de la bibliothèque, pour avoir les livres dont il a besoin ;

Que deux douzaines d'exemplaires des Journaux, Appendices et Statuts de Québec devraient être données à la bibliothèque, tant pour les échanges que pour l'usage de la Chambre, et que ces documents devraient être adressés directement au bibliothécaire.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements, qu'il soumet humblement à Votre Honorable Chambre :

Bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village *Richelieu*, dans le comté de *Rouville*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, et les divers actes qui l'amendent.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans les second et troisième rapports du comité permanent des dépenses contingentes.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions temporaires concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Le bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente juin 1874 et le trente juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public, est, en conformité de l'ordre, lu une troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant les chemins de fer, étant lu ;

Et la question étant proposée que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Bellingham*, secondé par M. *Paupore*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " les dites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender la dixième clause en y ajoutant les mots suivants :

" Que les souscriptions au Stock ou subventions, sous la forme de *bonus*, votées,

par les municipalités de comté, de paroisse et de village, ci-dessous mentionnées, pour venir en aide à la compagnie du chemin de fer de Colonisation du nord, savoir :

Le comté de Pontiac.....	\$150,000
“ “ d'Ottawa.....	200,000
“ “ Sainte-Thérèse.....	25,000
“ “ Saint-Jérôme.....	25,000
“ “ Lachute.....	25,000
“ “ Saint-André.....	25,000
“ “ Village de Sainte-Scholastique.....	10,000

Formant en tout la somme de..... 460,000

seront comprises dans les premières hypothèques sur le chemin, les terres et autres propriétés et biens réels et personnels de la dite compagnie, soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée que le rapport soit maintenant reçu ;

L'Honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après “que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots “cette Chambre regrette que l'on n'ait pas compris l'importance du chemin de fer du Sud-Est et celle du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et les grands services que ces chemins de fer sont destinés à rendre au pays, et que l'on n'ait pas mis ces deux compagnies sur le même pied que celles indiquées dans la première des dites résolutions,” soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

Le Conseil Législatif consent à la conférence demandée au sujet des amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé : “Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*, et il enverra des membres pour rencontrer les délégués nommés par l'Assemblée Législative, à quatre heures et demie P. M. aujourd'hui, dans la Chambre de conférence No. 2, au Conseil Législatif, et que les membres nommés par leurs Honneurs sont les Honorables MM. de *Boucherville, Starnes, Fraser, de Léry et Ferrier*, lesquels rencontreront les délégués de l'Assemblée Législative à l'heure indiquée.

Et ensuite il s'est retiré.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

A l'heure fixée les membres choisis par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil Législatif à une conférence au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : “Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*,” se sont rendus à la conférence, et étant de retour ;

M. *Malhiot* fait rapport qu'ils ont assisté à la conférence et qu'ils ont remis aux délégués du Conseil Législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas concouru dans les dits amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : “Acte pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture des travaux publics,” auquel il demande le concours de cette Chambre.

De plus, le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : “Acte pour permettre à la compagnie graphique d'émettre du stock privilégié.”

Bill intitulé : “Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de *Waterloo et Magog*.”

Sur motion de l'Honorable M. *Quimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre reprend les débuts sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question, Que le rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant les chemins de fer soit maintenant reçu, lequel amendement était que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots cette Chambre regrette que l'on n'ait pas compris l'importance du chemin de fer du Sud-Est et celle du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et les grands services que ces chemins de fer sont destinés à rendre au pays, et que l'on n'ait pas mis ces deux compagnies sur le même pied que celles indiquées dans la première des dites résolutions," soient mis à la place.

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*, en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées, et aussi pour autoriser la dite corporation à emprunter cinquante et une mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la cour du Recorder de la cité.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'association dite La Congrégation des Hommes de Notre-Dame des *Trois-Rivières*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Méthot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Méthot* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Malhiot*, secondé par M. *Langelier*,

Ordonné, Que le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, rapporté aujourd'hui du comité permanent des bills privés, soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Méthot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a séparément examiné le bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal* et le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* et qu'il a fait des amendements à chacun de ces bills.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour diminuer le nombre des termes de la cour de session générale de la paix dans les districts de *Québec* et de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le sixième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, et ce pour l'année 1873. (Documents de la Session, No. 5.)

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question, que le rapport du comité de toute la Chambre, sur certaines résolutions concernant les chemins de fer soit maintenant reçu, lequel amendement était que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "cette Chambre regrette, que l'importance de la compagnie du chemin de fer du Sud-Est, et celle de la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*, et les services importants que ces chemins sont destinés à rendre au pays, n'aient pas été appréciés; et que les dites deux compagnies n'ont pas été placées sur le même pied que celles qui sont mentionnées dans la première des dites résolutions," soient substitués à leur place.

Et l'amendement étant de nouveau proposé;

M. *Pelletier* (*Bellechasse*), secondé par M. *Langelier*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots suivants soient ajoutés à la fin d'icelui: "et de plus, cette Chambre regrette que l'immense importance du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* n'ait pas été appréciée à sa juste valeur."

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs :

Bisson,
De Beaujeu,
Joly,

Laframboise,
Langelier,
Laroche,

Marchand,
Molleur,

Pelletier, (Belle-
chasse),—9

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,

Bellerose,

Chapleau. (Sol. Gén.),

Dorion,

Eddy,

Fortin,

Gagnon,

Garneau,

Gérin,

Houde,

Irvine. (Proc.-Gén.),

Lalonde,

LaRoque,

LeCavalier,

Locke,

Lynch,

Malhiot,

McGauvran,

Méthot,

Ouimet,

Picard,

Robertson,

Roy,

Sylvestre

Trudel et

Verreault.—26.

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bisson,
De Beaujeu,
Joly,*

*Laframboise,
Langelier,
Locke,*

*Lynch,
Marchand,
Molleur, et*

*Pelletier, (Belle-
chasse).—10.*

CONTRE :

Messieurs

*Beaubien,
Bellerose,
Chapleau (Sol.-Gén.),
Dorion,
Eddy,
Fortin,
Gagnon,*

*Garneau,
Gérin,
Houde,
Irvine (Proc.-Gén.),
Lalonde,
Larochelle,*

*LaRoque,
LeCavalier,
Malhiot,
McGawran,
Méthot,
Ouimet,*

*Poupore,
Robertson,
Roy,
Sylvestre,
Trudel, et
Verreault.—25.*

Ainsi il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu ;

Sur motion de l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*,

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Les résolutions sont de nouveau proposées.

Et la Chambre, continuant de siéger en comité jusqu'après minuit, dimanche matin,

Dimanche, 25 janvier 1874.

1. *Résolu*. Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, concernant le changement du subside y mentionné, et sujet en outre aux conditions, restrictions et dispositions ci-après mentionnées, à accorder une aide provinciale au lieu de l'aide spécifiée dans le dit acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents piastres, pour chaque mille de chemin de fer continu et non interrompu, sans aucun octroi additionnel, pour les ponts, à chacune des compagnies suivantes, savoir :

Le chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean* ;
Le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* ;
Le chemin de fer du sud-est, pour la partie d'icelui appartenant autrefois au chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Yamaska* ;
Le chemin de fer de *Phillipsburg*, *Farnham* et *Arthabaska* ;
Le chemin de fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire* ;
Le chemin de fer de la frontière de *Québec* ;
Le chemin de fer de *Quebec* et du *Nouveau-Brunswick* ;
Le chemin de fer International de *Saint-François* et *Mégantic* ;
Le chemin de fer de la Compagnie de la *Baie-des-Chaleurs* ;
Le chemin de fer de *Sherbrooke*, des *Cantons de l'Est* et de *Kennébec* ;
Le chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*, et la ligne d'embranchement du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*.

2. *Résolu*, Que toute somme d'argent déjà payée par le gouvernement de cette Province à une des Compagnies de chemin de fer sus-nommées, en vertu de l'acte mentionné dans la section précédente, ou en vertu de tout autre acte passé en amendement d'icelui, sera considérée comme ayant été payée à telle compagnie, à titre d'à compte et sera déduite de l'aide ou subside en surplus qu'autrement elle aurait eu droit d'avoir, en vertu du présent acte.

3. *Résolu*, Que nonobstant toute disposition contenue dans l'acte de 1869, passé pour l'encouragement de chemins à lisses de colonisation, le Lieutenant-Gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra néanmoins, lorsqu'il aura été établi qu'une compagnie travaille activement à la construction de son chemin, lui accorder pour chaque vingt-cinq milles du dit chemin complétés, une partie de la dite subvention ou aide provinciale, proportionnée, quant au montant, à la longueur du chemin ainsi parachevé.

4. *Résolu*, Que la Compagnie du chemin de fer de *Sorel et Chambly*, et celle des cantons du sud-est, auront la somme de mille piastres par mille pour toute longueur de chemin qui leur appartenait avant la fusion des dites compagnies de chemin de fer respectivement avec d'autres chemins de fer, conformément à la loi passée à ce sujet.

5. *Résolu*, Qu'aucune des compagnies de chemin de fer ci-après nommées, n'aura de droit à une aide, qu'en autant que le, ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, elle aura signifié par écrit, au secrétaire de la Province, qu'elle abandonne ses droits à tout octroi de terres antérieurement accordé à la dite compagnie, en vertu d'un acte quelconque de cette Province, et qu'elle accepte le subside ou l'aide accordée par les présentes, savoir :

Le chemin de fer de *Québec au Lac Saint-Jean* ;

Le chemin de fer de l'*International de Saint-François et de Mégantic* ;

Le chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* ;

Le chemin de fer de *Québec et du Nouveau-Brunswick*.

6. *Résolu*, Qu'aucune des différentes compagnies de chemin de fer mentionnées dans la première des résolutions précédentes, sauf et excepté celles qui sont mentionnées dans la dernière résolution avant la présente, qui, le premier jour de novembre prochain, ne sera pas organisée entièrement et de bonne foi, en vertu de son acte d'incorporation, et qui n'aura pas, au dit jour dix milles de chemin de fer nivelé, et parfaitement prêts à recevoir la pose des rails, n'aura droit à aucun octroi, en vertu de la première résolution, mais au contraire, en autant que le dit chemin sera concerné, l'octroi y mentionné sera sans efficacité ni effet.

7. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder, sous forme de prêt à la Compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord de *Montréal*, pour construire un chemin de fer de *Montréal à Aylmer*, des bons ou débentures de la Province, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent cinquante-et-un mille trois cent soixante-six piastres, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, sous telles formes, pour tels montants, et sujettes à telles dispositions, en ce qui les concerne, qui lui paraîtront les plus propres à sauvegarder les intérêts publics.

8. *Résolu*, Que la dite compagnie auroit au dit prêt, aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer devra être complété et mis en opération entre *Montréal* et *Aylmer*, le premier jour de mai mil huit cent soixante et seize, dans toute sa longueur, à l'entière satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. Le dit chemin de fer devra entrer en communication avec le chemin de fer de la Rive Nord de *Québec à Montréal*, au point qui a été ou qui sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans comprendre dans ce tiers, le directeur ou les directeurs *ex-officio* représentant les municipalités, et nulle cité, nulle ville ou nulle municipalité ne

seront représentées par un plus grand nombre de directeurs que ne le sera le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

4. La compagnie, le ou avant le premier jour de mai, mil huit cent soixante-quatorze, devra signifier par écrit au secrétaire de la Province, qu'elle abandonne tous ses droits à l'octroi de terres, spécifiés dans la cinquième section de l'acte de cette Province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, et dans la troisième section, également de l'acte de cette Province, trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, excepté la part que la dite compagnie, dans la portion du dit octroi de terres décrit dans la cédula du dit acte, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, comme étant le block A, et qu'elle accepte l'octroi ou le prêt accordé par le présent acte. Dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter tel octroi ou prêt et qu'elle aura signifié son intention à cet effet, elle sera considérée comme renonçant et elle renoncera de fait à toutes réclamations pour l'octroi de terres mentionné dans les dits actes, excepté comme ci-dessus stipulé.

5. La compagnie, en recevant les bons ou débentures de la Province ou une partie quelconque d'iceux, donnera en échange des débentures de la compagnie, portant intérêt à six pour cent, pour un montant égal et correspondant.

6. Tel montant du stock capital de la dite compagnie devra avoir été souscrit, en sus du montant déjà souscrit, ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par les municipalités, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et au moins dix pour cent sur tel stock additionnel, devront, de bonne foi, avoir été payés à la compagnie.

9. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, lorsqu'il sera établi que la dite compagnie travaille activement à la construction de son chemin, accorder à la dite compagnie, dès que vingt-cinq milles du dit chemin auront été complétés, et pour chaque vingt-cinq milles subséquents, une partie de l'octroi ou du prêt provincial, proportionnée à la longueur du chemin parachevé.

10. *Résolu*, Qu'après la mise en force du présent acte, et après que la dite compagnie aura accepté le prêt susdit, aux conditions ci-dessus mentionnées, la dite compagnie pourra, en outre, entreprendre et s'obliger à n'émettre sur ses bons et débentures aucune somme excédant celle qui pourra être fixée et déterminée à l'avenir par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

11. *Résolu*, Que la compagnie en recevant les bons ou débentures de la province, ou une part quelconque d'iceux, devra donner en échange des dits bons ou débentures ou de partie d'iceux, les bons de la compagnie pour un montant égal et correspondant, payable dans trente ans et portant intérêt à six pour cent, lesquels bons resteront entre les mains du gouvernement comme sureté collatérale pour le prêt fait à la dite compagnie par les présentes. Mais dès que la dite compagnie sera en possession des bons ou débentures de seconde classe, ces dits bons de seconde classe seront livrés au gouvernement comme susdits et pour un montant égal. Et dans l'un et l'autre cas, le prêt fait par le gouvernement à la compagnie en vertu des présentes, tant en principal qu'en intérêts, devra prendre rang après la souscription du stock actuellement faite ou qui sera faite à l'avenir par des corporations municipales et les dividendes et profits sur icelui et avant toutes souscriptions privées de stock et les dividendes qu'elles pourront donner.

12. *Résolu*, Pourvu que cette partie de la ligne du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, reliant Aylmer à Deep River (Rivière Creuse) aura été définitivement tracée, et que la compagnie aura fourni une preuve satisfaisante de leur diligence à travailler à la construction du chemin, le ou avant le premier jour de mil huit cent soixante et quinze, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la dite compagnie, sous forme de prêt, des bons ou débentures de la province, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, en telles formes, pour tels montants et sujet à telles dispositions en ce qui les concernent, qu'il pourra juger convenables. Le dit prêt devra être fait, pour un montant égal et correspondant, par mille, et sous les termes et conditions ci-dessus spécifiés relativement à cette portion du dit chemin de fer reliant Montréal à Aylmer.

13. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer de la rive-nord, pour la construction du chemin de fer de la rive-nord, de Québec à Montréal, et le chemin des *Grandes Piles* et l'établissement d'une ligne de steamers sur le *Saint-Maurice*, ainsi qu'il en est fait mention dans l'acte de la ci-devant province du *Canada*, intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer et de navigation du *Saint-Maurice*," et au moyen d'un prêt, la somme de un million deux cent quarante-huit mille six cent trente-quatre piastres, et le paiement de cet octroi ou de ce prêt sera fait en bons ou en débetures de la province, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à émettre, de telle manière et pour tels montants, et sujet à telles dispositions par rapport aux dits bons et aux dites débetures qui seront jugés conformes à l'intérêt public.

14. *Résolu*, Que la compagnie aura droit au dit prêt aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer sera complété et mis en opération, à l'entière satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le *Saint-Maurice* sera également mis en opération. Le Lieutenant-Gouverneur pourra cependant, s'il le juge convenable, et quand il sera constaté que la dite compagnie est activement engagée dans la construction de son chemin, lui accorder, par chaque vingt-cinq milles de chemin qui sera terminé, une partie du dit prêt dont le montant sera proportionné à la longueur du dit chemin parachevé.

2. La compagnie devra, le ou avant le premier jour de mai de l'année mill huit cent soixante et quatorze informer le secrétaire de la province de l'acceptation par elle de tel prêt au lieu de l'octroi de terres auquel elle aurait autrement eu droit en vertu de l'acte de cette province trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, intitulé : "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer y mentionnés" excepté la part de la dite compagnie dans cette portion du dit octroi de terres décrites dans la cédule du dit acte, comme étant le block A. ; et dans et par telle signification elle abandonnera, et sera censée abandonner toute réclamation à tel octroi de terres, et elle y renoncera et sera censée y renoncer, excepté la dite part ou portion du bloc A.

3. La compagnie, en échange et en retour de tous bons provinciaux ou débetures à elle accordés, par les dispositions du présent acte, donnera ses propres bons ou débetures, pour des montants semblables ; et tous tels bons ou toutes telles débetures seront rachetables dans trente années, à compter de leur date, et ils porteront intérêt au taux de six pour cent par année, et nulle de ces débetures ne sera d'une somme moindre que cent piastres.

4. Que quatre pour cent au moins devront être payés sur tout stock souscrit et non annulé par le bureau des directeurs, sans y comprendre toutefois le stock souscrit par les municipalités.

15. *Résolu*, Qu'après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par la dite compagnie du prêt ci-devant mentionné, aux conditions ci-devant posées, la dite compagnie pourra émettre ses bons ou débetures, pour telle somme qui pourra être ci-après fixée et déterminée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et pas une autre ou une plus forte somme quelconque, nonobstant toute loi à ce contraire, et la dite somme ainsi fixée et déterminée sera prélevée, sujette aux formes et aux dispositions de la sous-section onze de la clause neuvième de l'acte des chemins de fer, comprise dans les statuts refondus du *Canada*, chapitre soixante-six, qui devra s'appliquer à tel prêt.

16. *Résolu*, Que pour assurer le paiement intégral des bons, débetures et autres garanties qui seront émis par la dite compagnie, tant en raison de l'emprunt autorisé par la section précédente que pour les débetures provinciales et en échange d'icelles qui seront octroyées en vertu de cet acte, le chemin, les terres et les biens meubles et immeubles de la dite compagnie seront engagés et hypothéqués, dans l'ordre et de la manière qui suivent, savoir :

1. En faveur de toutes les personnes qui seront porteurs de bons ou de débetures

tures émis par la compagnie, en vertu de la résolution précédente, lesquels bons et débentures seront ci-après connus comme nommés " Premiers bons privilégiés de la Compagnie du chemin de fer du Nord. "

2. En faveur de la corporation de la cité de *Québec*, et de toutes les autres municipalités, qui ont souscrit pour le montant du capital souscrit, et le dividende sur icelui n'excédant pas sept pour cent, par an, pour le montant du stock qu'elle a ou qu'elles ont souscrit.

3. En faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux qu'il aura échangés contre les bons et les débentures de la compagnie, en vertu des dispositions du présent acte.

17. *Résolu*, Que chacune des voies principales des dits chemins de fer seront de première classe, et seront acceptées comme telles par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur rapport du Bureau Provincial du chemin de fer.

18. *Résolu*, Que nonobstant toute chose à ce contraire contenu dans les précédentes résolutions, il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la preuve satisfaisante que la compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord de *Montréal*, ou la compagnie du chemin de fer du Nord, ont fait des arrangements financiers et définitifs ou des contrats, de bonne foi, pour la construction de leurs propres lignes de chemin, et que les travaux de la dite construction sont visiblement en voie de progrès, d'avancer, de temps à autre, à l'un ou à l'autre des dites compagnies de chemin de fer, sur l'octroi ou le prêt susdits qu'elles ont droit d'obtenir, en vertu du dit acte, une somme d'argent, dans une telle proportion, vis-à-vis du montant total de l'octroi autorisé, par les présentes, que les progrès des travaux et les garanties prises par les compagnies, pour s'assurer que le chemin sera complété et que le gouvernement en conseil se croira justifiable de l'accorder.

19. *Résolu*, Que les débentures mentionnées dans les résolutions précédentes, qui seront émises par le gouvernement, seront payables en (30) trente ans de leur date, et porteront un intérêt de cinq pour cent par année.

Il sera du devoir du trésorier de la province de mettre de côté, un pour cent par année sur ces débentures, pour former un fonds d'amortissement du principal d'icelles, quand elles deviendront payables.

Résolutions tel que de nouveau amendées à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

Et alors la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et quart dimanche matin, s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 26 Janvier 1874.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *François Normandin* et autres, de la paroisse de *Sainte-Geneviève de Batiscan*, comté de *Champlain* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Champlain*.

Deux pétitions du Révérend *W. Richardson* et autres, de *Saint-Malachie*;—du Révérend *John W. Jenkins*, bachelier ès arts, clerc de l'Eglise d'Angleterre, et autres,

—de *Thomas Fitzgerald* et autres,—de *James McClintock* et autres, toutes du township de *Cranbourn*, et de *John Brennan* et autres, du township de *Frampton* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. *Malhiot* fait rapport du bill pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Malhiot* fait aussi rapport du bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie d'omnibus et de transport de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer *The Western Hospital of Montreal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Trudel* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de *Richelieu*, dans le comté de *Rouville* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de cette Province, 34 Vic. chap. 57, intitulé : "Acte pour incorporer *The Women's Hospital of Montreal*," et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport qu'é le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. *Bellerose*, du comité de toute la Chambre, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les chemins de fer, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*. Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil sujet aux conditions et restrictions contenues dans l'acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, concernant le changement du subside y mentionné, et sujet en outre aux conditions, restrictions et dispositions ci-après mentionnées, à accorder une aide provinciale au lieu de l'aide spécifiée dans le dit acte de 1869, passé pour venir en aide à la construction des chemins à lisses de colonisation, jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents piastres, pour chaque mille de chemin de fer continu et non interrompu, sans aucun octroi additionnel, pour les ponts, à chacune des compagnies suivantes, savoir :

Le chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean* ;

Le chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec* ;

Le chemin de fer du sud-est, pour la partie d'icelui appartenant autrefois au chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Yamaska* ;

Le chemin de fer de *Phillipsburg*, *Farnham* et *Arthabaska* ;

Le chemin de fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire* ;

Le chemin de fer de la frontière de *Québec* ;

Le chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick* ;

Le chemin de fer International de *Saint-François* et *Mégantic* ;

Le chemin de fer de la Compagnie de la *Baie-des-Chaleurs* ;

Le chemin de fer de *Sherbrooke*, des *Cantons de l'Est* et de *Kennébec* ;

Le chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*, et la ligne d'embranchement du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*.

2. *Résolu*, Que toute somme d'argent déjà payée par le gouvernement de cette Province à une des Compagnies de chemin de fer sus-nommées, en vertu de l'acte mentionné dans la section précédente, ou en vertu de tout autre acte passé en amendement d'icelui, sera considérée comme ayant été payée à telle compagnie, à titre d'à compte et sera déduite de l'aide ou subside en surplus qu'autrement elle aurait eu droit d'avoir, en vertu du pré-ent acte.

3. *Résolu*, Que nonobstant toute disposition contenue dans l'acte de 1869, passé pour l'encouragement de chemin à lisses de colonisation, le Lieutenant-Gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra néanmoins, lorsqu'il aura été établi qu'une compagnie travaille activement à la construction de son chemin, lui accorder pour chaque vingt-cinq milles du dit chemin complétés, une partie de la dite subvention ou aide provinciale, proportionnée, quant au montant, à la longueur du chemin ainsi parachevé.

4. *Résolu*, Que la Compagnie du chemin de fer de *Sorel* et *Chambly*, et celle des cantons du sud-est, auront la somme de mille piastres par mille pour toute longueur de chemin qui leur appartenait avant la fusion des dites compagnies de chemin de fer respectivement avec d'autres chemins de fer, conformément à la loi passée à ce sujet.

5. *Résolu*, Qu'aucune des compagnies de chemin de fer ci-après nommées, n'aura de droit à une aide, qu'en autant que le, ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-quinze, elle aura signifié par écrit, au secrétaire de la Province, qu'elle abandonne ses droits à tout octroi de terres antérieurement accordé à la dite compa-

gnie, en vertu d'un acte quelconque de cette Province, et qu'elle accepte le subside ou l'aide accordée par les présentes, savoir :

Le chemin de fer de *Québec* au *Lac Saint-Jean* ;

Le chemin de fer de l'*International de Saint-François* et de *Mégantic* ;

Le chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* ;

Le chemin de fer de *Québec* et du *Nouveau-Brunswick*.

6. *Résolu*, Qu'aucune des différentes compagnies de chemin de fer mentionnées dans la première des résolutions précédentes, sauf et excepté celles qui sont mentionnées dans la dernière résolution avant la présente, qui, le premier jour de novembre prochain, ne sera pas organisée entièrement et de bonne foi, en vertu de son acte d'incorporation, et qui n'aura pas, au dit jour dix milles de chemin de fer nivelé, et parfaitement prêts à recevoir la pose des rails, n'aura droit à aucun octroi, en vertu de la première résolution, mais au contraire, en autant que le dit chemin sera concerné, l'octroi y mentionné sera sans efficacité ni effet.

7. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder, sous forme de prêt à la Compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord de *Montréal*, pour construire un chemin de fer de *Montréal* à *Aylmer*, des bons ou débentures de la Province, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent cinquante-et-un mille trois cent soixante-six piastres, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, sous telles formes, pour tels montants, et sujettes à telles dispositions, en ce qui les concerne, qui lui paraîtront les plus propres à sauvegarder les intérêts publics.

8. *Résolu*, Que la dite compagnie aura droit au dit prêt, aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer devra être complété et mis en opération entre *Montréal* et *Aylmer*, le premier jour de mai mil huit cent soixante et seize, dans toute sa longueur, à l'entière satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. Le dit chemin de fer devra entrer en communication avec le chemin de fer de la Rive Nord de *Québec* à *Montréal*, au point qui a été ou qui sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera un tiers des directeurs de la compagnie, sans comprendre dans ce tiers, le directeur ou les directeurs *ex-officio* représentant les municipalités, et nulle cité, nulle ville ou nulle municipalité ne seront représentées par un plus grand nombre de directeurs que ne le sera le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

4. La compagnie, le ou avant le premier jour de mai, mil huit cent soixante-quatorze, devra signifier par écrit au secrétaire de la Province, qu'elle abandonne tous ses droits à l'octroi de terres, spécifiés dans la cinquième section de l'acte de cette Province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, et dans la troisième section, également de l'acte de cette Province, trente-six Victoria, chapitre quarante-deux, excepté la part que la dite compagnie, dans la portion du dit octroi de terres décrit dans la cédule du dit acte, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, comme étant le block A, et qu'elle accepte l'octroi ou le prêt accorde par le présent acte. Dans le cas où la compagnie se déciderait à accepter tel octroi ou prêt et qu'elle aura signifié son intention à cet effet, elle sera considérée comme renonçant et elle renoncera de fait à toutes réclamations pour l'octroi de terres mentionnée dans les dits actes, excepté comme ci-dessus stipule.

5. La compagnie, en recevant les bons ou débentures de la Province ou une partie quelconque d'iceux, donnera en échange des débentures de la compagnie, portant intérêt à six pour cent, pour un montant égal et correspondant.

6. Tel montant du stock capital de la dite compagnie devra avoir été souscrit, en sus du montant déjà souscrit, ou qui pourra, à l'avenir, être souscrit par les municipalités, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil considérera comme juste et raisonnable, et au moins dix pour cent sur tel stock additionnel, devront, de bonne foi, avoir été payés à la compagnie.

9. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos,

lorsqu'il sera établi que la dite compagnie travaille activement à la construction de son chemin, accorder à la dite compagnie, dès que vingt-cinq milles du dit chemin auront été complétés, et pour chaque vingt-cinq milles subséquents, une partie de l'octroi ou du prêt provincial, proportionnée à la longueur du chemin parachevé.

10. *Résolu*, Qu'après la mise en force du présent acte, et après que la dite compagnie aura accepté le prêt susdit aux conditions ci-dessus mentionnées, la dite compagnie pourra, en outre, entreprendre et s'obliger à n'émettre sur ses bons et débentures, aucune somme excédant celle qui pourra être fixée et déterminée à l'avenir par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

11. *Résolu*, Que la compagnie en recevant les bons ou débentures de la province, ou une part quelconque d'iceux, devra donner en échange des dits bons ou débentures ou de partie d'iceux, les bons de la compagnie pour un montant égal et correspondant, payable dans trente ans et portant intérêt à six pour cent, lesquels bons resteront entre les mains du gouvernement comme sureté collatérale pour le prêt fait à la dite compagnie par les présentes. Mais dès que la dite compagnie sera en possession des bons ou débentures de seconde classe, ces dits bons de seconde classe seront livrés au gouvernement comme susdits et pour un montant égal. Et dans l'un et l'autre cas, le prêt fait par le gouvernement à la compagnie en vertu des présentes, tant en principal qu'en intérêts, devra prendre rang après la souscription du stock actuellement faite ou qui sera faite à l'avenir par des corporations municipales et les dividendes et profits sur icelui et avant toutes souscriptions privées de stock et les dividendes qu'elles pourront donner.

12. *Résolu*, Pourvu que cette partie de la ligne du chemin de fer de colonisation du nord de *Montréal*, reliant *Aylmer* à *Deep River* (*Rivière Creuse*) aura été définitivement tracée, et que la compagnie aura fourni une preuve satisfaisante de leur diligence à travailler à la construction du chemin, le ou avant le premier jour de juin mil huit cent soixante et quinze, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la dite compagnie, sous forme de prêt, des bons ou débentures de la province, qu'il est par les présentes autorisé à émettre, en telles formes, pour tels montants et sujet à telles dispositions en ce qui les concernent, qu'il pourra juger convenable. Le dit prêt devra être fait, pour un montant égal et correspondant, par mille, et sous les termes et conditions ci-dessus spécifiés relativement à cette portion du dit chemin de fer reliant *Montréal* à *Aylmer*.

13. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder à la compagnie du chemin de fer de la rive-nord, pour la construction du chemin de fer de la rive-nord, de *Québec* à *Montréal*, et le chemin des *Grandes Piles* et l'établissement d'une ligne de steamers sur le *Saint-Maurice*, ainsi qu'il en est fait mention dans l'acte de la ci-devant province du *Canada*, intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer et de navigation du *Saint-Maurice*," et au moyen d'un prêt, la somme de un million deux cent quarante-huit mille six cent trente-quatre piastres, et le paiement de cet octroi ou de ce prêt sera fait en bons ou en débentures de la province, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est par le présent acte autorisé à émettre, de telle manière et pour tels montants, et sujet à telles dispositions par rapport aux dits bons et aux dites débentures qui seront jugés conformes à l'intérêt public.

14. *Résolu*, Que la compagnie aura droit au dit prêt aux conditions suivantes seulement :

1. Le dit chemin de fer sera complété et mis en opération, à l'entière satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, et la navigation à vapeur sur le *Saint-Maurice* sera également mise en opération. Le Lieutenant-Gouverneur pourra cependant, s'il le juge convenable, et quand il sera constaté que la dite compagnie est activement engagée dans la construction de son chemin, lui accorder, par chaque vingt-cinq milles de chemin qui sera terminé, une partie du dit prêt dont le montant sera proportionné à la longueur du dit chemin parachevé.

2. La compagnie devra, le ou avant le premier jour de mai de l'année mil huit cent soixante et quatorze informer le secrétaire de la province de l'acceptation par

elle de tel prêt au lieu de l'octroi de terres auquel elle aurait autrement eu droit en vertu de l'acte de cette province trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer y mentionnés" excepté la part de la dite compagnie dans cette portion du dit octroi de terres décrites dans la cédule du dit acte, comme étant le block A.; et dans et par telle signification elle abandonnera, et sera censée abandonner toute réclamation à tel octroi de terres, et elle y renoncera et sera censée y renoncer, excepté la dite part ou portion du bloc A.

3. La compagnie, en échange et en retour de tous bons provinciaux ou débentures à elle accordés, par les dispositions du présent acte, donnera ses propres, bons ou débentures, pour des montants semblables; et tous tels bons ou toutes telles débentures seront rachetables dans trente années, à compter de leur date, et ils porteront intérêt au taux de six pour cent par année, et nulle de ces débentures ne sera d'une somme moindre que cent piastres.

4. Que quatre pour cent au moins devront être payés sur tout stock souscrit et non annulé par le bureau des directeurs, sans y comprendre toutefois le stock souscrit par les municipalités.

15. *Résolu*, Qu'après la mise en force du présent acte, et l'acceptation par la dite compagnie du prêt ci-devant mentionné, aux conditions ci-devant posées, la dite compagnie pourra émettre ses bons ou débentures, pour telle somme qui pourra être ci-après fixée et déterminée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et pas une autre ou une plus forte somme quelconque, nonobstant toute loi à ce contraire, et la dite somme ainsi fixée et déterminée sera prélevée, sujette aux formes et aux dispositions de la sous-section onze de la clause neuvième de l'acte des chemins de fer, comprise dans les statuts refondus du Canada, chapitre soixante-six, qui devra s'appliquer à tel prêt.

16. *Résolu*, Que pour assurer le paiement intégral des bons, débentures et autres garanties qui seront émis par la dite compagnie, tant en raison de l'emprunt autorisé par la section précédente que pour les débentures provinciales et en échange d'icelles qui seront octroyées en vertu de cet acte, le chemin, les terres et les biens meubles et immeubles de la dite compagnie seront engagés et hypothéqués, dans l'ordre et de la manière qui suivent, savoir :

1. En faveur de toutes les personnes qui seront porteurs de bons ou de débentures émis par la compagnie, en vertu de la résolution précédente, lesquels bons et débentures seront ci-après connus comme nommés "Premiers bons privilégiés de la Compagnie du chemin de fer du Nord."

2. En faveur de la corporation de la cité de Québec, et de toutes les autres municipalités, qui ont souscrit pour le montant du capital souscrit, et le dividende sur icelui n'excédant pas sept pour cent, par an, pour le montant du stock qu'elle a ou qu'elles ont souscrit.

3. En faveur du gouvernement de cette province, pour le montant des bons provinciaux qu'il aura échangés contre les bons et les débentures de la compagnie, en vertu des dispositions du présent acte.

17. *Résolu*, Que chacune des voies principales des dits chemins de fer seront de première classe, et seront acceptées comme telles par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur rapport du Bureau Provincial du chemin de fer.

18. *Résolu*, Que nonobstant toute chose à ce contraire contenu dans les précédentes résolutions, il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur la preuve satisfaisante que la compagnie de chemin de fer de la colonisation du Nord de Montréal, ou la compagnie du chemin de fer du Nord, ont fait des arrangements financiers et définitifs ou des contrats, de bonne foi, pour la construction de leurs propres lignes de chemin, et que les travaux de la dite construction sont visiblement en voie de progrès, d'avancer, de temps à autre, à l'une ou à l'autre des dites compagnies de chemin de fer, sur l'octroi ou le prêt susdits qu'elles ont droit d'obtenir, en vertu du dit acte, une somme d'argent, dans une telle proportion, vis-à-vis du montant total de l'octroi autorisé, par les présentes, que les progrès des

travaux et les garanties prises par les compagnies, pour s'assurer que le chemin sera complété et que le gouvernement en conseil se croira justifiable de l'accorder.

19. *Résolu*, Que les débentures mentionnées dans les résolutions précédentes, qui seront émises par le gouvernement, seront payables en (30) trente ans de leur date, et porteront un intérêt de cinq pour cent par année.

Il sera du devoir du trésorier de la province de mettre de côté, un pour cent par année sur ces débentures, pour former un fonds d'amortissement du principal d'icelles, quand elles deviendront payables.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première et les suivantes, jusqu'à la troisième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quatrième résolution étant lue une seconde fois ;

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, la dite résolution est amendée en retranchant les mots "*Sorel et Chambly*" dans la première ligne d'icelle et mettant à la place les mots "*Montréal, Chambly et Sorel*."

La dite résolution ainsi amendée est adoptée.

La cinquième résolution et les suivantes, jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La huitième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, secondé par l'Honorable M. *Fortin*, propose, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots, "la dite résolution soit amendée en insérant après le mot "*Aylmer*" dans la quatrième ligne d'icelle, les mots "aussi bien que l'embranchement du dit chemin depuis *Sainte-Thérèse de Blainville* jusqu'au village de *Saint-Jérôme*," soient mis à la place.

M. *Bellingham*, secondé par M. *Lynch*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement que les mots et "l'embranchement depuis *La Chute* jusqu'à *Saint-André*," soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Résolu, Que la dite résolution soit amendée en insérant après le mot "*Aylmer*," dans la quatrième ligne d'icelle, les mots "aussi bien que l'embranchement du dit chemin depuis *Sainte-Thérèse de Blainville* jusqu'au village de *Saint-Jérôme*."

La dite résolution, ainsi amendée, est alors adoptée.

La neuvième et les suivantes, jusqu'à la onzième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La douzième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. *Bellingham*, secondé par M. *Lynch*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "la dite résolution soit amendé en ajoutant après *Rivière Creuse (Deep River)*, dans la seconde ligne, les mots "et l'embranchement depuis *La Chute* jusqu'à *Saint-André*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La dite résolution est alors adoptée.

La treizième résolution étant lue une seconde fois ;

Sur motion de M. *Mathiot*, secondé par l'Honorable M. *Bellerose*, elle est amendé en ajoutant après le mot "chemin," dans la treizième ligne, les mots "depuis la cité des *Trois-Rivières* jusqu'aux" et effaçant le mot "des" avant le mot "Grandes" et en ajoutant à la fin de la dite résolution les mots "pourvu que le Lieutenant-Gou-

verneur retienne toujours sur la dite subvention un montant suffisant pour assurer la construction entière du chemin depuis la cité des *Trois-Rivières* jusqu'aux *Grandes Piles*, et l'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur sur le *Saint-Maurice*."

La dite résolution, telle qu'amendée, est alors adoptée.

La quatorzième résolution et les suivantes, jusqu'à la dix-septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La dix-huitième résolution étant lue une seconde fois ;

Sur motion de M. *Malhiot*, secondé par l'Honorable M. *Bellerose*, la dite résolution est amendée en ajoutant à la fin d'icelle les mots " mais rien dans cette résolution ne pourra en aucune manière affecter le proviso contenu dans la treizième résolution."

La dite résolution, telle qu'amendée, est alors adoptée.

La dix-neuvième résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain, et les résolutions rapportées aujourd'hui du comité de toute la Chambre concernant les chemins de fer sont renvoyées au dit comité.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

Le Conseil Législatif consent à la conférence demandée au sujet des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*," et il enverra des membres de cette Chambre pour rencontrer les délégués de l'Assemblée Législative, à cinq heures P. M. aujourd'hui, dans la Chambre de conférence No. 3, du Conseil Législatif, et les membres nommés par le Conseil Législatif sont les Honorables MM. *Beaubien*, *LeMaire*, *Dionne*, *Bryson* et *Beaudry*, lesquels rencontreront les délégués de l'Assemblée Législative à l'heure fixée.

Et ensuite il se retire.

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que demain il y ait deux séances de la Chambre, la première commençant à 11 heures A. M., et se terminant à 1 heure P. M., et la seconde à 3 heures P. M.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette Province, étant lu ;

L'Honorable M. le Procureur-Général *Irvine*, secondé par l'Honorable M. *Ouimet*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera de nouveau aujourd'hui en le dit comité.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

A l'heure indiquée, les députés nommés par cette Chambre pour rencontrer les délégués nommés par le Conseil Législatif à une conférence au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au bill intitulé : " Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec," se sont rendus à la conférence ;

Et étant de retour, M. *Marchand* fait rapport qu'ils ont assisté à la conférence et qu'ils ont remis aux délégués du Conseil Législatif la raison pour laquelle cette Chambre n'a pas concouru dans les dits amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender l'acte concernant les magistrats de district en cette Province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

La question étant proposée que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la première section la sous section suivante :

4. " Pourvu que le nombre des magistrats de district n'excède pas, en aucun temps, le nombre actuel, excepté dans le cas où il serait nécessaire d'en nommer un pour les *Iles de la Magdeleine*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un nouvel amendement.

Et la question étant proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Malhiot*, secondé par l'Honorable M. *Bellerose*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant la clause suivante :

La Cour des Magistrats, siégeant dans la cité des *Trois-Rivières*, aura juridiction dans tout le district des *Trois-Rivières*, à l'exception du comté de *Maskinongé*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Verreault* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec 1869 est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gérin* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gérin* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender la loi concernant le droit d'appel à la Cour du Banc de la Reine est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Et la question étant proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux public," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, à sa première séance demain.

Le bill pour diminuer le nombre des termes de la cour de session générale de la paix dans les districts de *Québec* et de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat, étant lu ;

M. *Lynch*, secondé par M. *Locke*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau (Sol.-Gén.),</i>	<i>Houde,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Irvine (Proc.-Gén.),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Trudel.—19.</i>
<i>Garneau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>McGauvran,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy, et</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Ouimet,</i>	<i>Verreault.—11.</i>
<i>Laframboise,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier (Bellechasse),</i>	

Ainsi la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Trudel* fait rapport du bill en conséquence.

Et la question étant proposée, que les amendements soient maintenant lus une seconde fois, la chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant proposée, que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour expliquer la quatrième section de l'acte trente-cinq Victoria, chapitre seize est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill, intitulé : "Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés."

Bill, intitulé : "Acte pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de *Grantham* et *Upton*."

Bill, intitulé : "Acte pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'*Iberville* à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure."

Bill, intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire*."

Bill, intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*."

Bill, intitulé : "Acte pour constituer en corporation "La société de bienfaisance mutuelle du service civil de *Québec*."

Bill, intitulé : "Acte passé pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de *Sainte-Basile-le-Grand*."

Bill, intitulé : "Acte incorporant la compagnie manufacturière de fer et d'acier d'*Ottawa*, [limitée]."

Aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer l'association des dentistes de la Province de *Québec*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la ville de *Salaberry*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la compagnie de chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal Chambly* et *Sorel*, et autorisant la fusion des

dites compagnies et pour d'autres fins," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : *Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, Edouard Bégin, comme notaire.*

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "*Acte pour incorporer l'association des dentistes de la Province de Québec,*" lesquels sont lus comme suit :

Page 1, clause 2, ligne 18, après le mot "*Québec,*" retrancher le mot "et" même ligne après le mot "*Montréal,*" ajouter les mots "et *Edmond Casgrain, de Québec.*"

Page 1, clause 4, ligne 32 et 33, retrancher les mots "premier lundi de novembre," et insérer les mots "second mardi de juillet."

Page 2, clause 11, ligne 42, après le mot "l'espace," retrancher les mots "d'un an," et insérez les mots "de trois ans."

Même clause, ligne 46, après le mot "engagées," insérez les mots "et sur paiement des honoraires."

Même clause, ligne 48, après le mot "l'espace," retrancher les mots "d'un an," et insérez les mots "de trois ans."

Page 3, clause 13, ligne 15 et 16, retrancher les mots "son apprentissage," et insérez les mots "sa cléricature."

Page 3, clause 17, ligne 48, après le mot "pays," retrancher les mots "ces personnes ne pourront recouvrer devant aucune cour de justice aucune somme," et insérez les mots suivants : "il sera passible d'une conviction sommaire devant deux ou plusieurs juges de paix pour chaque offense et il sera passible sur cette conviction d'une amende n'excédant pas cent dollars avec les frais, à défaut de paiement sera recouvrée au moyen d'une exécution et si les effets saisis ne sont pas suffisants pour payer la dite amende, le défendeur sera passible d'être emprisonné dans la prison commune du district, dans les limites duquel la conviction sera obtenue pour une période n'excédant pas soixante jours, à moins que la dite amende avec les frais et les frais subséquents ne soient payés auparavant, ces personnes ne pourront recouvrer devant aucune cour de justice aucune somme."

Page 4, ligne 2 et 3, retrancher les mots "d'une des fonctions habituelles et ordinaires," et insérez les mots "de la pratique."

Page 4, clause 19, ligne 8, après le mot "privilèges," insérez les mots "et exceptions."

Page 4, la clause 20 est retranchée.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "*Acte pour incorporer la Ville de Salaberry,*" lesquels sont lus comme suit :

Dans le titre du bill après le mot "ville," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*" insérer les mots "de *Valleyfield.*"

Page 1, clause 1, ligne 13, après le mot "ville," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*" insérer les mots "de *Valleyfield.*"

Page 1, clause 1, ligne 27, après le mot "traites," insérer les mots "pourvu toujours que le nom "*Salaberry,*" quand il sera employé seul, pourra suffire à toutes fins que de droit."

Page 1, clause 2, ligne 28 après le mot "ville," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*" insérer les mots "de *Valleyfield.*"

Page 2, clause 2, ligne 3, après le mot "tête" insérer le mot "du."

Page 2, clause 3, ligne 19, après le mot "ville," retrancher le mot "de" après le mot "*Salaberry,*" insérer les mots "de *Valleyfield.*"

Page 2, clause 3, ligne 21, après le mot "ville," retrancher le mot "de" après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 2, clause 3, ligne 24 et 25, après le mot "ville," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 2, clause 4, ligne 26 et 27, après le mot "ville," retrancher le mot "de" après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 2, clause 4, section 3, ligne 38, avant le mot "*Salaberry*," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*" insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 5, clause 8, ligne 5, après le mot "ville," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 5, clause 8, section 2, ligne 12, après le mot "à," retrancher le mot "quatre," et insérer le mot "cinq."

Page 6 clause 9, section 6, après le mot "ville" retranchez le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 6, clause 9, section 3, ligne 41, après le mot "ville" retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 8, clause 11, ligné 4, après le mot "ville" retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 9, clause 15, ligne 1, après le mot "contestation" insérer les mots suivants "sera régie."

Page 9, ligne 37, clause 21, après le mot "ville" retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 11, clause 23, ligne 47, après le mot "ville," retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 12, section 26, ligne 34, après le mot "ville" retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Même page, même clause, ligne 39, après le mot "ville," retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 16, clause 34, section 12, retrancher entièrement cette section.

Page 16, la section 13 devient la section 12; la section 14 devient la section 13; la section 16 devient la section 14; la section 17 devient la section 15; la section 18 devient la section 16; la section 19 devient la section 17; la section 20 devient la section 18; la section 22 devient la section 19; la section 23 devient la section 20.

Page 17, la section 24 devient la section 21; la section 25 devient la section 22; la section 26 devient la section 23; la section 27 devient la section 24; la section 28 devient la section 25.

Page 18, la section 29 devient la section 26; la section 30 devient la section 27; la section 31 devient la section 28.

Page 20, la clause 40 devient la clause 38.

Page 21, les clauses 41, 42, 43, 44, 45, deviennent les clauses 39, 40, 41, 42 et 43.

Page 22, les clauses 46, 47, 48 et 49 deviennent les clauses 44, 45, 46 et 47.

Page 23, la clause 50 devient la clause 48.

Page 24, les clauses 51, 52 et 53 deviennent les clauses 49, 50 et 51.

Page 21, clause 44, ligne 19, après le mot "ville," retrancher le mot "de" et après le mot "*Salaberry*," insérer les mots "*de Valleyfield*."

Page 23, clause 49, ligne 8, après le mot "*Beauharnois*," insérer les mots "ou s'il n'y a pas de papiers nouvelle dans le dit district, dans ceux du district le plus voisin."

Page 24, clause 52, ligne 40 et 41, après le mot "ville," retrancher le mot "de," et après le mot "*Salaberry*" insérer les mots "*de Valleyfield*."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans les dits amendements, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le

Conseil Législatif, au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chap. 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et autorisant la fusion des dites compagnies et pour d'autres fins, lesquels sont lus comme suit :

Page 3, clause 4, ligne 13, après les mots "*Saint-Armand*" retranchez les mots "à l'ouest de la ligne provinciale passant," et remplacez les par les mots "est" à la ligne provinciale passant."

Page 4, ligne 24, les lignes suivantes deviennent la clause onzième.

"11° Le présent acte deviendra en force immédiatement après sa sanction."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *Edouard Bégin* comme notaire, lesquels sont lus comme suit :

Page 1, préambule, ligne 14, après le mot "mai" ajouter les chiffres "1870."

Préambule, ligne 23, après le mot "notariat" ajouter les mots "attendu que la dite Chambre des notaires, recommande qu'une telle autorisation lui soit accordée."

Clause 1, après le mot "notaire" à la cinquième ligne de la dite clause ajouter les mots "est autorisée à admettre le dit *Edouard Bégin* à pratiquer comme notaire."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. *Langelier*, secondé par M. *Joly*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1. Copie de toute correspondance et autres documents produits par certaines personnes se prétendant propriétaires, à titre héréditaire ou autrement, du territoire vulgairement connu sous le nom de seigneurie de *Mingan*.

3. Copie de toute demande faite au gouvernement par d'autres personnes désirant acquérir le dit territoire, des procédés du Conseil Exécutif sur les demandes de ces diverses parties, et de sa décision ou jugement sur l'affaire.

3. Copie du titre de propriété donné en conséquence de telle décision avec les noms de tous les acquéreurs, le prix, les conditions de paiement.

De plus, un état indiquant les sommes qui ont été payées à compte du dit prix.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

1. Copie de l'application de *R. Thibault*, pour une limite de 575 milles carrés, située sur la *Rivière Gatineau*.

2. Copie de l'Ordre en Conseil octroyant la dite limite au dit *R. Thibault*.

3. Copie de la licence expédiée en vertu du dit Ordre en Conseil.

4. Copie de la lettre informant le dit *R. Thibault*, de l'octroi de la dite limite.

5. Copie de la correspondance entre le gouvernement et certaines personnes qui ont prétendu avoir droit à la dite limite.

6. Copie de l'entrée dans les livres du Département des Terres de la Couronne indiquant le montant et la date du dépôt fait par le dit *R. Thibault*, avant d'obtenir la dite licence.

Sur motion de M. *Malhiot*, secondé par M. *LeCavalier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre

un état de salaire actuel des employés du Département des Terres de la Couronne, et le montant du salaire des dits employés lors de la Confédération des Provinces.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin,

Mardi, 27 Janvier 1874.

Sur motion de M. *Langelier*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le montant qui a été payé sur le prêt aux incendies de Québec depuis le 1er juillet 1867, distinguant ce qui a été payé pour capital, de ce qui a été payé pour intérêts ; le montant qui restait dû sur le dit prêt, le 1er janvier 1874, distinguant ce qui est dû en capital et ce qui est dû en intérêts, et indiquant les personnes qui le doivent et ce que doit chacune d'elles.

Copie de tous Ordres en Conseil tant du gouvernement de la ci-devant Province du Canada, que de celui de la Province de Québec, ainsi que copie de toute correspondance avec les dits gouvernements au sujet du dit prêt.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et quart, mardi matin, s'ajourne jusqu'à onze heures aujourd'hui.

Mardi, 27 Janvier 1874.

Onze heures A. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour pourvoir à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemins de fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lynch* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre que leurs Honneurs désirent avoir une nouvelle conférence au sujet des raisons offertes par les conférenciers de l'Assemblée Législative, à la dernière conférence à l'égard des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec," et a nommé les Honorables MM. *Archambeault*, de *Boucherville*, *Ferrier* et *Fraser*, qui rencontreront les conférenciers de l'Assemblée Législative aujourd'hui, à midi, dans la Chambre No. 3 du Conseil Législatif.

Et ensuite il se retire.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

A l'Honorable *J. G. Blanchet*, Orateur de l'Assemblée Législative,

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette Province, demain, à deux heures P. M.

Je suis, M. l'Orateur,

Votre obéissant serviteur,

ED. CARON.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif, pour informer leurs Honneurs que cette Chambre consent à la nouvelle conférence demandée par le Conseil Législatif au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec," et que les délégués de cette Chambre seront les mêmes que ceux qui ont été nommés pour la première conférence, lesquels rencontreront les délégués du Conseil Législatif aujourd'hui, à l'heure et au lieu fixés pour tenir cette nouvelle conférence.

Ordonné, Que M. *Marchand* porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

À l'heure fixée, les membres choisis par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil Législatif, à une nouvelle conférence au sujet des amendements faits par leurs Honneurs au bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec," se sont rendus à la conférence.

Et étant de retour,

M. l'Orateur communique à la Chambre la résolution suivante comme résultat de la conférence.

Résolu, Que l'inconvénient signalé par l'Assemblée Législative, dans la conférence d'hier pouvant être remédié par l'autorité qui nomme les Conseillers Législatifs, cette Chambre ne voit aucune raison de restreindre les prérogatives de la Couronne, et insiste sur son amendement au bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de Québec."

Sur motion de l'Honorable M. *Ouimet*, secondé par M. *McGauvran*, la résolution adoptée par cette Chambre comportant le refus d'adopter les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour établir des dispositions spéciales à

l'égard de la Législature de la Province de *Québec*," est rescindée, et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Trois heures P. M.

Ordonné, Que la pétition du Très-Révérend *Théophile Charaux*, Supérieur Général de la Mission des Révérends Pères Jésuites en *Canada*, demandant que les biens possédés autrefois par les Jésuites leur soient restitués, soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'Honorable *M. Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur :—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 26 janvier 1874, demandant un état indiquant le salaire actuel de chaque employé du département des terres de la couronne, et le montant du salaire des dits employés lors de la confédération. (Documents de la Session, No. 11).

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 8 janvier 1874, demandant copie de tous les papiers, documents et enquêtes se rapportant à l'accusation portée contre *M. Edmond Blagdon*, geôlier de la prison de *Kamouraska*, et la correspondance entre le gouvernement de la Province de *Québec* et le gouvernement Fédéral au sujet de la nomination du dit *M. Edmond Blagdon*, comme gardien de phare. (Documents de la Session, No. 23.)

M. Joly, secondé par *M. Langelier*, propose, et la question étant mise aux voix, "Que cette Chambre a appris avec peine la mort de *Pierre Cauchon*, conducteur des malles, qui a été tué samedi dernier, à la traverse de *Bennett*, sur la ligne du Grand-Tronc, par le train mixte, en descendant de la station de *Richmond* à la *Pointe Lévis*.

"Que le gouvernement mérite la censure la plus sévère, pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour prévenir cet accident, surtout d'après ce qui est arrivé l'hiver dernier, quand *M. Petry* fut tué au même endroit et de la même manière ; et après l'avertissement solennel donné par les grands jurés, dans leur rapport à la Cour du Banc de la Reine, siégeant à *Québec*, en novembre dernier," la Chambre se divise, et la question est résolu dans la négative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement ;

Bill intitulé : "Acte incorporant la bourse de commerce de *Montréal*," (*The Montreal Stock Exchanged*.)

Bill intitulé : "Acte amendant les actes relatifs aux magistrats de district et aux cours de magistrat dans cette Province."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour étendre les limites de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*, dans le comté de *Terrebonne*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte pour refondre et amender les actes concernant le Notariat."

Bill intitulé : "Acte divisant la municipalité des *Isles de la Magdeleine* en trois municipalités locales districts."

Bill intitulé : "Acte incorporant la compagnie d'omnibus et de transfert de *Montréal*."

Bill intitulé : Acte passé pour amender l'acte de cette province 34 Vict., chap. 57, intitulé : "Acte pour incorporer *The Women's Hospital of Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'association dite, la congrégation des hommes de *Notre-Dame des Trois-Rivières*."

Bill intitulé : "Acte pour expliquer la quatrième section de l'acte 35 Vict., chap. seize."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869."

Bill intitulé : "Acte pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant le droit d'appel à la Cour du Banc de la Reine."

Bill intitulé : "Acte pour diminuer le nombre des termes de la cour de session générale de la paix, dans les districts de *Québec* et de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pourvoyant à accorder de l'aide à certaines compagnies de chemins de fer."

Aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville de *Longueuil*," avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville de la *Rivière-du-Loup*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville de *Longueuil*," lesquels sont lus comme suit :

Page 31, clause 121, la sous-section 6 devient 5.

Page 36, clause 140, ligne 50, après le mot "pour" insérez les mots "l'octroi du certificat pour"

Page 36, sous-section 12, ligne 1, retrancher les mots "pourvu qu'en aucun cas, elle ne soit moindre que celle qui est maintenant payable par icelle par les lois existantes."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Ville de la *Rivière-du-Loup*," lesquels sont lus comme suit :

Partout où les mots "la *Rivière-du-Loup*" se présenteront, les retrancher et insérer à leur place le mot "*Fraserville*."

Page 15, à partir de la clause 32, cette clause devient la clause 30, et ainsi de suite jusqu'à la clause 48.

Page 18, clause 38, sous-section 7, ligne 24, après le mot "de" retranchez le mot "trois" et insérez le mot "cinq."

Page 22, clause 40, ligne 47, après la première sous-section 3, numéroté 4 et ainsi de suite pour le reste des sous-sections de cette clause.

Page 26, section 45, ligne 36, après le mot "délinquants" retrancher les mots "et à défaut de meubles suffisants les dits délinquants pourront être emprisonnés pour une période n'excédant pas trente jours."

Page 27, la section 47 est retranchée et la clause 48 devient la clause 46, et ainsi de suite.

Page 35, clause 64, ligne 5, après le mot "cour" insérez les mots "et telles pénalités ou amendes imposées par tout règlement du Conseil formeront partie des fonds de la dite ville."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. *Ouimet*, l'un des membres de l'Honorable Conseil Exécutif de

la Province de *Québec*, présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 26 janvier 1874, demandant :

1. Copie de l'application de *R. Thibault*, pour une limite de 575 milles carrés, située sur la *Rivière Gatineau*.
2. Copie de l'Ordre en Conseil octroyant la dite limite au dit *R. Thibault*.
3. Copie de la licence expédée en vertu du dit Ordre en Conseil.
4. Copie de la lettre informant le dit *R. Thibault* de l'octroi de la dite limite.
5. Copie de la correspondance entre le gouvernement et certaines personnes qui ont prétendu avoir droit à la dite limite.
6. Copie de l'entrée dans les livres du département des terres de la couronne indiquant le montant et la date du dépôt fait par le dit *R. Thibault* avant d'obtenir la dite licence. (Documents de la Session, No. 24.)

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales, expirant le trente de juin 1874, et le trente de juin 1875, et pour d'autres fins du ressort du service public, sans amendement.

Aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec* en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées; et aussi, pour autoriser la dite corporation à emprunter cinquante-et-un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la cour du Recorder de la dite cité," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Nicolet*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des licences de *Québec*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des licences de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

10. La section deux de l'acte des licences de *Québec*, 34 Viet., chap. 2, est amendée en retranchant les mots suivants : "dans sa maison ou ses dépendances, ou dans un bâtiment, large, embarcation ou autre construction flottante ou amarrée dans une rivière, lac ou étendue d'eau, ou dans quelque maison, cabane, hutte ou autre bâtisse érigée sur la glace."

20. Le deuxième paragraphe de la section 153, du dit acte est amendé en insérant les mots "ou plusieurs" après le mot "deux" dans les première et quatrième lignes."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Ville de *Nicolet*," lesquels sont lus comme suit :

Page 1, clause 3, lignes 18 et 19, retrancher les mots "leur substituant" et insérer les mots "ajoutant à cette section."

Page 1, clause 3, ligne 19, après le mot "seulement" insérez les mots "pourvu

"que permission à cet effet soit accordée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil conformément aux articles 244 et 245 du code municipal de la Province de Québec."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, en imposant d'autres cotisations, droits et licences sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées ; aussi, pour autoriser la dite corporation à emprunter cinquante-et-un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'Acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la Cour du Recorder de la dite cité," lesquels sont lus comme suit :

Page 2, clause 3, ligne 1, après le mot "hangar" retrancher le mot "anse," et insérer le mot "foulons."

Page 4, clause 9, après les mots "par et" insérer le mot "lu."

Page 4, clause 11, ligne 34, après le mot "Québec" insérer le mot "est."

Page 4, clause 11, ligne 40, après les mots "Jacques-Cartier," retrancher les mots "lesquelles vingt milles piastres ne pourront toutefois être émises," et insérer les mots "la dépense desquelles vingt milles piastres ne pourra être autorisée."

Page 5, clause 14, ligne 29, après le mot "licences" insérer le mot "ainsi."

Même page, même clause, ligne 31, retrancher le mot "imposées" et insérer le mot "collectées."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif n'insiste pas sur l'amendement fait au bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières," (23 Victoria, chap. 133.)

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif.

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à onze heures A. M.

La Chambre s'ajourne alors.

Mercredi, 28 Janvier 1874.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendements :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la Société Sainte-Anne d'Assurance Mutuelle sur la Vie, de Saint-Joseph de Lévis."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer *The Western Hospital of Montreal*."

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour reviser et

refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent, lesquels sont lus comme suit :

Page 8, clause 14, ligne 34, après le mot "de" retrancher le mot "Conseiller," insérer le mot "Echevin."

Page 88, clause 192, ligne 2, après le mot "résolution," retranchez les mots "certains travaux," ou améliorations, dans les rues, places publiques ou carrés de la dite cité, tel que le passage en bloc de bois ou asphalte, ou toute autre composition pour paver, pour les trottoirs en pierre de taille, en pierre à dalles, en briques, ou pour le passage des rues, et insérez à leur place les mots "la construction de dalles en pierres ou trottoirs en asphalte, ou le nivellement des rues dans la dite cité."

Page 98, clause 224, ligne 13, après le mot "et" retrancher le mot "quinze," et insérer le mot "quatorze."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre, que les différentes sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills Privés, pour traduction, correction d'épreuves, etc., et maintenant entre les mains du greffier de la Chambre ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises aux chefs des traducteurs anglais et français, et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes d'argent, soit payé au Greffier du comité des Bills Privés, conformément aux règlements et à la pratique suivis à *Ottawa*.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que les documents concernant les *Isles de la Magdeleine*, soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné alors au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte amendant l'acte sanctionné le vingt-quatre décembre de l'année mil huit cent soixante-douze, intitulé : Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à liesses de *Lévis à Kennébec*.

Acte pour incorporer l'Orphelinat de *Saint-Hyacinthe*.

Acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires, à admettre, après examen, *Alphonse Guy*, comme Notaire.

Acte pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Jean* et ses divers amendements.

Acte pour ajouter certaines dispositions au Code de Procédure Civile, au sujet des brefs de saisie-arrêt, émis par la cour des commissaires.

Acte pour incorporer l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à *Quebec*.

Acte incorporant la compagnie des consommateurs de gaz de la cité et du district de *Montréal*, (*Consumers' Gas Company of the city and district of Montreal.*)

Acte pour remédier aux pertes causées par l'incendie du Palais de Justice de *Québec*.

Acte pour incorporer la compagnie industrielle et agricole de *Lotbinière*.

Acte pour amender l'acte d'incorporation du collège des *Trois-Rivières*, (23 Vict., chap. 133.)

Acte pour annexer une certaine partie du territoire du *Saint-Maurice* au district des *Trois-Rivières*, pour les fins judiciaires seulement.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de *Massawippi* et du Grand Tronc.

Acte pour incorporer l'institution catholique des Sourds-Muets pour la Province de *Québec*.

Acte incorporant la compagnie des omnibus de *Montréal*.

Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie du chemin à barrières de *Terrebonne*.

Acte amendant de nouveau l'acte incorporant la compagnie d'emmagasiner de *Montréal*.

Acte pour annexer au comté *Lotbinière*, pour les fins électorales et autres, la partie de la paroisse de *Saint-Narcisse de Beaurivage*, qui est actuellement en dehors du comté.

Acte incorporant la bourse du commerce de *Montréal*, (*The Montreal Stock Exchange*.)

Acte permettant à la compagnie graphique (*Graphic Company*), d'émettre du stock privilégié.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie de chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la Vallée des Rivières *Missisquoi* et *Noire*.

Acte incorporant la compagnie de fer et d'acier (limitée) d'*Ottawa*.

Acte passé pour faire disparaître toute incertitude concernant les limites de la paroisse de *Sainte-Basile-le-Grand*.

Acte pour étendre les limites de la municipalité du village de *Sainte-Thérèse de Blainville*, dans le comté de *Terrebonne*,

Acte pour constituer en corporation la société de bienfaisance mutuelle du service civil de *Québec*.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Nicolet*.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation de *Montréal* et des *Laurentides*.

Acte pour incorporer la ville de *Salaberry*.

Acte pour incorporer la société *Sainte-Anne* d'assurance mutuelle sur la vie, de *Saint-Joseph de Lévis*.

Acte amendant l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la compagnie de chemin de fer de jonction de *Missisquoi*, et amendant aussi l'acte 35 Victoria, chap. 29, incorporant la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*, et autorisant la fusion des dites compagnies, et pour d'autres fins.

Acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen *Edouard Hégin*, comme notaire.

Acte pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de *Grantham* et *Upton*.

Acte incorporant l'association des dentistes de la Province de *Québec*.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte pour autoriser les commissaires d'école de la ville d'*Iberville* à prélever une certaine somme pour l'érection d'une maison d'éducation commerciale supérieure.

Acte amendant l'acte des licences de *Québec*.

Acte pour diviser la municipalité des *Isles de la Magdeleine* en trois municipalités locales distinctes.

Acte pour incorporer la ville de *Longueuil*.

Acte pour incorporer la ville de la *Praserville*.

Acte pour incorporer l'Association de la Congrégation des Hommes de Notre-Dame des *Trois-Rivières*.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*, en imposant d'autres cotisations, droits et cens sur divers commerces et industries, et substituant dans certains cas de nouvelles taxes à celles déjà imposées, et aussi pour autoriser la dite corporation à emprunter cinquante et un mille piastres pour les fins y mentionnées, et aussi pour amender l'acte 24 Victoria, chapitre 26, relativement à la Cour du Recorder de la dite cité.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, et les divers actes qui l'amendent.

Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent.

Acte incorporant la compagnie d'omnibus et de transport de *Montréal*.

Acte passé pour amender l'acte de cette Province, 34 Victoria, chap. 57, intitulé : "Acte pour incorporer *The Women's Hospital of Montreal*."

Acte pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat.

Acte pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

Acte amendant les actes relatifs aux magistrats de district et aux cours de magistrat dans cette Province.

Acte pour expliquer la quatrième section de l'acte trente-cinq Victoria, chap. 16.

Acte pour faciliter la tenue des comptes de cens et rentes dans les seigneuries.

Acte pour amender l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869.

Acte pour diminuer le nombre des termes de la Cour de Session Générale de la Paix, dans les districts de *Québec* et *Montréal*.

Acte pour amender la loi concernant le droit d'Appel à la Cour du Banc de la Reine.

Acte pour incorporer *The Western Hospital of Montreal*.

Acte pourvoyant à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemin de fer.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un bill intitulé :

Acte pour octroyer à Sa Majesté, certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le trente de juin mil huit cent soixante et quatorze et le trente de juin mil huit cent soixante-quinze, et pour d'autres fins du ressort du service public, lequel je prie humblement Votre Excellence de vouloir sanctionner.

A ce Bill la Sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de prononcer le discours suivant aux deux Chambres.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'éprouve un grand plaisir à me voir en état de mettre un terme à vos travaux Législatifs, de vous permettre de retourner dans vos familles et de reprendre vos occupations ordinaires.

Cette session quoique relativement courte, a cependant produit plusieurs mesures importantes et qui, mises à exécution convenablement, ne manqueront pas de développer les ressources de notre Province et d'augmenter considérablement sa prospérité et le bonheur de ses habitants.

C'est au zèle et à l'application que vous avez déployés dans l'accomplissement de vos devoirs et à l'harmonie qui a généralement régné dans vos délibérations qu'est dû ce résultat dont je me réjouis et vous félicite.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous lui avez accordés il est de mon devoir et je m'efforcerai de faire en sorte qu'ils soient dépensés avec économie et pour le plus grand avantage de la Province.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

En vous faisant mes adieux et mes souhaits, je vous invite à contribuer, dans vos localités respectives, suivant vos moyens, par vos discours et vos exemples, à faciliter l'exécution et le bon fonctionnement des nouvelles lois que vous venez d'ajouter aux anciennes.

Alors, l'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur que ce Parlement Provincial soit prorogé jusqu'à lundi, le trentième jour de mars prochain, pour être alors ici tenu, et ce Parlement Provincial est, en conséquence, prorogé jusqu'à LUNDI, le TRENTIÈME jour de MARS prochain.

APPENDICE.

N° 1.—Rapport de l'Imprimeur de la Reine.

RAPPORT

DE

L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

A Son Excellence l'Honorable RÉNÉ-ÉDOUARD CARON,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

En conformité au statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence, le rapport suivant, au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette province, pour la session de 1872, et de la balance en mains de ceux des années précédentes, depuis la date du dernier rapport. Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires français des statuts ont été imprimés et trois mille cinq cents anglais.

Les cédules A, B, C, D, E et F, indiquent respectivement la distribution, les dépôts et ventes des statuts de 1868 à 1872 inclusivement, et la cédule G fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés comme acte de la Législature, la balance est le coût total des Statuts.

Le montant payé pour le transport, ne pouvant être ajouté au prix des dits statuts est mentionné séparément.

Le tout très-respectueusement soumis,

C. F. LANGLOIS,
Imprimeur de la Reine.

Québec, 4 décembre 1873.

DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1872.

	A.	F.
Gouverneur-Général	2	2
Cabinet Fédéral.....	10	3
Lieutenant-Gouverneur, Québec.....	2	2
Membres du Cabinet.....	7	7
Conseil Exécutif, Greffier.....	16	16
Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur.....	1	1
Juges, Banc de la Reine.....	5	5
A reporter	43	36

DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1872.—*Suite.*

	A.	F.
Rapporté.....	43	36
Juges, Cour Supérieure.....	19	19
Do Vice-Amirauté.....	1	1
Chambre des Juges.....	25	25
Juges des Sessions.....	2	2
Recorders.....	2	2
Magistrats de District.....	12	12
Conseil Législatif, Orateur.....	2	2
Do Membres.....	27	27
Assemblée Législative, Orateur.....	2	2
Do Membres.....	79	116
Greffier des Appels.....	1	1
Député do.....	1	1
Greffier, Cour de Vice-Amirauté.....	1	1
Shérifs.....	21	21
Protonotaires.....	21	21
Greffiers, Cours de Circuit.....	62	62
Régistrateurs.....	65	65
Greffiers de la Paix.....	3	3
Do Couronne.....	2	2
Sénat, Orateur.....	2	2
Do Membres.....	58	14
Chambre des Communes, Orateur.....	2	2
Do Membres.....	148	45
Conseil Législatif, Officiers, Québec.....	8	8
Do Bureaux, do.....	50	30
Assemblée Législative, do.....	16	16
Do Officiers, do.....	6	6
Greffier en Loi, Québec.....	3	3
Do en Chancellerie.....	2	2
Secrétaire de l'Orateur.....	1	1
Départements ministériels.....	8	8
Députés Chefs.....	8	8
Département de l'Agriculture, Québec.....	15	20
Auditeur des Comptes Publics.....	4	4
Départements, Ottawa.....	13	13
Greffier en Loi.....	1	
Imprimeur de la Reine.....	1	
Surintendant de la Police, Québec.....	1	1
Inspecteurs des Prisons.....	1	2
Corporations, cités et villes.....	15	15
Journaux.....	24	27
Officiers du Revenu de l'Intérieur.....	25	25
Inspecteurs d'Ecoles.....	8	20
Conseil de l'Instruction Publique.....	26	26
Do d'Agriculture.....	24	24
Etablissements d'Education.....	34	34
Municipalités de comté.....	18	47
Do rurales.....	121	475
A reporter.....	2082	1312

DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1872.—*Suite.*

	A.	F.
Rapporté.....	2082	1312
Cours de Commissaires.....	297	297
Magistrats qualifiés.....	775	1180
Bibliothèque du Parlement, Ottawa.....	4	2
Do Do Québec.....	10	10
Do du Barreau.....	4	4
Sociétés.....	6	6
Consuls.....	9	1
Clergé Catholique, Québec.....	2	149
Do Montréal.....	3	144
Do Ottawa.....		22
Do Rimouski.....		55
Do Saint-Hyacinthe.....		60
Do Trois-Rivières.....		74
Clergé Protestant.....	157	
Province d'Ontario.....	9	
Do Nouvelle-Ecosse.....	14	
Do Nouveau-Brunswick.....	12	
Do Manitoba.....	10	
Do Colombie.....	7	
Secrétaire Provincial, Québec.....	75	75
Angleterre et pays étrangers.....	8	2
Total.....	2443	3393

CÉDULE A.

Statuts de 1868.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains.....	852	791		
Renvoyés au bureau.....	28		880	791
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	38	27		
Ventes.....	1	7		
Mentionnés, renvoyés au bureau.....		3		
Balance en mains.....	841	754	880	791

CÉDULE B.

Statuts de 1869.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains.....	888	775		
Renvoyés au bureau.....	18	3	906	778
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	45	31		
Ventes.....	2	6		
Balance en mains.....	859	741	906	778

CÉDULE C.

Statuts de 1870 (1ère session).	F.	A.	F.	A.
Balance en mains.....	1012	983		
Renvoyés au bureau.....	2	3		
			1014	986
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	37	33		
Ventes.....	1	6		
Balance en mains.....	976	947	1014	986

CÉDULE D.

Statuts de 1870 (2me session).	F.	A.	F.	A.
Balance en mains.....			965	1103
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	128	40		
Mentionnés, renvoyés au bureau.....	17	3		
Ventes.....	3	9		
Balance en mains.....	817	1051	965	1103

CÉDULE E.

Statuts de 1871.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains.....			1178	998
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial...	140	63		
Mentionnés, renvoyés au bureau.....	19	4		
Ventes.....	2	7		
Dépôts.....		1		
Balance en mains.....	1017	923	1178	998

CÉDULE F.

Statuts de 1872.	F.	A.	F.	A.
Imprimés par ordre en Conseil.....	4500	3500		
Renvoyés au bureau.....	33	4		
			4533	3504
Distribution générale.....	3393	2443		
Do par ordre de l'Hon. Secrétaire.....	45	37		
Ventes.....	7	10		
Dépôts.....		21		
Balance en mains.....	1088	992	4533	3504

CÉDULE G.

	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Impression, reliure et distribution des Statuts de 1872.			
Payé à A. Côté, pour impression de 4500 Statuts français.....	2,638 83		
Payé à J. J. Foote, pour impression de 3500 Statuts anglais.....	2,076 91	4,715 74	
A déduire :			
Reçu pour impression de bills privés comme actes de la législature.....		326 51	4,389 23
Payé pour distribution et frais de port des Statuts.....	615 30		

INDEX

DU

SIXIÈME VOLUME.

37 VICTORIA, 1873-74.

ACTES DE CETTE PROVINCE :—Bill pour amender les—, 36 Vict., c. 52, 53 et 59 ; (L'Honorable M. Irvine) ; Présenté, 65. Renvoyé à un comité général, 120. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 131.

ACTION EN DOMMAGE :—Voir *Caution*.

ADRESSES :

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Arbitrage* :—Pour copies de toutes correspondances entre le Gouvernement Fédéral et ceux de Québec et Ontario, et de tous Ordres en Conseil du Gouvernement de Québec, concernant le partage de l'actif énuméré dans la quatrième cédula annexée à " l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, " depuis la dernière session du Parlement Fédéral, 23.
2. *Belle, C. E.* :—Pour copie de tous les documents concernant l'enquête sur la conduite de C. E. Belle, écuyer, agent d'immigration à Montréal ;—comprenant la commission et les instructions adressées à C. A. Leblanc, écuyer ;—le rapport du commissaire avec les témoignages qui l'accompagnent, et toute correspondance adressée à M. Belle ou reçue de lui, 29. Voir *Documents*, 3.
3. *Blagdon, Edmond* :—Pour copie de tous les papiers, documents et enquêtes se rapportant à l'accusation portée contre M. Edmond Blagdon, geôlier de la prison de Kamouraska, et la correspondance entre le Gouvernement de la province de Québec et le Gouvernement Fédéral au sujet de la nomination du dit M. Edmond Blagdon comme gardien de phare, 49. Voir *Documents*, 5.

ADRESSES—Suite.

4. *Bois* :—Pour un état indiquant les mesures adoptées par le Gouvernement, conformément aux dispositions de l'acte 29 Vict., chap. 53, intitulé : " Acte pour pourvoir à la conservation du bois, " et aux recommandations contenues dans le rapport du comité chargé de prendre en considération la question de la coupe des bois sur les terres publiques en date du 20 février 1868, 44.
5. *Carrier, C. W.* :—Pour copie de la correspondance entre le département des terres de la couronne et la corporation de Lévis, au sujet d'un certain lot de grève octroyé par Lettres-Patentes, en date du 17 mars dernier, à M. C. W. Carrier ; ainsi que copie de la patente accordée à M. C. W. Carrier pour le dit lot, 47. Voir *Documents*, 19.
6. *Chicoutimi et Saguenay* :—Pour copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement et l'Honorable Juge E. Taschereau, pendant l'année 1872, au sujet de la tenue des cours dans les districts de Chicoutimi et Saguenay, 60. Voir *Documents*, 8.
7. *Cimon, Horace* :—Pour un état indiquant le nombre d'actions portées devant le magistrat stipendiaire du district du Saguenay, Horace Cimon, écuyer, depuis l'époque de sa nomination jusqu'au 1er décembre dernier ; les endroits où ces jugements ont été rendus, les dépenses de voyage du dit magistrat, ses comptes produits pour chaque voyage et les montants payés, 36.
8. *Cour d'Appel* :—Pour copies de tous rapports ou correspondances échangées entre le Gouvernement de cette province ou aucun des membres du Gouvernement de cette province, et le Gouvernement Fédéral ou aucun des membres du Gouvernement Fédéral, relativement à l'organisation et à la constitution de la Cour d'Appel, 23. Voir *Documents*, 11.
9. *Cour Supérieure* :—Pour un tableau des causes intentées et jugées en l'année 1872, dans la cour supérieure, dans tous les districts judiciaires et dans la cour de circuit, pour compléter le tableau déjà publié dans la Gazette Officielle de Québec, page 310, dans lequel tableau sont omis les districts de Beauharnois, Bedford, Chicoutimi, Gaspé (comté), Richelieu et Trois-Rivières, 71.
10. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 13. Débats ; Débats ajournés, 14. Repris, 20. Motion adoptée, 20. Comité chargé de rédiger l'adresse ; Rapportée, 20. Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 22. Réponse, 33.
11. *Gugy, A.* :—Pour copie de la correspondance échangée entre A. Gugy, écuyer, et le Conseil Exécutif de cette province, concernant sa réclamation pour compensation des pertes par lui encourues par le dernier incendie du palais de justice de Québec, 39. Voir *Documents*, 13.
12. *Lebrun, C. M.* :—Pour copie d'une enquête faite en mai 1872 par M. le Shérif Hénault, contre M. C. M. Lebrun, Greffier de la cour de Sainte-Martine, et contre M. M. Gagnier, registrateur du comté de Châteauguay ; et aussi, toutes correspondances ou papiers relatifs à cette enquête et échangés entre le gouvernement et les particuliers, 58.

ADRESSES—*Suite*.

13. *Limites à Bois* :—Pour un état des limites à bois actuellement sous licences ; le dit état indiquant l'endroit où sont les limites, leur étendue, les noms des possesseurs, la date de l'octroi, distinction spéciale étant faite de celles vendues à l'encan et de celles concédées par vente privée, 23.
14. *Magistrats de District* :—Pour un état indiquant le nom, la date de la nomination de chacun des magistrats de district, le nombre de causes jugées par chacun d'eux, et aussi, un état indiquant le salaire et le montant détaillé réclamé par chacun d'eux pour leurs frais et dépenses de voyage dans leur district respectif, jusqu'au premier décembre courant ; ainsi qu'un rapport de toutes les pénalités, confiscations et amendes imposées par eux dans chaque cause, mentionnant la date, le lieu, à qui elles ont été payées, ou de quelle autre manière on en a disposé, 27. Voir *Documents*, 20.
15. *Mingan, Seigneurie de* :—
1. Copie de toute correspondance et autres documents produits par certaines personnes se prétendant propriétaires, à titre héréditaire ou autrement, du territoire vulgairement connu sous le nom de seigneurie de Mingan.
 2. Copie de toute demande faite au gouvernement par d'autres personnes désirant acquérir le dit territoire, des procédés du Conseil Exécutif sur les demandes de ces diverses parties, et de sa décision ou jugement sur l'affaire.
 3. Copie du titre de propriété donné en conséquence de telle décision avec les noms de tous les acquéreurs, le prix, les conditions de paiement.
De plus, un état indiquant les sommes qui ont été payées à compte du dit prix, 155.
16. *Montréal, Asile des Sourds-Muets Catholiques* :—Pour copies de toutes lettres adressées au gouvernement par les directeurs de l'Asile des Sourds-Muets à Montréal, 35. Voir *Documents*, 21.
17. *Motz, James* :—Pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et Félix Fortier, au sujet des lots de grève de James Motz, écuyer, accordés à Gagnon en 1859, et ensuite à L. Nadeau et à W. Carrier,—aussi, copie du plan de cette partie du havre de Québec qui comprend les lots de grève du dit James Motz, 94.
18. *Ottawa* :—Pour copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun membre d'icelui et toute autre personne concernant les plaintes portées contre le registrateur actuel du comté d'Ottawa, ou entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le dit registrateur concernant les dites plaintes, 94.
19. *Québec, Incendies de* :—Pour un état indiquant le montant qui a été payé sur le prêt aux incendies de Québec depuis le 1er juillet 1867, distinguant ce qui a été payé pour capital, de ce qui a été payé pour intérêts ; le montant qui restait dû sur le dit prêt, le 1er janvier 1874, distinguant ce qui est dû en capital et ce qui est dû en intérêts, et indiquant les personnes qui le doivent et ce que doit chacune d'elles, etc., etc., 156.

ADRESSES—Suite.

20. *Québec au Lac Saint-Jean* :—Pour copie du dernier rapport fait par M. l'arpenteur Casgrain, sur l'exploration du territoire à travers lequel a été tracé la ligne du chemin de fer projeté de Québec au Lac Saint-Jean, 47. Voir *Documents*, 27.
21. *Service Civil* :—Pour un état indiquant les noms des employés permanents du service civil dans chacun des départements, et ce, depuis le 24 février 1868 ; et aussi, un état indiquant les noms de ceux de ces employés qui ont obtenu le certificat du Bureau des Examineurs requis par l'acte 31 Vict., chap. 8, 71.
22. *Saint-Jean et Chambly* :—Pour copie de toutes correspondances échangées entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Local au sujet du transfert des casernes de Saint-Jean et de Chambly, pour l'installation de l'Hospice Provincial des aliénés actuellement établi à Saint-Jean, 29. Voir *Documents*, 6.
23. *Taché, chemin* :—Pour un état indiquant le nom et la résidence de ceux qui ont acheté des lots de terre sur le chemin Taché, depuis la date de son ouverture jusqu'au 5 août 1873 ;—les divers montants payés par chacun d'eux pour ces lots et la date des paiements ; et le nom et la résidence de ceux qui ont obtenu gratuitement des lots sur le dit chemin Taché durant la même période, 47.
24. *Terres de la Couronne* :—Pour un état de salaire actuel des employés du Département des Terres de la Couronne, et le montant du salaire des dits employés lors de la Confédération des Provinces, 156. Voir *Documents*, 30.
25. *Thibaudeau R.* :—
 1. Copie de l'application de R. Thibaudeau, pour une limite de 575 milles carrés, située sur la rivière Gatineau.
 2. Copie de l'ordre en conseil octroyant la dite limite au dit R. Thibaudeau.
 3. Copie de la licence expédiée en vertu dit ordre en conseil.
 4. Copie de la lettre informant le dit R. Thibaudeau de l'octroi de la dite limite.
 5. Copie de la correspondance entre le gouvernement et certaines personnes qui ont prétendu avoir droit à la dite limite.
 6. Copie de l'entrée dans les livres du Département des Terres de la Couronne indiquant le montant et la date du dépôt fait par le dit R. Thibaudeau, avant d'obtenir la dite licence, 155. Voir *Documents*, 31.
26. *Travaux de Colonisation* :—Pour un état des sommes appropriées depuis la dernière session jusqu'à ce jour dans les différentes divisions électorales de la province pour les travaux de colonisation et les ponts, 23. Voir *Documents*, 32.

AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :—

1. Rapport du Commissaire. Voir *Documents*, 1.
2. Bill pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics ; Du Conseil ; Lu, 136. Renvoyé à un comité général, 151. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 156. S. R., 164. (37 Vict., c. 5.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 26.
Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; quorum réduit à neuf membres, 38.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée Législative*.

AMENDEMENTS :—Voir *Questions*.

ARBITRAGE :—Voir *Adresses*, 1.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

1. Rapports des membres élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, 4.
2. La Chambre se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction d'un bill, 41. A la clôture de la session, 162.
3. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 9.

Réunions et ajournements de la Chambre :

4. Continue à siéger après minuit, 14, 66, 79, 110, 129, 132, 138, 156.
5. Siége le Samedi, 14, 55, 79, 129, 132.
6. Siége le dimanche, 138.
7. Ajourne pour un jour, 49.
8. Ajourne du vendredi, 19 décembre 1873, au 8 janvier 1874, 33.
9. Ajourne au lendemain à 11 h. A. M., 44, 156, 161.
10. Deux séances le même jour, 149.

ASSOMPTION, L'HOSPICE N.-D. DE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, SECTION DU DISTRICT DE QUÉBEC :—Pétition demandant de l'aide pour leur bibliothèque, 37.

BEAUCE :

1. Résignation de Christian-Henry Pozer, écuyer, 79. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 82.
2. Pétition demandant que le géglier de la prison commune du district de Beauce soit destitué, 45.
3. Pétitions demandant un juge résident pour le district de Beauce, 60, 75, 80.

BEAUHARNOIS :

1. Hôpital Saint-Joseph de :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 16.

2. Hôpital Saint-Joseph de :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

BEAURIVAGE :—Pétition demandant que la paroisse de—soit annexée au comté de Lotbinière, 41. Bill présenté, (M. Joly), 11. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 95. Par le Conseil, 125. S. R., 163. (37 Vict., c. 20.)

BEGIN, EDOUARD :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre après examen à la pratique du notariat, 45. Rapport de l'avis, 67. Bill présenté (M. Roy), 68. Renvoyé au comité des bills privés, 74. Rapporté, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 122. Par le conseil, avec des amendements, 153 ; Considérés et adoptés, 155. Honoraire remboursé, 131. S. R., 163. (37 Vict., c. 59).

BELLE, C. E. :—Voir *Adresses*, 2. *Documents*, 3.

BELLECHASSE :—Pétition pour détacher tout le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer à celui de Québec, 30. Bill présenté (M. Pelletier (Bellechasse)), 32. Ordre pour 2^e lecture ; Motion en amendement pour le renvoi de la 2^e lecture à trois mois ; Débats ; Ajournés, 51. Débats repris, 2^e lecture renvoyée à trois mois, sur division, 69.

Autres pétitions en faveur, 45, 48, 55, 59.

Pétitions contre, 59, 60, 70.

BERTHIER :—Académie de :—Pétition ; Demande d'aide, 75.

BETTERAVES :—Pétition demandant de l'aide pour l'établissement d'une fabrique de sucre de—, 92.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du :—10.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 26. Message envoyé au Conseil, 26. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 35. Membre ajouté, 40. Pétition de Jean Côté renvoyée à ce comité, 132. Rapport du comité conjoint, 133. Adopté, 134.

BILLS :

1. Deuxième lecture remise à trois mois, 69.

2. Motion pour le renvoi à un comité général à six mois, négative, 72.

3. Ordre pour la troisième lecture, déchargé ; Bill renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté et passé, 63.

4. Renvoyés à des comités généraux, 47, 54, 63, 69, etc.

BILLS—Suite

5. Renvoyés de nouveau à des comités généraux, 95, 108, 109, 118, etc.
6. Renvoyés à des comités spéciaux, 39, 115.
7. Passés sans être renvoyés à un comité, 151.
8. Lus les deuxième et troisième fois et passés de suite, 151.
9. Lu la deuxième fois, considéré en comité et passé le même jour, 120.
10. Considérés en comités, amendés et rapportés de suite, 61, 63, 69, 71, 72, etc.
11. Considérés en comité, rapportés, lus la troisième fois et passés à la même séance, 39, 58, 61, 63, 77, 83, 93, etc.
12. Bills retirés, 58, 106.
13. Bills refondus en un seul, 75.
14. Bills ré-imprimés, 110.
15. Honoraires sur bills remboursés, 63, 94, 131.
16. Préambule d'un bill non prouvé, 123.
17. Sanctionnés, 41, 162.
18. Amendés par le Conseil; Considérés et adoptés immédiatement, 108, 117, 152, 158, 160, 161.
19. Amendements du Conseil non adoptés, 122, 123.
20. Amendement du Conseil retiré, 161.
21. Bills du Conseil, 136.
22. 93^e règle, exigeant que les bills soient imprimés dans les deux langues avant une seconde lecture, suspendue, 82.

BILLS PRIVÉS :

1. Comité Permanent des divers bills privés nommé, 26. Premier rapport et réduction du quorum, 34. Quorum réduit à sept, 34. Autres rapports sur divers bills, 53, 56, 64, 68, 70, 76, 81, 92, 113, 116, 123, 134. Membres ajoutés, 47.
2. Bills renvoyés à ce comité, 38, 39, 42, 43, 44, 46, 59, 62, etc.
3. Prolongation du temps au sujet de la réception des rapports sur des bills privés, 34, 38.

BILLS PRIVÉS—Suite

4. Prolongation du temps au sujet de la réception des pétitions pour bills privés, 34, 38.
5. Prolongation du temps pour l'introduction des bills privés, 34, 38.
6. Appel de l'ordre du jour pour bills privés, et heure fixée pour cet appel certains jours, en vertu de la 19^{ème} règle, 65, 72, 77, 83, 121, 126, 136.
7. Rapport concernant la traduction, etc., des bills privés, 162.
8. Avis pour la considération des bills privés par les comités, limité à deux jours, 74.

BLAGDON EDMOND :—Voir *Adresses*, 3. *Documents*, 5.

BOIS, AGENTS ET MARCHANDS DE :—Motion pour la nomination d'un comité spécial chargé de s'enquérir des allégations faites contre certains—; amendement demandant que le gouvernement fasse mettre devant cette Chambre tous les papiers et documents relatifs à ces accusations, adopté, 94.
Voir *Subsides*. *Adresses*, 4.

BOIS ET FORÊTS :—Motion pour la nomination d'un comité permanent des—; Débats ; Motion retirée, 29.

BONAVENTURE :—Résignation de l'Hon. Théodore Robitaille, écuyer, 111. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 112.

BONNEMENT, EMILE :—Voir *Betteraves*.

BROUGHTON :—Pétition demandant qu'une partie du dit township soit annexée à la municipalité de la paroisse de Saint-Victor de Tring, 30.

BUREAU, ZÉPHIRIN :—Pétition demandant que certaines patentes accordées à Félix Fortier soient annulées, 75.

CADASTRE :

1. Pétition demandant que le gouvernement achète un certain nombre d'exemplaires du Cadastre abrégé de la cité de Québec, 55. Renvoyé au comité conjoint de la bibliothèque, 132.
2. Pétition demandant qu'il soit établi un bureau de cadastre dans le comté de Vaudreuil. Voir *Vaudreuil*.

CARRIER, C. W. :—Voir *Adresses*, 5. *Documents*, 19.

CASERNES DES JÉSUITES :—Voir *Documents*, 7.

CASERNES SAINT-JEAN ET CHAMBLY :—Voir *Adresses*, 22. *Documents*, 6.

CAUTION :—Bill pour obliger en certains cas le demandeur en toute action en dommage à donner caution etc., 64.

CENS ET RENTES :—Voir *Seigneuries*.

CHASSE :—Pétition demandant des amendements aux lois de chasse, 37.

Autre pétition, 106.

CHAMBLY :

1. Collège de Chambly :—Pétition demandant de l'aide, 75.
2. Compagnie de l'Aqueduc de—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 59. Rapport de l'avis, 67.
3. Hôpital St. Joseph de—Pétition ; demande d'aide, 45. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

CHEMINS :

1. Pétitions demandant de l'aide pour des chemins :— St Elie de Carleton, 16. Wexford, 25. Comté de Québec, 28. Sainte-Thècle ; Clifton Est, 31. Maskinongé, 37. Franklin ; Saint-Raphaël, 45. Saint-Pierre-les-Becquets ; Société col. No. 1 de Rimouski, 48. Dundee, 67. Roux & Bellechasse, 75. Saint-Gabriel de Brandon ; Cranbourne ; Buckland ; Frampton West, 81. Saint-Damien, 92. Cranbourne ; Frampton, 116. Whitworth, 123. Saint-Malachie ; Cranbourne & Frampton, 142.
2. Pétition demandant qu'aucun nouveau chemin ne soit ouvert traversant les terres Marier, Turgeon et du collège Masson, 42.
3. Pétition demandant de l'aide pour le chemin Howard, 60.

CHEMINS DE FER :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour venir en aide à certaines compagnies de chemin de fer, 125. Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère, 125, 126. Résolutions amendées à rapporter, 130 ; Ordre pour la réception du rapport ; Motion en amendement à l'effet de renvoyer les dites résolutions de nouveau à un comité général, négativée ; Autre motion au même effet ; Débats, 134, 137. Motion négativée. Autre motion au même effet ; Adoptée ; Résolutions de nouveau renvoyées à un comité général ; Considérées ; Amendées, 138 à 142. Rapportées et adoptées, 144 à 149. Renvoyé au bill, (voir *infra*, 2).
2. Bill pour pourvoir à ce qu'une aide soit accordée à certaines compagnies de chemin de fer, 149. (L'Hon. M. Ouimet). Lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général ; Résolutions (voir *supra*, 1) renvoyées à ce comité, 149. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 156. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 2).

CHEMINS DE FER—*Suite.*

3. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 10, 25. Bills à lui renvoyés, 32, 43, 44, 59, 77. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction du quorum; Quorum réduit à neuf membres, 33. Autres rapports sur divers bills, 56, 70, 75, 92, 106.
4. Bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, (L'Hon. M. Irvine), 117. Renvoyé à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 150. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 16).

CHEMINS A BARRIÈRES DE QUÉBEC :—Pétition demandant que le gouvernement leur vienne en aide, 60.

CHICOUTIMI ET SAGUENAY :—Résignation de P. A. Tremblay, écuyer, 107. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 107.

Voir *Adresses*, 6. *Documents*, 8.

CIMON, HORACE :—Voir *Adresses*, 7.

CODE CIVIL :

1. Bill pour ajouter certaines dispositions au titre premier du livre troisième du Code Civil, concernant les successions, (M. Lafontaine); Présenté; 25.
2. Bill pour amender les articles 945 et 1336, du Code Civil (M. Marchand), 43. Renvoyé à un comité général; Considéré; Amendé; Rapporté, 63, Passé, 68.
3. Bill pour expliquer et amender les articles 2250 et 2260 du Code Civil, relatifs aux courtes prescriptions en certains cas (M. Chauveau); Présenté, 56.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill pour ajouter certaines dispositions au Code de Procédure Civile au sujet des brefs de saisie-arrest, émis par la cour des commissaires (M. Gérin); Présenté, 61. Renvoyé à un comité général, 69. Considéré; Rapporté; Passé, 71. Par le Conseil, 117. S. R. 162, (37 Vict., c. 11.)

CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender le—etc., (M. Brigham), 61.
2. Bill pour amender certains articles du—etc., (M. Gendron), 95. Renvoyé à un comité spécial, 115. Rapport qu'il n'est pas expédient d'amender cette année le Code Municipal, 124.

COMITES :

1. Résolutions pour la nomination de neuf comités permanents, 10. Comité nommé pour préparer la liste des membres qui doivent les composer, 12. Rapporté, 15. Adopté, 26. Voir *Privilèges*, 1. *Ordres Permanents*, 1. *Chemins de Fer, Canaux, etc.*, 1. *Bills privés*, 1. *Lois expirantes*, 1. *Dépenses contingentes*, 1. *Impressions*, 1. *Comptes Publics*, 1. *Agriculture, Immigration et Colonisation*, 1. Voir aussi *Bibliothèque*.

COMITÉS—*Suite.*

2. Membres ajoutés, 44, 47.
3. Sous-comités nommés, 45, 81.
4. Comités collectifs. Voir *Bibliothèque, Impressions.*
5. Comités spéciaux. Voir *Règles et Règlements de la Chambre; Palais de Justice; Isle de la Magdeleine.*
6. Quorum de comités permanents réduits, 28, 31, 33, 38, 56, 81.
7. Rapports adoptés, 79, 91.

COMMISSAIRES DES INCENDIES :—Bill pour autoriser les—de Montréal et de Québec, à se nommer des députés (l'Hon. M. Chapleau); Présenté, 61. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 120.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 10, 26. Comptes Publics de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1873, mis devant la Chambre; ordonnés d'être imprimés, 16; Renvoyés à ce comité, 31. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction de son quorum; Quorum devant être de sept, 31. Membres ajoutés, 47. Voir *Documents*, 10.

COMPAGNIE GRAPHIQUE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation; Reçue et lue, 49. Avis suffisants, 53. Bill présenté (l'Hon. M. Holton) et 60ème règle suspendue, 53. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté avec des amendements, 82. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 93. Par le Conseil, 135. S. R., 163. (37 Vict., c. 56.)

COMPAGNIE DE FER ET D'ACIER D'OTTAWA :—Voir *Ottawa.*

COMPAGNIE D'EMMAGASINAGE DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 14.

COMPAGNIE DES CONSOMMATEURS DE GAZ, ETC. :—Voir *Montréal*, 15.

COMPAGNIE DES OMNIBUS DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 16.

COMPAGNIE DES OMNIBUS ET DE TRANSPORT DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 17.

COMPAGNIE DU CHEMIN A BARRIÈRES DE TERREBONNE :—Voir *Terrebonne.*

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DE LÉVIS ET KENNÉBEC :—Voir *Lévis.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER A VOIE ÉTROITE DE QUÉBEC AU LAC ST. JEAN :—Voir *Québec au Lac St. Jean.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTRÉAL ET DES LAURENTIDES :—Voir *Montréal.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL, CHAMBLY ET SOREL :—Voir *Montréal.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES RIVIÈRES MISSISQUOI ET NOIRE :—Voir *Missisquoi.*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DE MISSISQUOI :—Voir *Missisquoi*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DE MASSAWIPPI ET DU GRAND TRONC :—
Voir *Massawippi*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER A PASSAGERS DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 20.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE WATERLOO ET MAGOG :—Voir *Waterloo*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SUD-EST :—Voir *Sud-Est*.

COMPTON :—Pétition demandant de l'aide pour le Lycée des Dames de—, 92.

CONSEIL LEGISLATIF :

Messages envoyés au Conseil :

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination de deux comités collectifs au sujet des impressions et de la bibliothèque, 26.
2. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie de ces comités, 26.
3. Demandant une conférence sur des amendements faits par le Conseil à un des bills de l'Assemblée, 125, 126.
4. Consentant à une nouvelle conférence, 157.
5. Demandant le renvoi d'un bill pour corriger une erreur commise en l'amendant en comité général, 110.

Messages du Conseil :

6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 35.
7. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 35.
8. Admettant les bills de l'Assemblée (ou des amendements faits à ses bills) avec ou sans amendement, 40, 108, 117, 124, 135, 152, 158, 160, 161.
9. Consentant à une conférence, 135, 149.
10. Demandant une nouvelle conférence, 157.
11. N'insistant pas sur son amendement fait à un bill de l'Assemblée, 161.

CÔTEAU DU LAC :—Asile de la Providence de Saint-Ignace :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

CÔTÉ, JEAN :—Voir *Cadastre*, 1.

COUR DES COMMISSAIRES :—Pétition demandant l'abolition de la—, 60.

COUR D'APPEL :—Voir *Adresses*, 8. *Documents*, 11.

COUR SUPÉRIEURE :—Voir *Adresses*, 9.

COUR DE SESSION :—Bill pour diminuer le nombre des termes de la Cour de Session générale de la paix dans les districts de Québec et de Montréal (l'Hon. M. Irvine), 137. Lu 2ème et 3ème fois ; Passé, 151. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 7.)

COUR DU BANC DE LA REINE :—Bill pour amender la loi concernant le droit d'appel à la Cour du Banc de la Reine (l'Hon. M. Ouimet), 126. Lu 2ème et 3ème fois ; Passé, 151. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 6.)

CRUICKSHANK, JAMES :—Pétition demandant à être admis, après examen, à pratiquer comme avocat, 30. Avis, 34. Bill présenté (l'Hon. M. Holton), 34. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 68. Motion pour que la Chambre se forme en comité général ; Motion en amendement, rejetée sur division ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 72. Honoraire remboursé, 131.

DENTISTES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Pétition de l'Association des—demandant des amendements à son acte d'incorporation, 30. Rapport de l'avis, 52. Bill présenté (l'Hon. M. Holton), 60ème règle suspendue, 53. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté avec des amendements, 92. Considéré en comité ; Rapporté progrès, 109. Considéré de nouveau ; Rapporté ; Passé, 121. Par le Conseil avec des amendements, 152. Considérés et adoptés, 153. S. R., 173. (37 Vict., c. 14.)

DÉPENSES CONTINGENTES :—Comité permanent nommé, 26. **PREMIER RAPPORT**, demandant réduction du quorum ; Adopté ; Quorum réduit à cinq membres, 34. **SECOND RAPPORT** (Sous-comité nommé,) 45. Rapport retiré ; autre 2ème rapport substitué, 133. Adopté, 134. **TROISIÈME RAPPORT**, (concernant la pétition du Sergent d'Armes), 132. Adopté, 134.

DEPUTES :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 4, 40.

2. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 9, 41.

3. Résolutions relatives ; 1^o à l'élection ou au rapport d'élection d'un membre en certain cas ; 2^o à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir eu lieu à aucune élection ; 3^o à toute offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 10.

4. Résignant leurs sièges, 75, 79, 107, 111, 115, 132.

DEUX-MONTAGNES, LAC DES :—Pétition demandant qu'il soit pris des dispositions pour empêcher la dévastation des bois par les indiens du—, 48.

DOCUMENTS :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—RELATIFS A—		ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, pour l'année expirée le 30 juin 1873.....(<i>Documents de la Session, No. 4.</i>)		Par ordre de S. E.	51
2. <i>Asile des Aliénés</i> :—Rapport des médecins directeurs propriétaires de l'asile des aliénés de Québec, pour l'année 1872-73.....(<i>Documents de la Session, No. 5.</i>)		Par ordre de S. E.	43
3. <i>Belle, C. E.</i> :—Copie de tous les documents concernant l'enquête sur la conduite de C. E. Belle, écuyer, agent d'immigration à Montréal ;—le rapport du commissaire avec les témoignages qui l'accompagnent, et toute correspondance adressée à M. Belle ou reçue de lui. (<i>Pas imprimé, 124.</i>)...(<i>Documents de la Session, No. 21.</i>)		Adresse.	92
4. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport annuel du bibliothécaire.		111ème règle	10
5. <i>Blagdon, Edmond</i> :—Copie de tous les papiers, documents et enquêtes se rapportant à l'accusation portée contre M. Edmond Blagdon, géôlier de la prison de Kamouraska, et la correspondance entre le gouvernement de Québec et le gouvernement Fédéral au sujet de la nomination du dit M. Edmond Blagdon, comme gardien de phare.....(<i>Documents de la Session, No. 23.</i>)		Adresse.	158
6. <i>Casernes de Saint-Jean et Chambly</i> :—Correspondance entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Local, au sujet du transfert des Casernes de Saint-Jean et de Chambly, pour l'installation de l'Hospice Provincial des Aliénés actuellement établi à Saint-Jean. (<i>Pas imprimée, 124.</i>).....(<i>Documents de la Session, No. 15.</i>)		Adresse.	60
7. <i>Casernes des Jésuites</i> :—Correspondance échangée avec le Gouvernement Fédéral, concernant le transport des terrains et des bâtiments de l'ancien couvent des Jésuites, à Québec, connus sous le nom de "Casernes des Jésuites." (<i>Imprimée, 32.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 9.</i>)		Par message.	32
8. <i>Chicoutimi et Saguenay</i> :—Correspondance échangée entre le Gouvernement et l'Honorable juge E. Taschereau, pendant l'année 1872, au sujet de la tenue des cours dans les districts de Chicoutimi et Saguenay. (<i>Pas imprimée, 124.</i>).....(<i>Documents de la Session, No. 18.</i>)		Adresse.	68
9. <i>Compagnie du Richelieu</i> :—Rapport de l'état des affaires pour l'année 1873. (<i>Pas imprimé.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 7.</i>)		Par acte.	8

DOCUMENTS—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
10. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1872. Voir <i>Comptes Publics</i> . <i>Imprimés</i> , 16. (<i>Documents de la Session</i> , No. 1.)	Par acte.	16
11. <i>Cour d'Appel</i> :—Copie de tous rapports ou correspondance échangée entre le Gouvernement de cette Province ou aucun des membres du Gouvernement de cette Province et le Gouvernement Fédéral, ou aucun des membres du Gouvernement Fédéral, relativement à l'organisation et à la constitution de la cour d'appel. <i>Imprimés</i> , 44.....(<i>Documents de la Session</i> , No. 12.)	Adresse.	43
12. <i>Estimés</i> :—Pour l'année financière finissant le 30 juin 1875. Aussi estimés des sommes requises pour contrebalancer les dépenses durant l'année fiscale pour lesquelles les montants déjà votés par la 35e Vict., chap. 1, ne sont pas suffisants. Renvoyés au comité des subsides. Voir <i>Subsides</i> ...(<i>Documents de la Session</i> , No. 17.)	Message.	65
13. <i>Gugy, A.</i> :—Copie de la correspondance échangée entre A. Gugy, écuyer, et le Conseil Exécutif de cette Province, concernant sa réclamation pour compensation des pertes par lui encourues par le dernier incendie du Palais de Justice de Québec. Renvoyée au comité des impressions, 63. (<i>Pas imprimée</i> , 124.) (<i>Documents de la Session</i> , No. 13.)	Adresse.	51
14. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués. (<i>Appendice No. 1.</i>).....	Par message.	31
15. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité et hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :	Par acte.	
Asile de la Providence,	Montréal.	7
Asile des orphelins Catholiques,	do	7
do de Saint-Patrice,	do	7
Asile de Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum,	do	7
Asile Nazareth,	do	7
Asile Sainte-Brigitte,	do	7
Dispensaire,	do	7
Ecole de médecine et de chirurgie,	do	14
<i>English Working Men's Benefit Society</i> ,	do	41
Hôpital-Général,	do	7
Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles,	do	7
Communauté de N.-D. de Charité du Bon Pasteur,	do	7
Société de Numismatique et d'Archéologie,	do	14
Académie de musique,	Québec.	47

DOCUMENTS— <i>Suite</i>		ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Asile des dames protestantes,	Québec.		7
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre,	do		22
Asile du Bon Pasteur,	do		7
Asile Sainte-Brigitte,	do		47
Ecole de réforme,	do		7
Hospice de Saint-Joseph de la Maternité,	do		36
Hospice des Sœurs de la Charité,	do		7
Œuvre du Patronage,	do		29
Société historique et littéraire,	do		27
Hospice de N.-D.,	Assomption.		29
Hôpital Saint-Joseph,	Beauharnois.		7
Hôpital Saint-Joseph,	Chambly.		36
Asile de la Providence de Saint-Ignace,	Côteau du Lac.		27
Union Saint-Joseph de	Farnham.		66
Hôpital de la Providence,	Joliette.		7
Asile de la Providence de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs,	Laprairie.		7
Ecole industrielle du couvent de N.-D. de	Lévis.		7
Union Saint-Joseph,	do		47
Hôpital-Général du district de	Richelieu.		14
Hospice Saint-Joseph,	Sainte-Anne de la Poca- tière.		7
Hospice Youville.	Saint-Benoit.		7
Asile de la Providence,	Sainte-Elizabeth.		7
Asile de la Providence,	Saint-Henri de Mas- couche.		7, 47
Hôtel-Dieu,	Saint-Hyacinthe.		7
Ouvroir Sainte-Geneviève,	do		7
Asile provincial des aliénés, P. Q., Saint-Jean.			7
Hôpital Saint-Jean,	Saint-Jean d'Iberville.		23
Salle d'asile,	do		23
Hospice Sainte-Croix,	Sainte-Marie de Monnoir.		7
Asile de la Providence,	Sainte-Ursule.		7
Hôpital des Sœurs de la Providence,	Saint-Vincent de Paul.		7
Hôpital des Dames Ursulines,	Trois-Rivières.		7
Asile de la Providence, Saint-Joseph,	do		7
Hospice Lajemmerais,	Varennes.		36
Hospice Sainte-Anne,	Yamachiche.		7
16. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du ministre de l'instruction publique pour l'année 1872 et partie de l'année 1873. (<i>Imprimé</i> , 20.) Renvoyé au comité des impressions, 157. (<i>Documents de la Session</i> , No. 3.)		Par acte.	16
17. <i>Isle Jésus</i> :—Etat des affaires de la compagnie des chemins à barrières de l'Isle Jésus, pour l'année 1873. (<i>Documents de la Session</i> , No. 6.)		Par acte.	66

DOCUMENTS—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTS.
18. <i>Legge, M.</i> :—Copie du dernier rapport de M. Legge, ingénieur de la compagnie, concernant le mérite des différents tracés pour le dit chemins de fer, entre Sainte-Thérèse et Grenville. (<i>Pas imprimé</i> , 124.) (<i>Documents de la Session</i> , No. 19.)	Par ordre de la Chambre.	74
19. <i>Lévis, Lot de grève</i> :—Correspondance échangée entre le département des terres de la couronne et la corporation de Lévis, au sujet d'un certain lot de grève octroyé par lettres-patentes en date du 17 mars 1873, à C. W. Carrier, écuyer. (<i>Documents de la Session</i> , No. 22.)	Adresse.	117
20. <i>Magistrats de District</i> :—Etat indiquant le nom, la date de la nomination de chacun des magistrats de district, le nombre de causes jugées par chacun d'eux ; et aussi, un état indiquant le salaire et le montant détaillé réclamé par chacun d'eux pour leur frais et dépenses de voyage dans leur district respectif, jusqu'au premier décembre courant ; ainsi qu'un rapport de toutes les pénalités, confiscations et amendes imposées par eux dans chaque cause, mentionnant la date, le lieu, à qui elles ont été payées, ou de quelle autre manière on en a disposé. <i>Pas imprimé</i> , 124. (<i>Documents de la Session</i> , No. 20.)	Adresse.	82
21. <i>Montréal : Asile catholique pour les Sourds-Muets</i> :—Copie de toutes lettres adressées au Gouvernement par les Directeurs de l'Asile catholique pour les Sourds-Muets de Montréal. (<i>Imprimée</i> , 38). (<i>Documents de la Session</i> , No. 10.)	Adresse.	38
22. <i>Montréal : École de Réforme</i> :—Rapport spécial concernant la régie de l'Ecole de Réforme de Montréal. (<i>Imprimé</i> , 77.).....(<i>Documents de la Session</i> , No. 5.)	Par ordre de S. E.	77
23. <i>Officiers et employés de l'Assemblée Législative</i> :—Etat des salaires, etc.	Par ordre de la Chambre	12
24. <i>Officiers publics</i> :—Etat renfermant la liste des— du Gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie depuis le 15 novembre 1872 au 18 décembre 1873.	Par acte.	50
25. <i>Opinions légales</i> :—Etat des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux sous l'autorité de la clause 47, 31 Vict., chap. 9, préparé par l'auditeur en conformité d'icelle.	Par acte.	16
26. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Sixième rapport des inspecteurs de prisons, Asiles, pour l'année 1873. (<i>Documents de la Session</i> , No. 5.)	Par ordre de S. E.	137

DOCUMENTS— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
27. <i>Québec au Lac Saint-Jean</i> :—Copie du dernier rapport fait par M. l'arpenteur Casgrain, sur l'exploration du territoire à travers lequel a été tracée la ligne du chemin de fer projeté de Québec au lac Saint-Jean. (<i>Pas imprimé.</i>)..... <i>Documents de la Session, No. 16.</i>)	Adresse.	65
28. <i>Rapports Municipaux</i> :— De la Province de Québec, pour l'année 1872. (<i>Pas imprimés.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 8.</i>)	Par acte.	14
29. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport des Commissaires des Terres de la Couronne jusqu'au 30 juin 1873. (<i>Documents de la Session, No. 2.</i>)	Par ordre de S. E.	12
30. <i>Terres de la Couronne, Département des</i> :—État indiquant le salaire actuel de chaque employé du département des terres de la couronne, et le montant du salaire des dits employés lors de la confédération. (<i>Documents de la Session, No. 11.</i>)	Adresse.	158
31. <i>Thibaudeau</i> :— 1. Copie de l'application de R. Thibaudeau, pour une limite de 575 milles carrés, située sur la Rivière Gatineau. 2. Copie de l'Ordre en Conseil octroyant la dite limite au dit R. Thibaudeau. 3. Copie de la licence expédiée en vertu du dit Ordre en Conseil. 4. Copie de la lettre informant le dit R. Thibaudeau de l'octroi de la dite limite. 5. Copie de la correspondance entre le gouvernement et certaines personnes qui ont prétendu avoir droit à la dite limite. 6. Copie de l'entrée dans les livres du département des terres de la couronne indiquant le montant et la date du dépôt fait par le dit R. Thibaudeau avant d'obtenir la dite licence. (<i>Imprimées, 160.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 24.</i>)	Adresse.	160
32. <i>Travaux de colonisation et ponts</i> :—Etat des sommes appropriées depuis la dernière session jusqu'à ce jour, dans les différentes divisions électorales de la Province, pour les travaux de colonisation et les ponts. (<i>Pas imprimé, 124.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 14.</i>)	Adresse.	60

DROIT D'APPEL :—Voir *Cour. du Banc de la Reine.*

DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Résignation de Wilfrid Laurier, écuyer, 111. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 112.

ELECTIONS :

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 10.
2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, de l'élection des membres, 4 à 7.
3. Bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec (L'Hon. M. Laframboise); Présenté, 25. Renvoyé au comité général sur le bill (Voir *infra*, 4.) 107. Considéré, 108.
4. Bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de cette Province (L'Hon. M. Ouinet); Présenté, 26. Renvoyé à un comité général, 54. Considéré; Rapporté progrès, 108.
5. Bill pour pourvoir à ce que les élections des membres de l'Assemblée Législative de Québec se fassent au scrutin secret, 35. Motion pour seconde lecture, Débats, 72.
6. Bill pour établir des dispositions temporaires concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de Québec (M. Bachand), 184.

7. BREFS ÉMIS PENDANT LA SESSION.

DIVISION ÉLECTORALE	EN REMPLACEMENT DE	POUR QUEL MOTIF
Beauce	C. H. Pozer, écuyer	Résigné, 79.
Bonaventure	L'Hon. Théodore Robitaille	do 111.
Chicoutimi et Saguenay	P. A. Tremblay, écuyer	do 107.
Drummond et Arthabaska	Wilfrid Laurier, écuyer	do 111.
Montcalm	Firmin Dugas, écuyer	do 132.
Montmorency	L'Hon. Jos. Cauchon	do 115.
Montréal centre	L'Hon. L. H. Holton	do 75.
Québec centre	L'Hon. H. L. Langevin	do 115.
Québec est.	C. A. P. Pelletier, écuyer	do 107.
Yamaska	Charles Gill, écuyer	do 79.

8. BREFS ÉMIS PENDANT LA VACANCE.

DIVISION ÉLECTORALE	EN REMPLACEMENT DE	POUR QUEL MOTIF
Québec Est.	J. P. Rhéaume, écuyer	Résigné.
Québec, comté de	L'Hon. P. J. O. Chauveau	do
Gaspé	Pierre Fortin, écuyer	Nommé Com. des Terrés de la Couronne.
Terrebonne	Jos. Adolphe Chapleau, écuyer	Nommé Soll. Gén.
Montmagny	T. Fournier, écuyer	Résigné.
Montréal Ouest	Francis Cassidy, écuyer	Décédé.

ELECTIONS CONTESTEES :

9. *Joliette* :—Rapport final déclarant dûment élu Vincent Paul Lavallée, 11.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, 12.

FAUNE ENTOMOLOGIQUE EN CANADA, LA :—Voir *Provancher, Rév. L.*

FORTIER, FÉLIX :—Pétition demandant que certaines patentes accordées à—, soient annulées, etc., 75.

FARNHAM, UNION SAINT-JOSEPH :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

FRASERVILLE :—Pétition demandant que le dit village soit érigé en ville, 30. Rapport de l'avis, 42. Bill (M. Mailloux); Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté avec des amendements, 113. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 121. Par le Conseil avec des amendements, 159. Considérés et adoptés, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 47).

GAZETTE DES CAMPAGNES :—Pétition de Firmin H. Proulx, demandant de l'aide pour la—, 45.

GRAINS DE SEMENCE :—Pétitions demandant de l'aide pour l'achat de—, 60, 123.

GRANTHAM ET UPTON :—Bill pour confirmer l'arpentage de la ligne de division entre les cantons de—; (L'Hon. M. Chapleau); Présenté; Renvoyé à un comité général, 47. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 120. Par le Conseil, 152. S. R., 163. (37 Vict., c. 18.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Les certificats de l'élection de députés élus sur de nouveaux brefs, 4, 5, 6, 7.

GUGY, A. :—Voir *Adresses*, 11. *Documents*, 13.

GUY, ALPHONSE :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant la Chambre provinciale des notaires à l'admettre après examen à la pratique du notariat, 28. Avis, 32. Bill présenté (M. Gendron), 32. Renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapporté avec un amendement, 53. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 58. Honoraire remboursé, 94. Par le Conseil, 108. S. R., 162. (37 Vict., c. 58.)

HALL, GEORGE BENSON :—Pétition demandant la permission de faire des améliorations sur la rivière Chaudière, etc., 71. Rapport de l'avis, 81.

HOFFMAN, JEAN :—Pétition demandant la passation d'un acte pour être relevé d'un jugement rendu par la Cour d'Appel, etc., 37. Rapport de l'avis, 42. Bill présenté (M. Gérin), 43. Motion pour 2ème lecture; Débats; Amendement; Amendement au dit amendement à l'effet de renvoyer la pétition sur laquelle est basé le dit bill au comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration de la justice, adopté, 62.

HUISSIERS :—Bill concernant les—, de la Province de Québec (L'Hon. M. Trudel), 93.

LIBERVILLE :—Pétition demandant la permission de prélever une taxe spéciale pour la construction d'un établissement pour l'éducation supérieure dans la ville d'—, 65. Rapport de l'avis, 70. Bill présenté (M. Molleur), 71. Renvoyé au comité des bills privés, 77. Rapporté, avec des amendements, 113. Considéré; Rapporté; Passé, 122. Par le Conseil, 152. S. R., 164. (37 Vict., c. 21.)

IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 26. Comité collectif des —; Membres nommés par l'Assemblée; Message envoyé au Conseil, 26. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 35. Correspondance entre le colonel Gagy et le Conseil Exécutif, renvoyée à ce comité, 63. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres et sous-comité nommé, 81. Rapport adopté, 91. Second Rapport, 123.
2. Documents renvoyés à ce comité, 38.
3. Documents dont l'impression est ordonnée (sans renvoi au comité des impressions), 32, 38, 57, 77, 158, 160, 162.

IMPRIMEUR DE LA REINE :— Voir *Documents*, 14.

INDUSTRIE :—Comité permanent nommé, 10, 26. Premier rapport; Quorum réduit à sept membres, 37.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX :—Voir *Documents*, 15.

INSTITUTION DES SOURDS-MUETS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 30. Bill présenté (M. Beaubien), 38. Renvoyé au comité des bills privés, 44. Rapporté avec des amendements, 76. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 83. Par le Conseil, 125. S. R., 163. (37 Vict., c. 39.)

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill concernant l'—dans la Province de Québec (L'Hon. M. Ouimet), 76. Voir *Documents*, 16.

ISLES DE LA MAGDELEINE :

1. Comité spécial chargé de s'enquérir de la tenue des terres aux Iles de la Magdeleine, dans le comté de Gaspé, et des meilleurs moyens à prendre pour améliorer la condition des habitants de ces Iles, 38. Membres ajoutés, 44. Premier rapport; Quorum réduit à quatre membres, 56. Documents concernant les Iles de la Magdeleine, imprimés, 162.
2. Pétition demandant la passation d'un acte pour séparer la municipalité actuelle des—en trois municipalités séparées, 55. Rapport de l'avis, 60. Bill présenté (L'Hon. M. Fortin), 64. Renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté, 116. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 131. Par le Conseil, 158. S. R., 164. (37 Vict., c. 43.)

ISLES JÉSUS :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 17.

JÉSUITES :—Pétition du Supérieur général de la Mission de la Compagnie de Jésus en Canada, demandant que les biens possédés autrefois par les—leur soient restitués, 67. Imprimée, 158.

JOLIETTE :—Voir *Elections contestées*, 9.

1. *Hôpital de la Providence* :—Etats d'affaires. Voir *Documents*, 15.

2. *Hospice de la ville de* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 28.

3. *Collège de* :—Pétition; demande d'aide, 31.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—Entrées dans les—lues, 49, 94.

JUSTICE :—Comité spécial chargé de s'enquérir de l'administration de la—en cette province, 49. Pétition de Jean Hoffman renvoyée à ce comité, 62.

KAMOURASKA :—Pétition demandant que le chef-lieu de — soit transféré à Fraserville, 48.

KNOWLTON (THE) DISTRIBUTING HOME :—Pétition; demande d'aide, 45.

LANGELIER, FRANÇOIS :—Voir *Montmagny*.

LANORAIE :—Pétition demandant de l'aide pour le Couvent de,—25.

LAPRAIRIE :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition; demande d'aide, 28.

2. *Asile de la Providence de Notre-Dame des Sept Douleurs* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

LEBRUN, C. M., :—Voir *Adresses*, 12

LÉGISLATURE :

Bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de Québec (M. Marchand); Présenté, 25. Lu la 2ème fois sur division; Renvoyé à un comité général, 54. Considéré; Rapporté, 58. Passé sur division, 63. Adopté par le Conseil avec des amendements, 108. Considéré, 108. Motion, que la Chambre ne concoure pas dans les dits amendements; Adoptée sur division; Comité spécial nommé pour disposer les raisons à donner au Conseil Législatif, 122. Rapport; Lu et adopté sur division, 125; Message au Conseil demandant une conférence, 125. Message du Conseil adoptant la conférence, 149. Rapport des membres, 150. Message du Conseil désirant une nouvelle conférence, 157. Rapport; Résolution comportant le refus d'adopter les amendements faits par le Conseil rescindée, 158. Amendements lus et adoptés 158. S. R., 162. (37 Vict., c. 4.)

LEGGE, M., RAPPORT DE :—Voir *Documents*, 18.

LESSARD, DAVID :—Pétition demandant que le geôlier de la prison commune du district de Beauce soit destitué, etc., 45.

LÉVIS :

1. *Compagnie de Chemin de Fer de Lévis à Kennébec* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 15. Rapport de l'avis, 42. Bill présenté (M. Larochelle); Renvoyé au comité des chemins de fer, 43. Rapporté, 56. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 61. Par le Conseil, 108. S. R., 162. (37 Vict., c. 23.)
2. *Ecole Industrielle du Couvent de N. D.* :—Etat d'affaires. Voir *Documents* 15.
3. *Société Sainte-Anne d'Assurance Mutuelle sur la Vie de St-Joseph de Lévis* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 15. Avis, 28. Bill présenté (M. Larochelle), 43. Renvoyé au comité des bills privés, 54. Rapporté, 116. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 131. Par le Conseil, 161. S. R., 163. (37 Vict., c. 35.)
4. *Union St-Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15. Voir *Adresses*, 5, *Documents*, 19.

LICENCES :

1. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'acte des licences; Le comité délibère; Résolutions à rapporter, 57. Rapportées et adoptées sur division, 119. Renvoyées au comité général sur bill. (Voir *infra*, 2,) 120.
2. Bill pour amender l'acte des—de Québec (L'Hon. M. Robertson), 35. Lu la 2^{me} fois sur division et renvoyé à un comité général; Résolutions sur le même sujet renvoyées à ce comité, 120. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 131. Par le Conseil, avec des amendements, 160. Considérés et adoptés, 160. S. R., 164. (37 Vict., c. 3.)
3. Pétition en faveur, 70.
4. Pétition demandant que certaines clauses ne soient pas abrogées, 113.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 8. Jour fixé pour sa prise en considération, 9. Motion pour une adresse à Son Excellence, etc., 13. Voir *Adresses*, 10.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 125.
3. Son discours à la clôture de la session, 165.
4. Il proroge le Parlement, 165.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite.**Messages de Son Excellence :*

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle du Conseil—A l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction d'un bill, 41. A la clôture de la session, 162.
6. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 33.
7. Transmettant le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, 12.
8. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 31.
9. Transmettant les estimés, 65.
10. Transmettant (par message ou par la voie d'un membre du Conseil Exécutif) divers documents et rapports, 44, 118.
11. Transmettant un acte amendant l'acte des licences de Québec, etc., 118.

LIMITES A BOIS :—Voir *Adresses*, 13.

LOIS ÉLECTORALES :—Pétitions demandant des amendements aux—, 24.

LOIS EXPIRANTES :

1. Comité permanent nommé, 26.
2. Bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés ; Présenté, (L'Hon. M. Irvine), 64. Lu la 2ème et 3ème fois, 170. Par le Conseil, 152. S. R., 164. (37 Vict., c. 12.)

LONGUEUIL :—Pétition demandant que le village de— soit érigé en ville, 24. Avis, 52. Bill présenté (M. LaRoque), 32. Renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapporté avec des amendements, 113. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé. 121. Par le Conseil avec des amendements, 159. Considérés et adoptés, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 49.)

LOTBINIÈRE, COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 30. Avis 34. Bill présenté (M. Joly), 35. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 56. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 61. Honoraire Remboursé, 63. Ordre pour honoraire rescindé, 94. Par le Conseil, 117. S. R., 163. (37 Vict., c. 52.)

MACPHERSON, MISS ANNIE :— Voir *Knowton (The) Distributing Home.*

MAGISTRATS DE DISTRICT :

1. Bill pour amender l'acte concernant les—en cette Province (M. Malhiot), 22. Renvoyé à un comité général, 63. Considéré ; Rapporté progrès, 95.

MAGISTRATS DE DISTRICT—*Suite*

2. Bill pour amender l'acte concernant les Magistrats de District et les Cours de Magistrats en cette Province (L'Hon. M. Irvine), 38. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté progrès, 149. Considéré; Amendé; Motion pour la réception du rapport; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adopté; Considéré et amendé; Motion pour la réception du rapport; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté sur division; Rapporté; Lu la 3ème fois et Passé, 150. Par le Conseil, 158. S. R., 164. (37 Vict., c. 8.) Voir *Adresses*, 14. *Documents*, 20.

MARIER, TURGEON ET MASSON :— Voir *Chemin*.

MASSAWIPPI ET DU GRAND-TRONC :—Compagnie du Chemin de fer de Jonction de— : Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 48. Rapport de l'avis, 53. Bill présenté (M. Locke), 53. Renvoyé au comité des chemins de fer, 59. 60ème règle suspendue, 68. Rapporté avec des amendements, 10. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 77. Par le Conseil, 125. S. R., 163. (37 Vict., c. 26.)

MESSAGES :— Voir *Assemblée Législative*, *Conseil Législatif*, *Lieutenant-Gouverneur*.

MCPHERSON LE MOYNE :—Pétition demandant un acte l'autorisant à porter le nom de John McPherson, 24. Avis, 28. Bill présenté (L'Hon. M. Laframboise), 28. Renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapport que le préambule du bill n'est pas prouvé, 123.

MONTCAIRM :—Résignation de Firmin Dugas, écuyer, 132. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 132.

MONTMAGNY :—Certificat de l'élection de François Langelier, écuyer, 40. Prête serment et prend son siège, 41.

MONTMORENCY :—Résignation de l'Hon. Joseph Cauchon, 115. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 116.

MINGAN :— Voir *Adresses*, 15.

MISSISQUOI :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de—, 27. Rapport de l'avis, 52.
2. Pétition demandant un octroi pour la dite compagnie, 48
3. Bill pour amender l'acte 32 Victoria, chap. 59, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Missisquoi, et pour autoriser la dite compagnie à se fusionner avec la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour d'autres fins (M. Brigham), 60. Renvoyé au comité des Chemins de fer et 60ème règle suspendue, 65. Rapporté refondu en un seul bill (Voir *infra*, 4.) Renvoyé au comité des ordres permanents 75. Rapport, 81. Renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté avec des amendements, 92. Réimprimé tel qu'amendé, 110. Con-

MISSISQUOI—*Suite*

sidéré; Rapporté; Passé, 121. Par le Conseil, avec des amendements, 152. Considérés et adoptés, 154. S. R., 163. (37 Vict., c. 24.)

4. Bill pour amender l'acte 35 Vic., chap. 29, incorporant la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et pour autoriser la dite compagnie à s'amalgamer avec la Compagnie du chemin de fer de Jonction de Missisquoi, et pour d'autres fins (M. LaRoque), 38. Renvoyé au comité des chemins de fer, 44. Rapporté refondu en un seul bill (Voir *Supra*, 3), et référé au comité des ordres permanents, 75. Rapport, 81. Renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté avec des amendements, 92. Hono-
raire remboursé, 131.

MISSISQUOI ET NOIRE, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE DES RIVIÈRES :—

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 27. Rapport de l'avis, 42. Bill (M. Lynch), Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté avec des amendements, 92. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 110. Par le Conseil, 152. S. R., 163. (37 Vict., c. 25.)
2. Pétition contre certaines parties du bill, 80.

MONTREAL :

1. *Asile Catholique pour les Sourds-Muets de*—Voir *Adresses*, 16. *Documents*, 21.
2. *Asile de la Providence* :
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 28.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
3. *Asile des Orphelins Catholiques* :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
4. *Asile des Orphelins Catholiques Romains* :

Pétition; demande d'aide, 31.
5. *Asile du Côteau Saint-Louis* :

Pétition; demande d'aide, 45.
6. *Asile Nazareth* :
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 24.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
7. *Asile des Orphelins Protestants* :—Pétition; demande d'aide, 24.
8. *Asile des Orphelins Saint-Patrice* :

MONTRÉAL—Suite.

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

9. *Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur*, rue Fullum.

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

10. *Asile Sainte-Brigitte*:

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

11. *Asile Rue Bonaventure*:—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 24.

12. *Bishop's College*:—Pétition de la Faculté Médicale de l'Université de—, demandant de l'aide, 24.

13. *Communauté de N.-D. du Bon Pasteur*:—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

14. *Compagnie d'Emmagasinage*:—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 64. Rapport de l'avis, 67. Bill présenté (l'Hon. M. Laframboise), 68. Renvoyé au comité des bills privés; 60ème règle suspendue, 74. Rapporté avec des amendements, 82. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 93. Par le Conseil, 117. S. R., 163. (37 Vict., c. 57.)

15. *Compagnie des Consommateurs de Gaz de la Cité et du District de Montréal*:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 24. Avis, 28. Bill présenté (l'Hon. M. Holton), 28. Renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapporté avec des amendements, 68. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 72. Par le Conseil, avec des amendements, 117. Considérés et adoptés, 117. S. R., 163. (37 Vict., c. 53.)

Pétitions contre, 54, 75, 80, 91.

16. *Compagnie des Omnibus de*:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 37. Rapport de l'avis, recommandant la suspension de la 51ème règle, 42. Bill présenté (M. McGauvran); Lu la 2ème fois; Renvoyé au comité des bills privés, 43. Rapporté avec des amendements, 76. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 84. Par le Conseil, 125. S. R., 163. (37 Vict., c. 31.)

17. *Compagnie des Omnibus et de Transport de Montréal*:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 27. Rapport de l'avis, 64. Bill présenté (M. McGauvran), 68. Renvoyé au comité des bills privés, 74. Rapporté avec des amendements, 123. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil, 158. S. R., 164. (37 Vict., c. 32.)

18. *Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation de— et des Laurentides*:—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 48. Rapport de l'avis, 67. Bill présenté (l'Hon. M. Chapleau), 74. Renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté avec des amendements, 106. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 115. Par le Conseil, 152. S. R., 163. (37 Vict., c. 28.)

MONTREAL—Suite.

19. *Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation du Nord de :*—Ordre enjoignant à la dite Compagnie de mettre devant cette Chambre une copie du dernier rapport de W. Legge, 63.
20. *Compagnie du Chemin de Fer à Passagers de la Cité de :*
 1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 87. Avis, 42. Bill présenté (L'Hon. M. Holton); Renvoyé au comité des chemins de fer, 42. Rapporté avec des amendements, 70. Considéré en comité, 77. Rapporté, 83. Motion pour 3ème lecture; Motion pour renvoyer le bill à un comité général, adoptée; Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 109. Message au Conseil demandant que le bill soit renvoyé à cette Chambre pour corriger une erreur commise en l'amendant en comité général, 110. Rapporté, 116. Entrée dans les journaux de la Chambre, rescindée; Bill renvoyé à un comité général; Rapporté progrès, 118. Renvoyé au comité général sur le bill (Voir *Montréal*, 34), 120. Considéré de nouveau; Amendé, 137. Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil, 158. S. R., 163. (37 Vict., c. 30.)
 2. Pétition contre, 52.
 3. Pétition demandant certains règlements concernant les chars Urbains, 56.
21. *Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur :*—Pétition; demande d'aide, 16.
22. *Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, rue Fullum :*—Pétition; demande d'aide, 24.
23. *Dispensaire :*—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
24. *Ecole de Médecine et de Chirurgie :*
 1. Pétition; demande d'aide, 42, 60.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
25. *English Working Men's Benefit Society :*—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
26. *Faculté Médicale de l'Université McGill :*—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 28.
27. *Hôpital-Général :*
 1. Pétition des Sœurs de la Charité, administratrices de l'— demandant de l'aide, 31.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
28. *Hospice de la Maternité :*
 1. Pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée, 16.

MONTREAL—Suite.

29. *Hospice de la Maternité de l'Université* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 31.
30. *Institution des Aveugles, Asile Nazareth* :— Pétition ; demande d'aide, 24.
31. *Institution des Sourds-Muets* :—Pétition ; demande d'aide, 31.
32. *Institution protestante pour les Sourds-Muets et les Aveugles* :—Etats d'affaires. Voir *Documents*, 15.
33. *Maison de refuge de Sainte-Brigitte* :—Pétition ; demande d'aide, 37.
34. *Montréal, cité de* :
1. Pétition du Maire et de la Corporation de—, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 30. Avis suffisants, 34. Bill présenté (M. David), 36. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 116. Considéré en comité ; Rapporté progrès, 126. Considère de nouveau ; Amendé, 137. Rapporté ; Passé, 143. Par le Conseil, avec des amendements, 161. Considérés et adoptés, 162. S. R., 164. (37 Vict., c. 51).
 2. Autre pétition en faveur, 75.
 3. Pétitions à l'encontre de certaines clauses du bill, 52, 91, 113, 126.
35. *Montreal Stock Exchange* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 30. Avis, 34. Bill présenté (L'Hon. M. Holton), 34. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 82. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 93. Par le Conseil, 158. S. R., 163. (37 Vict., c. 54).
36. *Salle d'Asile de St Vincent de Paul* :—Pétition ; demande d'aide, 28.
37. *Société Bienveillante des Dames de Montréal* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 31.
38. *Société Historique* :—Pétition ; demande d'aide, 60.
39. *Société de Numismatique et d'Archéologie* :
1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 24.
 2. Etats d'affaires. Voir *Documents*, 15.
40. *Société d'Histoire Naturelle* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 24.
41. *Saint-Joseph de* :—Pétition demandant de l'aide pour l'Asile Nazareth dans ladite paroisse, 28.

MONTREAL—Suite.

42. *The Western Hospital of* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 48. Rapport de l'avis, 56. Bill présenté (M. McGauvran), 91. Renvoyé au comité des bills privés, 93. Rapporté avec des amendements, 123. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil, 161. S. R., 164. (37 Vict., c. 40.)

43. *The Women's Hospital* :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 45. Avis non requis, 56. Bill présenté (M. McGauvran), 91. Renvoyé au comité des bills privés, 93. Rapporté, 123. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil, 158. S. R., 164. (37 Vict., c. 41.)

2. Pétition; demande d'aide, 45.

MONTREAL CENTRE :—Résignation de L'Hon. M. Holton, 75. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 76.

MONTREAL, CHAMBLY ET SOREL, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 24. Avis, 38. Voir *Missisquoi*.

Pétition demandant un octroi, 31.

MONTREAL ET OTTAWA :—Pétitions demandant de l'aide pour faciliter la construction des parties des chemins de fer de Jonction de—, et Côteau Landing et de la ligne provinciale qui sont situées dans la province de Québec, 15, 31, 45, 48.

MOTZ, JAMES :—Pétition de—, Se plaignant qu'il a été dépouillé de certains lots de grève et demandant justice, 91. Voir *Adresses*, 17.

N
ESBITT, THOMAS T. :

1. Pétition demandant à être admis, après examen, à pratiquer comme avocat, 30. Rapport de l'avis, 34. Bill présenté (M. Pelletier, Québec-Est), 27. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 68. Honoraire remboursé, 94. Considéré; Rapporté; Passé, 73.

2. Pétition à l'encontre de ce bill, 56.

NICOLET :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville; Reçue et lue, 52. Rapport de l'avis, 64. Bill présenté (M. Méthot), 64. Renvoyé au comité des bills privés, 73. Rapporté avec des amendements, 106. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 115. Par le Conseil, avec des amendements, 160. Considérés et adoptés, 161. S. R., 163. (37 Vict., c. 44.)

NOTARIAT :

1. Bill pour refondre et codifier les divers actes concernant le—en cette Province (L'Hon. M. Chapleau), 38.

NOTARIAT—Suite.

2. Bill pour amender l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat (M. Lynch), 61. Lu la 2ème fois sur division; Considéré; Amendé; Lu la 3ème fois; Passé sur division, 151. Par le Conseil, 158. S. R., 164. (37 Vict., c. 13).
3. Pétition demandant l'abrogation des sections 50 et 51 de l'acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat, 55.
4. Pétition demandant la passation d'un acte permettant d'agir comme notaires et comme registrateurs, 55. Imprimée, 57.
5. Pétition demandant de ne point procéder sur les pétitions pour amender la loi actuelle concernant le notariat. etc., 77.

Voir *Guy Alphonse*.

OFFICIERS ET EMPLOYÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Voir *Documents*, 23**OFFICIERS PUBLICS :**

1. Etat renfermant la liste des—du gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie, 49. Tableau, 50. Voir *Documents*, 24.
2. Bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, 20. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial, 39.

OPINIONS LÉGALES :—Rapports de conseil et mandats spéciaux. Voir *Documents*, 25.

ORATEUR :

1. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la Session, 8.
2. Communique le rapport annuel du bibliothécaire, 10.
3. Met devant la Chambre divers états et rapports, 1, 4, 7, 14, 22, 23, 27, 29, 36, 42, 47.
4. Met devant la Chambre Etat de l'augmentation des salaires des officiers et employés de l'Assemblée Législative, 12.
5. Informe la Chambre qu'il a émis des mandats pour une nouvelle élection pour Québec-Est; Comté de Québec; Gaspé; Terrebonne; Beauharnois; Montmagny et Montréal-Ouest, 1.
6. Informe la Chambre que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat d'élection des membres, 4, 40.
7. Informe la Chambre qu'il a reçu la résignation de Christian-Henry Pozer, écuyer, Charles Gill, écuyer, 79, P.-A. Tremblay, écuyer, C.-A.-P. Pelletier, écuyer, 107, l'Hon. Théodore Robitaille, Wilfrid Laurier, écuyer, 111, Firmin Dugas, écuyer, 132.

ORATEUR—Suite.

8. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 14.
9. Communique une lettre du Lieutenant-Gouverneur signifiant son intention de proroger la Législature, 157.
10. Autorisé à émaner des nouveaux writs pour Montréal-Centre, 76; Beauce; Yamaska, 82; Chicoutimi et Saguenay; Québec-Est, 107; Bonaventure; Drummond et Arthabaska, 112; Québec-Centre; Montmorency, 116; Montcalm, 132.
11. Son discours en présentant le bill des subsides, 104.
12. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 72, 83.

ORDRES DU JOUR :

1. Mesures du Gouvernement devant avoir préséance sur les autres ordres, pour le reste de la Session, 82. Pour un jour fixé, 123.
2. Ordres rescindés, 94, 118.
3. Ordres relatifs aux bills privés appelés à certaine heure en vertu de la 19ème règle; 65, 72, 77, 83, 121, 126, 136.
4. Entrée dans les journaux de la Chambre déclarée nulle, 118.
5. Deux séances le même jour, 149.

ORDRES PERMANENTS :

1. Nomination du comité des ordres permanents, 10, 25. Premier rapport recommandant une réduction du quorum; Quorum devant être de cinq, 28. Autres rapports sur différentes pétitions, 28, 32, 34, 38, 42, 45, 52, 81.
2. Que les avis donnés sont suffisants, 28, 32, 34, 38, 42, 45, 52, 56, 60, 63, 68, 70, 81.
3. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 28, 68.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 9.
2. Relatif à l'élection et conduite des députés en certains cas, 10.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des pétitions pour bills privés, 34, 38.
4. Prolongation du temps fixé pour l'introduction des bills privés, 34, 38. Pour la réception des rapports sur iceux, 84, 88.

OTTAWA :

1. *Compagnie Manufacturière de Fer et d'Acier d' — (Limitée) : —* Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom. 48. Rapport de l'avis, 56. Bill présenté (M. Eddy), 56. Renvoyé au comité des bills privés et 60ème règle suspendue, 62. Rapporté avec des amendements, 82. Considéré en comité ; Rapporté, 93. Passé, 109. Par le Conseil, 152. S. R., 163. (37 Vict., c. 55.)
2. Régistrateur du Comté d'— : Voir *Adresses*, 18.

P ALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :

Bill pour remédier aux pertes occasionnées par l'incendie du—(L'Hon. M. Irvine) ; Présenté, 25. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial, 33. Rapporté, avec des amendements, 53. Considéré en comité ; Rapporté, 58. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; Bill renvoyé à un comité général : Amendé ; Rapporté ; Passé, 63. Par le Conseil, avec un amendement, 117. Considéré et adopté, 117. S. R., 163. (37 Vict., c. 15.)

PHÉLAN, A. E. :—Pétition demandant une indemnité pour avoir été employé au Bureau de l'Éducation, 67.

PÉTITIONS :

1. Pétitions spécialement renvoyées à des comités, 62, 132.
2. Pétitions reçues et lues le même jour, 49, 52, 54, 56, 62, 64, 71, 77, 106, 113, 126.
3. Pétition imprimée, 158.
4. Délai pour la réception des pétitions pour bills privés prolongé, 34.

PONTS :—Pétitions relatives à des ponts, savoir :

1. *Assomption* :—Pétitions demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 37.
2. *Champlain* :—Pétition demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur cette rivière, 142.
3. *Delisle, Rouge et à la Graise* :—Pétition demandant de l'aide pour construire des ponts sur ces rivières, 37.
4. *Mastigouche* :—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 37.
5. *Petite Nation* :—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 28.
6. *Ste. Anne* :—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 92.

PONTS—Suite.

7. *Trois-Pistoles* :—Pétition demandant le droit de construire un pont de péage sur cette rivière, 37.

PRISONS ET ASILES :—Voir *Documents*, 26.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 25. Premier rapport, 81. Pétition du Sergent d'Armes renvoyée à ce comité, 32.

PROVANCHER, RÉV. L. :—Pétition demandant de l'aide pour la publication de "*La Faune Entomologique en Canada*", 45.

PROCLAMATION :—V à XIV.

PROROGATION :—Lettre de Son Excellence annonçant la—, 157. Jour de la prorogation, 165.

QUAI :

Pétitions demandant de l'aide pour la construction d'un quai à Sainte-Anne, 55, 75, 80, 92.

QUÉBEC :

1. *Académie de Musique* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

2. *Asile Belmont* :—Pétitions ; demande d'aide, 45, 60.

3. *Asile des Dames Protestantes* :

1. Pétitions demandant que son allocation annuelle soit continuée, 28, 45.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

4. *Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :

1. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 16.

2. Pétition ; demande d'aide, 37.

5. *Asile des Orphelines Protestantes* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 37.

6. *Asile Finlay* :—Pétition ; demande d'aide, 45.

7. *Asile du Bon Pasteur* :

1. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

2. Pétition ; demande d'aide, 15.

QUÉBEC—*Suite.*8. *Asile Ste. Brigitte :*

1. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

2. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 42.

9. *Cadastre abrégé de la Cité de :*—Pétition demandant que le gouvernement achète un certain nombre d'exemplaires du —, 55.

10. *Ecole de Réforme :*—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

11. *Hôpital du Sacré-Cœur d' Jésus :*—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 30. Avis, 34. Bill présenté (M. Pelletier, Québec-Est), 35. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 68. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 72. Par le Conseil, 125. S. R., 163. (37 Vict., c. 38.)

12. *Hospice de St. Joseph de la Maternité :*—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

13. *Incendies de Québec :*—Voir *Adresses*, 19.

14. *Institut Canadien :*—Pétition; demande d'aide, 92.

15. *Œuvre du Patronage :*—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

16. *Québec, Cité de :*

1. Pétition du maire et de la corporation de—demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 56. Avis, 67. Bill présenté, 69. Renvoyé au comité des bills privés, et 60ème règle suspendue, 74. Rapporté avec des amendements, 116. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 136. Par le Conseil avec des amendements, 160. Considérés et adoptés, 161. S. R., 164. (37 Vict., c. 50.)

2. Autre pétition en faveur du bill, 80.

17. *Société Historique et Littéraire :*—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

QUÉBEC AU LAC SAINT-JEAN.—Pétition demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de—, 52. Rapport de l'avis, 60. Bill présenté (M. Garneau), 61. Renvoyé au comité des chemins de fer, 65. Rapport que le promoteur a obtenu la permission de le retirer, 106.

Voir *Adresses*, 20. *Documents*, 27.

QUÉBEC-CENTRE :—Résignation de l'Honorable H. L. Langevin, C. B., 115. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 116.

QUÉBEC-EST :—Résignation de C. A. P. Pelletier, Ecr., 107. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 108.

QUEBEC (THE) PROVINCIAL POULTRY SOCIETY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 41. Rapport de l'avis, 52.

QUESTIONS :

1. Débats sur une question, ajournés, 14, 51. Par l'ajournement de la Chambre ou par la levée de la séance à 6 heures, 51, 72, 83.
2. Débats repris, 20, 69, 84.
3. Sous-amendements, 83.
4. Questions rejetées, 72, 83, 84.
5. Objection à une motion en amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des Trois-Rivières—M. l'Orateur décide que le dit amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'un avis n'en a pas été donné, 72.
6. Objection à un sous-amendement à une motion à l'effet que l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides—M. l'Orateur décide qu'il ne peut être fait de sous-amendement à une motion de ce genre, 83.
7. Objection à l'amendement principal (voir *supra*, 6)—M. l'Orateur décide que la dite motion n'est pas dans l'ordre, 82.

Questions rejetées ou remplacées :

8. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte d'incorporation du Collège des Trois-Rivières, 72.
9. Pour renvoyer de nouveau à un comité général les résolutions concernant l'aide à être accordée aux chemins de fer, 133.
10. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender les lois concernant les magistrats de districts, 150.
11. Pour que la Chambre ne se forme pas maintenant en comité des subsides, mais procède à prendre en considération les bills et ordres publics, 82.
12. Motions en amendement aux résolutions sur les subsides, 82, 84.
13. Motions en amendement aux résolutions concernant l'aide à être accordée aux chemins de fer, 148.
14. Que le Gouvernement mérite la censure la plus sévère pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour prévenir l'accident arrivé sur la ligne du Grand-Tronc, etc., 158.

RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, POUR 1872. Voir Documents, 28.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. 51ème suspendue spécialement, 42.
2. 60ème do 32, 53, 62, 68, 74, 93.
3. 93ème do 82.

RICHELIEU :

1. Bill pour détacher certains terrains de la municipalité du village de—; Présenté (L'Hon. M. Ouimet), 53. Renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 143.
2. *Compagnie de—* Voir *Documents*, 9.
3. *Hôpital Général du District de :*
 1. Pétition; demande d'aide, 48.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

RIGAUD :—Pétition demandant le remboursement de certaines sommes payées aux seigneurs de Rigaud, etc., 91.

RIMOUSKI :

1. Bill concernant le registrateur et le bureau d'enregistrement de la première division du comté de—(M. Chauveau), 32.
2. *Hospice des Sœurs de la Charité :—* Pétition; demande d'aide, 42.

RIVIÈRE DU LOUP :—Voir *Fraserville*.

ROXTON, MILTON ET GRANBY :—Voir *Sainte-Prudentienne*.

SALABERRY :

1. Pétition demandant que le village de Sainte-Cécile ou "Valley Field" soit incorporé en ville sous ce nom, 15. Rapport de l'avis, 52. Bill présenté (M. Bisson), 53. Renvoyé au comité des bills privés, 59. 60ème règle suspendue, 68. Rapporté avec des amendements, 92. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 109. Par le Conseil, avec des amendements, 152. Considérés et adoptés sur division, 154. S. R., 163. (37 Vict., c. 48).
2. Pétition demandant que le nom de Valley Field ne soit pas changé, 70.

SAINTÉ-ANNE :—Voir *Quai*.

SAINTÉ-ANNE-LAPOCATIÈRE :

*Hospice Saint-Joseph :—*Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-BASILE-LE-GRAND :—Pétition demandant la passation d'un acte pour fixer d'une manière certaine les limites de la dite paroisse, 30. Rapport de l'avis, 38. Bill présenté (L'Hon. M. Trudel), 53. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté, 92. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 110. Par le Conseil, 152. S. R., 163. (37 Vict., c. 19).

SAINT-BENOIT :

1. *Hospice Youville* :—Pétition; demande d'aide, 37.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-ELIZABETH :

1. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
2. Pétition demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse, 37.

SAINT-GERVAIS :—Pétition demandant que le gouvernement fasse copier les registres de la paroisse de—, 60.

SAINT-HENRI :—Bill pour autoriser les commissaires d'école de—à prélever une certaine somme pour une Ecole Modèle, 71.

SAINT-HENRI DE MASCOCHE :

Asile de la Providence :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-HYACINTHE :

1. *Hôtel-Dieu* :
 1. Pétition; demande d'aide, 24.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
2. *Orphélnat de* :
 1. Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 24. Avis, 28. Bill présenté (M. Bachand), 28. Renvoyé au comité des bills privés, 39. Rapporté avec un amendement, 53. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 58. Par le Conseil, 108. S. R., 162. (37 Vict., c. 37.)
 2. Pétition; demande d'aide, 24.
3. *Ouvroir Ste. Geneviève* :
 1. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
 2. Pétition; demande d'aide, 24.

SAINT-IGNACE DU CÔTEAU DU LAC :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 31.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-JEAN :

1. *L'Hôpital de la Ville de* :—Pétition ; demande d'aide, 24.
2. *Salle d'Asile* :—Pétition ; demande d'aide, 24.
3. *Asile Provincial des Aliénés pour Québec* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
4. *Hôpital Saint-Jean* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
5. Pétition du Conseil de Ville demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 30. Rapport de l'avis, 42. Présenté (M. Marchand) ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 42. Rapporté avec des amendements, 56. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 61. Par le Conseil, avec amendements, 108. Considérés, 109. Adoptés, 115. S. R., 162. (37 Vict., c. 45.)

SAINT-JEAN-BAPTISTE DE NICOLET :—Pétition demandant de l'aide pour un institut dans la dite paroisse, 28.

SAINT-JEAN D'IBERVILLE :

1. *Hôpital Saint-Jean* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
2. *Salle d'Asile* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINTE-MARIE DE MONNOIR :

1. *Hospice Sainte-Croix* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 24.
2. *Hospice Sainte-Croix* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-MATHIAS :—Pétition demandant à être détachés de la municipalité du village de Richelieu et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias, 24. Avis, 34.

SAINT-MAURICE :—Bill pour annexer une certaine étendue du—du district des Trois-Rivières, etc. ; Présenté (M. Malhiot), 54. Renvoyé à un comité général, 63. Considéré ; Rapporté ; Passé, 69. Par le Conseil, 125. S. R., 163. (37 Vict., c. 17.)

SAINT-NARCISSE DE BEURIVAGE :—Voir *Beaurivage*.

SAINT-PAULIN :—Pétition des Sœurs de la Charité ; demande d'aide, 60.

SAINTE-PRUDENTIENNE :

1. Pétition demandant que la paroisse do—soit incorporée en municipalité, 59. Rapport de l'avis, 67.
2. Pétition contre, 75.
3. Pétition demandant que certaines parties des townships de Roxton, Milton et Granby, comprises dans les limites de la paroisse de—ne soient pas érigées en une municipalité séparée, 24, 31, 37.

SAINT-RAPHAEL :—Pétition demandant qu'il ne soit accordé de l'aide aux signataires d'une certaine pétition, à moins de ne charger de certaines rentes les contribuables de la municipalité de—, 91.

SAINT-SÉVERIN :—Pétition demandant à être annexés à la paroisse de—, 28. Bill (M. Pozer); Renvoyé à un comité général, 47. Considéré en comité; Amendé; Rapporté, 95. Passé, 122.

SAINTE-THÉRÈSE DE BLAINVILLE :—1. Pétition demandant la passation d'un acte pour agrandir les limites de la dite municipalité, 48. Bill présenté (L'Hon. M. Chapleau), 59. Renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté, 92. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 115. Par le Conseil, 158. S. R., 163., (37 Vict., c. 42).

2. Pétition contre, 46.

SAINT-TITE :—Pétition demandant une remise des arrérages de rentes accumulées sur les terres de la dite paroisse, 48.

SAINTE-URSULE :

1. Pétition; demande d'aide pour le Couvent de—, 60.

2. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-VINCENT DE PAUL :

Hôpital des Sœurs de la Providence :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

SAINT-VICTOR DE TRING :—Voir *Broughton*.

SALAIRES :

1. Etat de l'augmentation des salaires aux officiers et employés de l'Assemblée Législative, 12.

2. Pétition demandant la passation d'un acte pour faire saisir le salaire des Employés de l'Assemblée Législative, 42.

3. Salaires des Officiers publics. Voir *Officiers publics*.

SAULT-AU-RÉCOLLET :—Pétition demandant de l'aide pour un hospice dans la paroisse de—, 116.

SCOTT, THOMAS :—Pétition demandant la passation d'un acte pour vendre les propriétés de la succession vacante de feu—, 42.

SEIGNEURIES :

1. Bill pour obliger les propriétaires de— à tenir un livre exact du payement de leurs rentes, etc. (M. Gendron), 68.

2. Bill pour faciliter la tenue des cens et rentes dans les Seigneuries (M. Joly), 126. Lu 2ème et 3ème fois; Passé, 152. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 9.)

SERGEANT-D'ARMES :—Pétition du—de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, demandant que la Chambre définisse les pouvoirs du sergent-d'armes, 25. Renvoyée au comité permanent des privilèges et élections, 32. Rapports, 81, 132.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant l'administration des serments d'office; Présenté, 8.

SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE MUTUELLE DU SERVICE CIVIL :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 62. Rapport de l'avis, 67. Bill présenté (L'Hon. M. Trudel), 68. Renvoyé au comité des bills privés, 74. Rapporté, 106. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 115. Par le Conseil, 152. S. R., 163. (37 Vict., c. 36.)

SOREL :

1. *Collège de* :—Pétition; demande d'aide, 48.
2. *Orphélnat de Sorel* :—Pétition; demande d'aide, 48.

SUBSIDES :

1. Discours du trône pris en considération, motion que des subsides soient accordés à Sa Majesté, devant être considérée en comité général avec cette partie du discours y relative, 36. Considéré en comité, 39. Rapport d'une résolution accordant des subsides à Sa Majesté, la Chambre devant se former en comité sur ces subsides, 44. Message, de Son Excellence avec les estimés renvoyés à ce comité, 65. La Chambre en comité, 65. Huit résolutions lues, 66. La Chambre de nouveau en comité, 76, 77. 9 résolutions lues, 76. 19 résolutions lues, 78. Chambre de nouveau en comité—amendement que la Chambre procède à prendre en considération les bills et ordres publics, négative, 82. Motion—que l'Orateur quitte le fauteuil; Amendement—qu'en n'exigeant pas de certaines personnes, un compte exact des droits qu'elles doivent à la Couronne pour bois et forêts, etc., l'administration mérite la censure de la Chambre;—Amendement au dit amendement, demandant qu'il soit nommé un comité spécial sur ces accusations—déclaré hors d'ordre,—ainsi que le premier amendement—Débats—Ajournés, 83. Débats repris, amendement rejeté sur division; Chambre de nouveau en comité; 104 résolutions lues, 84; 10 résolutions lues, 96. Séries de résolutions adoptées, 97, 106, 111, 113, 114.
2. La Chambre décide de se former en comité des voies et moyens, 114. La Chambre en comité; Rapport d'une résolution; Adoptée, 114.
3. Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin 1874 et le trente de juin 1875 et pour d'autres fins du ressort du service public; Présenté (L'Hon. M. Robertson), 114. Lu la 2ème fois, 120. Passé, 134. Par le Conseil, 160. S. R., 164. (37 Vict., c. 1.)

SUD-EST, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SUD-EST :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 15. Avis, 28. Bill présenté (M. Lynch), 28. Renvoyé au comité des chemins de fer et 50ème règle suspendue, 32. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 39. Par le Conseil, 40. S. R., 41. (37 Vict., c. 22.)

SUCCESSIONS :—Voir *Code Civil*.

TACHÉ, CHEMIN :—Voir *Adresses*, 23.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Adresses*, 24. *Documents*, 29 et 30.

TERREBONNE :

1. *Compagnie du Chemin à Barrières de* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 30. Avis, 34. Bill présenté (L'Hon. M. Chapleau), 35. Renvoyé au comité des bills privés, 40. Rapporté avec des amendements, 76. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 95. Par le Conseil, 124. S. R., 163. (37 Vict., c. 29.)
2. Pétition contre, 30, 31, 52.

THIBEAUDEAU, R. :—Voir *Adresses*, 25. *Documents*, 31.

TRAVAUX DE COLONISATION :—Voir *Adresses*, 26, *Documents*, 32.

TROIS-RIVIÈRES :

1. *Asile de la Providence de Saint-Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
2. *Association dite la Congrégation des hommes de Notre-Dame-des*— Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom; Reçue et lue, 52. Rapport de l'avis, 56. Bill (M. Malhiot), 91. Renvoyé au comité des bills privés et 60ème règle suspendue, 93. Rapporté avec des amendements, 123. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 136. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 34.)
3. *Collège des*— Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 41. Rapport de l'avis, 45. Présenté (M. Malhiot); Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 46. Rapporté avec un amendement, 64. Considéré en comité; Amendé; Rapporté, 69. Motion pour 3ème lecture; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; Objection—que le dit amendement n'est pas dans l'ordre; M. l'Orateur décide qu'il est hors d'ordre; Lu la 3ème fois et Passé, 72. Par le Conseil, avec amendements, 108. Considérés, 108. Motion que la Chambre ne concourt pas dans les dits amendements, adoptée; Comité spécial nommé pour dresser les raisons et demander une conférence, 123. Rapport; Lu et adopté, 125. Message au Conseil demandant une conférence, 126. Message du Conseil adoptant la conférence, 135. Message du Conseil n'insistant pas sur son amendement. S. R., 163. (37 Vict., c. 33.)
4. *Hôpital des Dames Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.
5. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville, 45. Rapport de l'avis, 52. Bill présenté (M. Malhiot), 53. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 136. Par le Conseil, 158. S. R., 164. (37 Vict., c. 46).
6. Pétition demandant certains changements à ce bill, 91.
7. Pétitions demandant l'abrogation de la 12ème clause de ce bill, 75, 80.

VACCINATION :—Bill pour abroger l'acte concernant la—, Présenté (M. Lafontaine), 25. Ordre pour 2ème lecture déchargé, bill retiré, 58.

VALLEY-FIELD :—Voir *Salaberry*.

VARENNES :

1. *Hospice Lajemmerais* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

2. Pétition ; demande d'aide, 42.

VAUDREUIL :—Voir *Cadastre*.

VICTORIA : 35, chap. 16 :—Bill pour expliquer la 4ème section de l'acte—(L'Hon. M. Trudel), 93. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 152. Par le Conseil, 159. S. R., 164. (37 Vict., c. 10.)

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 2.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Impression quotidienne des—, 9

WATERLOO ET MAGOG :—Compagnie du chemin de fer de— Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 67. Rapport de l'avis, 70. Bill présenté (M. Locke), 71. Renvoyé au comité des chemins de fer, 77. Rapporté avec des amendements, 92. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 110. Par le Conseil, 135. S. R., 163. (37 Vict., c. 27.)

YAMACHICHE :

1. *Sainte-Anne d'Yamachiche* :—Pétition demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse, 31.

2. *Hospice Sainte-Anne* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

YAMASKA :—Résignation de Charles Gill, écuyer, 80. Ordre à M. l'Orateur d'émettre son mandat pour l'élection d'un membre pour la dite division électorale, 82.